

# Jean-Paul Damaggio

## Lettres des Amériques (2004-2005)

8 juin 2005 : Abel Mamani  
30 mai 2005 luttes au Panama  
9 juin 2005, Sucre, Bolivie  
26 juillet 2006 lettre de Marcos  
septembre 2006, lettre à alain gresh

20 octobre Brésil : Encore la fin d'un rêve ?  
3 novembre 2005, en direct du sommet des Amériques  
Lettre du 8 novembre : sommet des Amériques (suite et fin)  
15 novembre, pour en finir avec Fujimori !  
11 décembre 2005 Evo Morales président ?  
lettre à serge july

Lettre du 18 décembre 2005 : La Bolivie retient son souffle ?  
Lettre du 22 décembre : La leçon bolivienne  
Janvier le débat sur la bolivie

23 janvier : Le décès de Ramona  
2 février 2006 : Le décès de Schafik Handal  
11 février : Elections au Costa Rica  
10 mars 2006 Ollanta Humala, le Péruvien  
20 mars 2006 Nouveau soulèvement populaire en Equateur  
10 avril Manif aux USA  
12 avril le vote au Pérou  
1 et 3 mai nationalisation en Bolivie  
3 mai au Mexique ils cultivent des fleurs  
11 mai 2006 Lettre ouverte à Alberto Fujimori  
Les Amériques en Coupe du Monde de la misère

6 juin Humala face à l'action concrète  
26 juin peuple foot et Equateur  
6 juillet élection mexicaine  
19 août 2006 De l'eau dans le gaz de Bolivie

PS : En ce premier avril 2005, je vais pouvoir me lancer dans la lecture d'un livre tant attendu (je ne m'attendais pas à ce que ce soit un policier). Il sort juste chez Flammarion et s'intitule **Chavez présidente !** Grâce au travail que je viens d'accomplir, je sais tout ce que je vais aimer dans ce livre. Je sais aussi ce que je ne vais pas y trouver malgré ses 650 pages. J'espère que l'auteur pourra venir à Montauban nous le présenter, comme il passa pour présenter son œuvre précédente. Il en est à son 21<sup>ème</sup> livre avec seulement 6 de disponibles. Il s'appelle **Maurice Lemoine**.

Mes Amériques à l'heure du Corpus Christi : Vazquez, Morales, Chavez ...

**Je ne connais rien de cette fête.** Je sais seulement qu'elle permet une trêve des mouvements sociaux de la Bolivie jusqu'au Panama. Belle occasion de faire le point.

En commençant par le Pérou puisque le Président Alejandro Toledo en voyage en Israël et Palestine vient de répondre à des questions de la BBC. Il y annonce qu'il ne sera pas candidat à sa succession en 2006 mais qu'il continuera jusque là, à permettre l'intégration à la société péruvienne, des Andins auxquels il est fier d'appartenir. Etrangement comme Lucio Gutierrez soutenu par les Indiens, la politique des deux hommes a réactivé les discours racistes des peaux blanches. Or ce n'est pas parce qu'ils sont plus ou moins liés à la Sierra que leurs politiques furent désastreuses pour leur pays.

Passons justement dans la Bolivie voisine où les Indiens contribuent à des luttes sans jamais avoir accédé au pouvoir. Depuis deux ans le combat pour la nationalisation du gaz est un combat à rebondissement. Après le renvoi à Miami du président suite à une révolte de 2003, son vice-président tente de temporiser sans pouvoir endormir les paysans, les mineurs, les cocaleros et les habitants de El Alto tous déterminés à obtenir gain de cause sauf que la cause est variable. L'homme au cœur de l'alternative Evo Morales, un indien, tient à garder le lien avec les révoltés mais sans perdre l'aval des autorités. Pour le moment la capitale est occupée jusqu'à ce que le président propose soit la nationalisation, soit la convocation d'une assemblée constituante pour refonder le pays. Les riches ne l'entendent pas de cette oreille et annoncent l'autonomie de leur région Santa Cruz. Comment le pays sortira-t-il de ce bras de fer ?

Nous pourrions avoir la réponse au Brésil ou en Uruguay. A Montevideo le nouveau gouvernement de gauche a déjà donné tous les gages de sagesse au néo-libéralisme ! Le peuple avait demandé par référendum la nationalisation de l'eau : pas question de déplaire aux multinationales donc le vote du peuple est traduit en langage technocratique à savoir c'est le statut quo. Une entreprise géante et super polluante n'avait pas été acceptée par la droite par crainte des révoltes mais le gouvernement de Tabaré Vazquez, fort du soutien populaire se plie aux ordres des multinationales. Déception dans la gauche pourtant riche d'expériences de ce petit pays.

Mais cependant rien d'étonnant dans le paysage des Amériques. Faisons le grand saut au Panama où le sympathique chanteur de salsa Ruben Blades est toujours ministre du tourisme. Le pouvoir de gauche suscita l'enthousiasme du peuple et un grand soulagement après des années de domination yankee. Il est en train de faire voter une loi sur les retraites qui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celle que Lula a fait voter au Brésil ou que Raffarin a fait voter en France etc... Le peuple vient d'envahir les rues. Avec les fêtes de Corpus Christi c'est la trêve mais la grève générale a été décrétée. Le peuple est médusé !

Quant à la stratégie de Lula, elle n'est pas celle d'Alejandro Toledo. Pas question de jeter l'éponge. Il veut rester dans les couloirs du pouvoir pour sa grande politique internationale et sa piètre politique nationale. La corruption évidente qui traverse son gouvernement, si elle ne le touche pas directement, le laisse affaibli. Comme partout aux Amériques il se dit que le peuple électoral n'aura pas le choix : ou il accepte de le réélire comme représentant du moindre mal, ou il reporte ses espoirs à des lendemains très lointains puisqu'aucune autre force politique à gauche ne peut le remplacer.

Tout ce qui se déroule dans ces pays, James Petras l'avait analysé à l'avance car il lit plus que personne les journaux de l'Empire US. Le Financial Times n'a-t-il pas félicité Lula pour avoir permis sous sa présidence plus de déforestation que jamais (la superficie de la Belgique) ! Un peu comme Jospin qui permit, sous son gouvernement, plus de privatisation que jamais ! Que faut-il en déduire ? Allons du côté du Venezuela.

**Suite à ma dernière chronique,** j'ai eu quelques remarques dont une d'un français actuellement au Venezuela. Il la trouva malveillante, aussi, pour vous éclairer, voici l'échange qui s'en suivit.

1 ) Bonjour, d'accord avec ton analyse sauf sur deux points importants et je ne sais où tu as pu pêcher tes infos (malheureusement fausses et malveillantes). Je suis au Venezuela en ce moment et je peux certifier que ni Castro, ni Chavez ne se sont réjouis de l'élection de Insulza, Castro l'a traité de "bobito" et Chavez a été à peine plus aimable. Cela étant, il ne faut pas complètement minimiser l'échec des E-U de ne pas pu avoir faire élire LEUR candidat même si Insulza ne vaut guère mieux. Un abrazo. Christian

2 ) Bonjour,

Merci pour cette réaction car toute mauvaise info doit être dénoncée. Mais pour élire le secrétaire général de l'OEA il faut voter. Quel a été le vote du Venezuela ? Les mots sont une chose, les votes sont des engagements. Sur 34 votants, Insulza a eu 31 voix. Les 2 abstentionnistes sont affichés (Bolivie-Pérou), mais pas l'absent. Etait-ce le Venezuela ? Non. La déclaration n°424 du gouvernement du Venezuela (voir son site) titre : "Le gouvernement du Venezuela félicite le nouveau secrétaire de l'OEA". C'est vrai, le ministre de l'information indique qu'il souhaite que l'action de Insulza ne se transforme pas "en instrument d'agression et d'intervention impériale dirigée par les Etats Unis". Or, a-t-on vu les USA voter à contre-cœur ou sans garantie, pour un candidat à l'OEA ? Je peux souhaiter que l'eau se transforme en or ... Faute d'Insulza, les USA avaient préparé une candidature canadienne pour mettre tout le monde d'accord. Ils n'en ont

pas eu besoin. Je défends les Bolivariens depuis longtemps, mais je suis pour analyser les réalités dans leurs contradictions. Je ne sais donc pas où est la malveillance ! A la prochaine. jean-paul damaggio

Informé et juger d'une politique sont deux données complémentaires mais pas identiques. Pour juger de l'action des Bolivariens, je renvoie au très bon docu-roman de **Maurice Lemoine** qui donne une vue d'ensemble sur 20 ans d'histoire, et qui s'intitule : **Chavez présidente !** Comprendre comment les Bolivariens passèrent d'une stratégie de prise de pouvoir par les armes, à une stratégie par les urnes, comprendre comment depuis 1998 c'est seulement au fil des ans que Chavez devint une épine dans le pied de l'Impérialisme US, tout ceci permet de mesurer le chemin parcouru.

L'élection d'Insulza marque un tournant qui, pour certains, est un point de plus en faveur du Brésil et pour d'autres un point de plus en faveur des USA. Incontestablement la politique étrangère de Lula se veut offensive en marquant sa propre autorité, d'où, une fois de plus, la colère de l'Argentine (l'équipe à Lula aura intrigué pour faire élire un pape brésilien). Or la question cruciale n'est pas de féliciter Lula quand il tape du poing sur la table devant les USA, mais de savoir pourquoi il tape du poing sur la table. Il rêve de renforcer le propre néo-libéralisme brésilien plutôt que de réorienter le système. Ce faisant, il est un gendarme des USA comme ses troupes le démontrent à Haïti (pendant que Chavez soutient le président déchu Aristide).

Dans ce contexte, Chavez pratique la real-politik. Les défenseurs d'Insulza retiennent qu'il n'a pas été le premier candidat des USA ; ils trouvent préférable le vote de Chavez pour le Chilien qui évite l'isolement. Quant Chavez soutient l'isolé Castro sans s'isoler sur le cas Insulza, il y a contradiction ? D'où l'étude nécessaire sur le long terme : quel élément l'emportera. Jusqu'à présent les Bolivariens ont avancé vers la gauche mais nous ne pouvons pas dire jusqu'à quand et jusqu'où. Chavez pratique à la fois les déclarations « révolutionnaires » et la gestion « ordinaire ». Il a lancé l'ALBA avec Castro, pour contrer l'ALCA. Il a lancé l'idée de Petro-Sur ou de la CNN en espagnol et portugais. Lula fait semblant d'aller dans son sens mais fait traîner les projets où les vide de tout contenu « révolutionnaire ».

Le point noir de l'analyse de l'évolution à gauche de l'Amérique latine, je le trouve dans le refus de toute analyse du PT à Porto-Alegre. D'un côté les Bolivariens arrivèrent au pouvoir par « divine » surprise et depuis tentent de créer une force sociale capable de les soutenir. De l'autre, le PT arriva au pouvoir après un magnifique travail de fourmi pour constituer les forces sociales capables de soutenir sa politique. Or, les élections du 31 octobre 2004 ont montré l'avancée des Bolivariens et la désintégration du PT de gauche ce qui permet à Lula de mettre en place une politique néo-libérale qui enchante le FMI.

Après avoir informé sur l'élection d'Insulza, voici mon jugement sur le tournant qui en découle.

Quand les USA acceptent un socialiste français à la tête de l'OMC ils peuvent accepter un socialiste chilien à la tête de l'OECA. C'est une nouvelle preuve que l'Internationale socialiste, qui n'a pas l'intention d'exclure deux membres aussi éminents, est devenue une complice plus directe que jamais de l'Impérialisme US qui renforce ainsi son hégémonie. La dite Internationale ne fut jamais un adversaire de l'Empire mais face aux combats décisifs lancés par les USA dans le monde, une prise de distance aurait pu se produire.

Non, le néo-libéralisme va pouvoir se transformer en néo-féodalisme pour assurer une nouvelle alliance entre les mafias, les pouvoirs politiques, les pouvoirs des églises et leurs sbires politiques. Sans que pour autant les problèmes économiques du système n'approchent de la moindre solution. L'avancée phénoménale de la pauvreté planétaire finira par submerger la richesse retranchée dans des bunkers électroniques. L'histoire reste et restera l'histoire de la lutte des classes, une histoire à étudier dans un nouveau contexte que les débats sur l'UE permettent d'affiner. 28-05-2005 Jean-Paul Damaggio

## **8 juin 2005 Abel Mamani**

**Une jeune Bolivienne de passage à Montauban eut la surprise de découvrir dans le journal *Point Gauche* ! un écho sérieux des luttes de son peuple. Aujourd'hui les événements démontrent que cette attention était largement justifiée pour ceux qui cherchent à en finir avec le vieux monde.**

Pour ma part il m'arriva de faire connaître le héros et le anti-héros de la grande bagarre d'aujourd'hui 8 juin 2005. Le héros, Abel Mamani responsable des comités de luttes de la ville de El Alto et en face le président de l'Assemblée nationale Horacio Vaca Diez, celui qui fit tirer sur un mineur en colère qui osa entrer dans la Chambre des députés avec un bâton de dynamite à la main.

Pour la joie d'Abel Mamani c'est aujourd'hui une immense foule bolivienne qui occupe La Paz et pour le plus grand désagrément du grand Horacio, alors que, constitutionnellement, il pourrait s'auto-désigner comme président du pays après la démission du président, il va

devoir opter pour une autre combine. Ce n'est pas un mineur qui occupe un lieu mais des milliers qui sont partout dans la ville avec des camionnettes de dynamite.

Cette insurrection s'est radicalisée de jour en jour. Carlos Mesa aura presque tout tenté pour l'éviter : le faux référendum, la fausse démission, l'appel à l'Eglise, la menace militaire, la négociation secrète, la pression internationale. Il aura cependant été fidèle à sa parole : il n'a pas fait tirer sur la foule. Il préfère partir mais qui va le remplacer ? Et pourquoi faire ?

Les insurgés décident, de jour en jour, en assemblée générale, des mesures à prendre. Ils veulent à présent un gouvernement des ouvriers et des paysans. Le mot d'ordre est le suivant : pas de succession, pas d'élection, de suite le gouvernement pour le peuple. Or, au départ, il y a eu mobilisation à la fois pour la nationalisation et pour l'élection d'une assemblée constituante, ceci contre le projet des riches de Santa Cruz cherchant avec leur grand chef Horacio Vaca Diez, la sécession. Le leader électoral des insurgés, Evo Morales, a indiqué qu'il se plierait aux revendications des assemblées générales. Il tente depuis deux ans de jouer les modérateurs (il fit alliance pendant un temps avec le président démissionnaire) mais il est dépassé par la base. Pour le contexte international j'indique que Lula a tout fait pour sauver Carlos Mesa (l'essentiel du gaz brésilien vient de Bolivie) et Chavez tenta de jouer les intermédiaires. Déjà pour la révolte précédente de Mars, le Congrès bolivarien du peuple se refusa à relayer cette révolte alors qu'il est très rapide dans d'autres cas. Et si Evo Morales s'est donné une dimension internationale, elle n'a aucun intérêt pour les insurgés. En clair, cette insurrection dérange tout le monde aux Amériques. Sa radicalité peut faire boule de neige en particulier au Pérou d'abord, où le risque insurrectionnel est du même ordre, et en Equateur où le nouveau président vient déjà de s'aligner sur les USA après une arrivée au pouvoir provoquée par la révolte interclassiste de Quito. Mais allons plutôt dans ce beau pays qu'est Panama.

## 9 juin 2004 luttes au Panama

Le 30 mai au matin, le peuple de ce pays n'avait pas les yeux fixés sur le résultat du référendum français mais sur l'ultime décision que venait de prendre les députés : « l'organisation d'un des vols les plus grands qu'a connu le peuple panaméen » d'après un journaliste de la Estrella. De quoi s'agit-il ?

Allons voir Andrés Rodriguez, un de ces militants extraordinaires qui ne passent jamais les barrières médiatiques. Il anime le Front pour la Défense de la Sécurité Sociale, un Front qui a décrété depuis plusieurs jours la grève générale dans le pays. Lutte phénoménale puisque le gouvernement est un gouvernement de gauche et que c'est lui qui a organisé ce vol affreux dans le portefeuille des Panaméens. Dans ce gouvernement de Martin Torrijos siège un artiste que j'ai déjà présenté, l'homme qui me fit comprendre la salsa : Ruben Blades. Que pense-t-il des émeutes qui traverse sa capitale ? L'âge de la retraite était de 57 ans pour les femmes et il passe à 62 tandis que pour les hommes il était de 62 et il passe à 65. Comme il se doit les femmes payent la note plus que les hommes et comme il se doit, l'âge de la retraite est reculé en même temps que les cotisations sont diminuées ! Intolérable répond le peuple. Tout à fait intolérable dans un pays où le chômage est si grand. Qui veut répondre que les émeutes sont donc celles de « privilégiés » car beaucoup ne touchent même pas de retraite ? Je suis fatigué par ces discours style CFDT qui culpabilisent les soi-disant privilégiés pour éviter de montrer du doigt les vrais seigneurs. Si nous étions en Bolivie nous dirions, la forte présence du gaz crée un tel enjeu, que la bataille est rude. Mais le Panama n'a ni pétrole, ni gaz, ni or, ni rien. Alors que se passe-t-il ? Tristesse, le Panama a un canal (c'est d'ailleurs pour ça qu'il existe) dont il a accédé à la propriété, les USA ayant fini par céder cette injuste souveraineté, mais être propriétaire du canal c'est un fil à la patte. En effet, ce canal a besoin de grands travaux (sinon les USA en construisent un autre ailleurs) et pour des grands travaux il faut l'appui des banques et pour obtenir l'appui des banques, il faut d'abord des politiques sociales. Première mesure du gouvernement Lula accédant au pouvoir : la réforme des retraites que le pouvoir précédant n'avait pas pu réaliser. Première réforme du gouvernement Torrijos : la même réforme des retraites ! Un hasard ?

Pour Andrés Rodriguez et son Front uni, gouvernement de gauche ou pas, l'intolérable est intolérable. Alors c'est la grève générale. Les enseignants surtout sont en pointe dans cette action, comme chaque fois que le peuple se révolte aux Amériques. Que va-t-il se passer ? Des centaines de personnes ont été arrêtées (384) avec un peu partout des blessés. Une première rencontre a eu lieu avec quatre ministres qui voulurent amuser les insurgés avec des salades. Reynaldo Rivera, le ministre du travail indiqua sur un ton conciliant que la grève n'est pas le meilleur moyen pour engager la discussion sur ce thème sensible et d'ailleurs est-elle vraiment légale ? Le représentant des patrons indiqua qu'il était impossible de discuter sous la pression d'une action aussi extrémiste (inutile de préciser que si les caisses de la sécurité sociale sont vides c'est que les patrons ne versent plus rien ou si peu). Pour la confusion des genres ce chef s'appelle aussi Rodriguez mais Felipe et non Andrés. J'aurai voulu vous en dire plus sur le Andrés en question mais je sais seulement qu'au moment des accords économiques avec les USA (le TLC), il était déjà sur la brèche, en 2004, pour annoncer que la conséquence de tels accords seraient dramatiques pour les travailleurs. Avec son Front il avait raison. A suivre.

Jean-Paul Damaggio 9 juin 2004

### 3 juillet, Sucre, Bolivie

Quand Salvador Allende ou Le Che sont tombés, les médias furent au rendez-vous . L'extraordinaire révolution bolivienne de mai-juin 2005, comme la dérive droite de Lula sont exclus des médias, d'où ce très long texte bilan qui nous concerne. Il est rédigé un mois après la trêve, à un moment, où chacun peut vérifier encore une fois que les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Il inclut une documentation diverse provenant de Rebellion, de La-Razon, d'Econoticias site qui a disparu avec la trêve, et de quelques autres lieux ! Reprenons donc le fil d'une histoire fabuleuse qui reviendra à la surface d'ici quelques mois.

**Depuis trois semaines la ville de La Paz**, en Bolivie, n'est pas en paix. D'après certains, c'est même le chaos politique, car quand le peuple réclame ses droits il ne sait faire qu'un truc, provoquer le chaos. En conséquence, en ce 9 juin, les députés se retrouvent à Sucre pour élire un nouveau président (l'actuel vient de démissionner). Ils ont la peur au ventre et pensent que ce petit déplacement va les soulager. Les mineurs ne l'entendent pas de cette oreille et, à l'annonce de la réunion à Sucre, ils décident de se déplacer eux aussi vers le nouveau théâtre de la révolution en cours. Une révolution ?

Depuis trois semaines les villes de Bolivie sont bloquées par une révolte dont la revendication est simple : nationalisation des hydrocarbures. D'après certains, c'est de la folie pure et simple car comment exploiter une richesse comme le gaz sans l'appui des multinationales ? En France nous avons Total, un groupe bien connu qui possède 23% des réserves de gaz de la Bolivie. Les Boliviens, comme ils sont « racistes », ils ne veulent ni des Français, ni des Espagnols (Repsol), ni des Brésiliens ! Des « chauvins » qui cherchent à garder pour eux les bénéfices de cette nouvelle richesse, eux qui vivent dans la plus grande misère ! Avant le gaz, les Boliviens virent passer sous leur nez, l'or, l'argent, l'étain. Le président Carlos Mesa a tout tenté pour tromper le peuple tout en promettant qu'il resterait au pouvoir jusqu'en 2007. Face au blocage de la situation, il fit appel à l'Eglise comme institution capable d'opérer une médiation. La réponse fut simple : la démission du président était le premier moyen d'arrêter la révolution. Pourquoi ? Car ensuite il faut en réélire un autre et c'est à cette tâche que les Congressistes doivent s'atteler en ce 9 juin à Sucre. La Constitution est claire : quand le président démissionne, il est remplacé par le vice-président, ce qui se passa en Octobre 2003 quand, suite à la mort d'environ 80 personnes, Carlos Mesa remplaça Gonzalo Sanchez de Losada. Ce dernier avait été élu ainsi : au premier tour de la présidentielle il arriva en tête avec, en numéro 2, Evo Morales, dont nous reparlerons ; faute d'un score de 50%, le Parlement doit choisir entre les deux premiers. Je viens de retrouver le vieux Gonzalo, réfugié à Miami, dans un article d'un journal chilien où travaille le fils de Vargas Llosa : le jeune Alvaro. Quant au fils de Gonzalo, il fit le voyage à Sucre avec Hoario Vaca Diez, celui que le Parlement doit choisir car c'est le suivant sur la liste des éligibles en tant que président du Sénat. Pour les mineurs cette éventualité est inadmissible. Entre ce chef politique et eux, il existe un différent de taille bien antérieur à ce 9 juin : Horacio décida de faire tirer sur un mineur qui tenta une occupation du Parlement pour dire sa colère. Mais qui sont ces mineurs ?

La révolution fut conduite par cinq forces sociales : les paysans aymaras, les coccaleros, la COB, les habitants d'El Alto et les mineurs. Tous jouaient la même carte mais à des fins différentes. **Les mineurs** en coopératives sont 60 000 surtout à La Paz, Oruro et Potosi. Ils ne sont pas dans le même cas que les mineurs salariés d'entreprises : maîtres d'eux-mêmes, ils sont dotés d'une force syndicale phénoménale qui a ses ramifications un peu partout dans la vie sociale et politique. Généralement, ils se mobilisent quatre ou cinq

jours et obtiennent satisfaction. Alors que les indiens aymaras bloquent les routes trois semaines sans résultat. En plus de leurs organisations, les mineurs ont un outil décisif : le contrôle de la dynamite. Ce qui incita le président Carlos Mesa à s'allier avec eux : le ministre des mines était nommé avec l'accord des organisations syndicales de mineurs qui obtinrent la direction de la Corporacion Minière bolivienne (Comibol). Mais Carlos Mesa ne put donner satisfaction à l'autre revendication : la nationalisation des hydrocarbures. D'où la révolte sociale à laquelle les mineurs ont fini par se joindre et qui nous conduit à ce fameux 9 juin, à Sucre.

Il était 15 heures quand les députés entendirent à la radio une information qui les fit trembler de la tête aux pieds : Carlos Coro Mayta, un des 4000 mineurs qui put arriver à Sucre, venait de se faire assassiner. Aussitôt les chefs de parti demandèrent un avion Hercules pour quitter la ville. Impossible, les avions Hercules étant propriétés des USA, et vu l'état de l'aérodrome de Sucre, la fuite devenait irréalisable. Le président de la chambre des députés Mario Cossio perdit le contrôle de lui-même. Certains cherchaient une éventuelle sortie par les toits. Alors qu'à 10 h 30 du matin, les mêmes députés promenaient leur arrogance et décidaient de faire de Vaca Diez le président de la république, plus personne ne savait où donner de la tête à partir de 18 heures. Pour dénouer la drame Vaca Diez annonça sa démission à 21 h ouvrant ainsi la porte à la nouvelle solution négociée avec l'Eglise : le choix de Eduardo Rodriguez comme président. Cette droite inquiète appartient à trois partis politiques qui disent bien le cas bolivien : MNR, MIR et NFR (les trois ont la lettre R qui veut dire Révolutionnaire).

La première décision de Rodriguez fut l'organisation d'une rencontre avec la deuxième force révolutionnaire du pays : **les organisations sociales de El Alto**. Comme à Quito, dans La Paz les zones d'altitude sont celles des pauvres, les riches préférant s'abriter au cœur des vallées. El Alto c'est une zone pauvre de 800 000 habitants à 4000 m d'altitude qui est fortement organisée : sans la notoriété de Porto Alegre, il existe là un budget participatif plus simple que dans la ville brésilienne. La mairie verse aux organisations sociales une bonne partie de son budget dont elles assurent l'utilisation. Il s'agit donc d'organisations insérées dans la vie politique (le maire n'est pas d'une formation politique particulièrement révolutionnaire) qui pratiquent une forme d'autogestion. Cette forme de pouvoir est rendue possible par l'homogénéité de la population usant de traditions aymaras. Elles possèdent des locaux, une logistique, un réseau d'influence et elles sont dirigées par Abel Mamani. Quand le président proposa une rencontre la réponse fut simple : oui, bien sûr, mais à El Alto, pas dans les bureaux ministériels. Eduardo Rodriguez accepta et, naquit de la discussion, la décision d'une trêve. Il faut préciser que la trêve avait déjà été appliquée, dès l'élection de Rodriguez par les Cocaleros d'Evo Morale (voir plus loin). Cette trêve laisse les forces révolutionnaires intactes mais elle se fonde sur des promesses qui restent incertaines : l'élection dans les 100 jours d'une nouvelle assemblée constituante qui aura à statuer sur la fameuse nationalisation. Pour obtenir cette élection, le Congrès doit accepter de s'auto-dissoudre. Les tractations sont multiples mais difficiles. Pourquoi le succès du 9 juin se changea-t-il en cette trêve ?

Une alternative put grandir au cœur des rassemblements des trois semaines de lutte : le gouvernement ouvrier et paysan qui s'installerait sans attendre la moindre élection (500 000 personnes furent mobilisés de manière croissante). **La COB** (centrale ouvrière bolivienne) de Jaime Solares fut l'organisation qui tenta de promouvoir ce projet. Mais en même temps Jaime Solares frappait aux portes des casernes pour que ce soit des militaires qui en assurent la mise en place. En fait la COB est héritière d'une histoire révolutionnaire mais est devenue une coquille vide suite aux crises sociales les plus diverses.

Entre la revendication sociale (nationaliser les hydrocarbures) et sa traduction politique (quel gouvernement peut la mettre en œuvre ?) il y avait un fossé. Le manque d'unité des insurgés empêcha la transformation du 9 juin en révolution totale. Après la démission de

Carlos Mesa, il fallait un président au pays et Jaime Solares le dirigeant de la COB ne pouvait être soutenu à ce poste par les autres tendances. Pas plus qu'Abel Mamani. Quant à Evo Morales du camp des cocaleros sa stratégie est connue : elle est électorale. Son parti, le MAS (Mouvement au socialisme) est, suite aux municipales de 2004, le premier parti du pays mais avec seulement 20% des voix. Il a soutenu au départ (en octobre 2003) Carlos Mesa dans sa tentative de calmer les esprits, en préférant l'augmentation d'impôts imposée aux multinationales à leur pure et simple nationalisation. Abel Mamani n'a pas une position très claire entre les deux orientations : pouvoir révolutionnaire et pouvoir électoral. Quant aux mineurs, ils veillent surtout à leurs intérêts. Il reste les paysans aymaras qui furent, une fois encore, au départ de l'insurrection. Le choix indianistes de certains (reconstruire un empire Inca) ne croise pas forcément les choix des autres forces sociales.

Mais en ce 9 juin fatidique, que faisaient l'armée et les USA ? Ils se contentaient d'observer prêts cependant à toute éventualité. Pour les classes dirigeantes des USA toute intervention de l'armée devient néfaste car elle risque d'alimenter encore la révolte. Vaca Diez aurait aimé faire le ménage mais au prix de combien de morts, avec pour les dix ans suivant, le risque de voir émerger un nouveau Hugo Chavez. Face à la montée de la misère, partout les USA préfèrent acheter des dirigeants de gauche plutôt que de soutenir des coups d'Etat militaires. La truille de la classe politique de droite à Sucre n'est, à leurs yeux, que le résultat de sa propre incompétence. N'en déduisait pas que les USA rengainent aux Amériques leur passion pour les armes. Ils préféreraient que l'OEA (Organisation des Etats Américains) construise une force d'intervention adaptée et bien formée. Pour le moment, les pays membres de l'OEA s'opposent à cette nouvelle vassalisation de leurs pouvoirs. Certains y voient la preuve que des pays d'Amérique latine réussissent à s'émanciper de la tutelle nord-américaine. C'est vrai, l'équipe à Bush ne peut isoler le Venezuela mais elle a, en même temps, d'autres succès à son actif. Elle n'arrive pas à faire signer partout l'ALCA mais elle a, en même temps, les moyens de faire signer les pays les uns après les autres. L'exemple de ce 9 juin à Sucre dit bien la corde raide mais solide jusqu'à laquelle se joue l'avenir du sous-continent. Corde raide dans le sens où les révoltes populaires sont considérables, mais corde solide pour les USA dans la mesure où les révoltes populaires ne débouchent pas. Elles firent fuir Fujimori et son remplaçant ne fait pas mieux. Pareil en Equateur. Pour l'Argentine c'est à peine différent. Au cours de l'insurrection de 2005 les Boliviens révisèrent leur histoire : il y eut la grande révolution de 1952, il y eut la nationalisation en 1936 de la Standard Oil et en 1969 de la Gulf oil ce qui explique l'absence aujourd'hui, dans le pays, des compagnies nord-américaines. Les défaites temporaires des USA se comptent par dizaines mais ils ne perdent pas la maîtrise des événements dans leur arrière-cour. Leur système n'a jamais été aussi puissant car il bénéficie à présent d'un appui évident, celui d'une force qui compte l'Internationale socialiste.

La Bolivie reste cependant une zone très incertaine. Tout le monde attend avec impatience la date des élections et les alliances qui vont naître. Evo Morales vient de s'unir avec le maire de La Paz et ils tablent sur 35% de l'électorat. Cette fois, il a inclus la nationalisation pure et simple des hydrocarbures dans son programme. En face la droite développe deux stratégies : s'unir, ou la sécession de la province de Santa Cruz, la province riche. Personne ne peut dire ce qui se produira. Les puissances économiques ne peuvent admettre la moindre nationalisation et les insurgés gardent les moyens de l'imposer par la force. Le mot de trêve est-il juste ?

Pour certains, le mot défaite est plus juste. En particulier pour **les autogestionnaires et les Aymaras**. Leur porte-parole s'appelle Felipe Quispe : il n'est pas tendre avec le traître Evo Morales. Les Aymaras ont aussi leur parti politique le MIP (Mouvement indien Pachacutik). Felipe Quispe avait été élu député de ce parti mais il démissionna car il considéra que seule l'action à la base est porteuse de fruits. Le MIP, pas plus que le MAS,



ne tentèrent, dans leurs municipalités, ce qui se fait à El Alto, à savoir l'organisation autogestionnaire capable de reconstituer un autre type d'Etat. La mobilisation de mai-juin 2005 n'a d'équivalent qu'en 1979 quand une révolte fut noyée dans le sang. La patience de l'adversaire fait que cette fois chacun est rentré chez lui avec seulement des promesses. Pour Quispe la Bolivie de demain aura un nom indien et El Alto s'appellera Tupac Katari. Sauf que le territoire Aymara qui dépasse largement sur le Pérou (mais pas Cuzco), ne couvre pas toute la Bolivie et en particulier le secteur riche en hydro-carbures de Santa Cruz.

Nous en arrivons à **la stratégie électorale des cocaleros**. Ils sont les cocaleros car ils vivent, après avoir été souvent des mineurs licenciés, de la culture de la Coca, culture illégale. Leur mouvement a donc sa logique propre, qui le place dans le collimateur des USA, puisque chacun sait que l'éradication de cette culture est un impératif sanitaire pour ce pays enfoncé dans l'illusion d'un côté et dans le pouvoir de l'autre. Pas plus que les autres mouvements il n'est homogène. Il suscite une grande espérance dans le milieu paysan et Evo Morales fait penser un peu à José Bové. Cependant, leur mouvement est souvent le dernier à entrer dans les insurrections et le premier à en sortir.

Les USA vont donc pouvoir continuer de tirer les ficelles, et mon attention portée à leur pouvoir n'est pas le signe de mon obsession anti-impérialiste. Qu'est-ce qui fait crier le plus Felipe Quispe ? Si CNN rend compte des événements, les insurgés ont un seul porte-parole : Evo, Evo, Evo. Et qui est CNN ? Un pouvoir US qui a autant d'importance aujourd'hui que la CIA (je ne minimise pas la CIA dont 12 agents viennent d'être poursuivis par la justice italienne pour avoir capturé en pleine ville de Milan un islamiste envoyé aussitôt en Egypte !). Comme Lula, Evo Morales est issu du peuple : finira-t-il comme lui ? Les forces dominantes ont des contradictions réduites. L'adversaire est toujours dispersé car plus puissant en nombre. Le principe des guérillas c'était de tout simplifier en formant un groupe aussi réduit que les capitalistes mais tout aussi déterminé et cohérent. Cette stratégie ne pouvait marcher. Qu'en sera-t-il de la suite ? Pour une dernière note amusante : il n'est pas surprenant de voir les autogestionnaires de Bolivie s'appuyer sur les thèses de Toni Negri qui appela si brillamment à voter oui au TCE !

## **Le détour international**

On ne peut comprendre ce 9 juin à Sucre sans en revenir à l'élection de Zapatero à Madrid. La victoire du PSOE s'est faite sous deux angles : le refus de s'aligner sur les USA à propos de l'Irak (retrait des troupes espagnoles) mais alignement sur le modèle néo-libéral (voir Zapatero et le TCE). Cette situation incita le PSOE à réorganiser l'Internationale socialiste en Amérique latine. Son allié le plus précieux est le PS chilien au pouvoir depuis dix ans et pour longtemps encore. En 2002 au moment du coup d'Etat contre Chavez, ce gouvernement de centre-gauche très fidèle aux USA fut le premier à reconnaître la légitimité de ceux qui renversèrent le président élu (ne jamais oublier que Chavez détrôna au Venezuela une social-démocratie puissante). Depuis l'arrivée de Zapatero, le président Lagos changea ses alliances à 180° : il est devenu un ami de Chavez au désespoir de la gauche chilienne authentique. D'où en retour l'aide que Chavez apporta au socialiste Insulza pour arriver à la tête de l'OEA, d'où l'accord entre Zapatero et Chavez en matière de vente d'armes de l'Espagne au Venezuela. Sous l'impulsion de Zapatero, l'Amérique latine prend ses distances avec Bush ... mais pas avec le système néolibéral. L'exemple de Lula est clair : promouvoir son propre système néolibéral. Est-ce possible ?

Dans ce contexte, la révolte de mai-juin 2005 en Bolivie fait désordre. Pensez donc : le peuple bolivien demande la nationalisation du gaz au moment où Chavez permet la création d'entreprises 100% privées exploitant le gaz de son pays (la nationalisation du pétrole étant pour le Venezuela une source de richesse déjà fabuleuse) et ce sont des intérêts européens et brésiliens qui en seraient les victimes ! De plus, ils mettent en cause

la démocratie électorale ! Ils apparaissent un peu comme des empêcheurs de tourner en rond ... du genre des zapatistes.

Si le 9 juin, Sucre est en ébullition, le 19 juin c'est une alerte rouge lancée par le sous-commandant Marcos. Le gouvernement annonce que des champs de drogue ont été découverts en zone zapatiste ce qui signifie un risque d'attaque en règle. Peu après le gouvernement revient sur cette information mais les zapatistes étonnent une fois de plus : une consultation des communautés a lieu pour savoir si la lutte doit se poursuivre ou se transformer. Les questions que posent le sous-commandant Marcos sont exactement celles posées à Sucre ! Le Mexique va connaître une grande année électorale l'an prochain. La gauche a un candidat, Lopez Obrador qui a des chances de gagner mais comment faire confiance à la voie électorale ? Dans le même temps, les zapatistes peuvent-ils éternellement rester en marge de la vie politique globale du pays ?

La publication cet été dans Libération du roman de Marcos et Taibo II va remettre la question zapatiste dans l'actualité française. Sans pouvoir dire exactement ce qui va se passer au Mexique nous savons pour le moment que 98% des communautés souhaitent déposer les armes et transformer la lutte locale en lutte nationale en trouvant les alliances nécessaires. Une tentative en ce sens avait déjà eu lieu : le Front Zapatiste de Libération Nationale. Ce fut un échec complet. Comment l'échec d'hier peut-il se transformer en succès d'aujourd'hui ? Comme à El Alto en Bolivie, les zapatistes sont passés à des structures autogestionnaires pour gérer leur territoire. Cette expérience politique ne peut se généraliser mais par contre, la fin de toute utilisation des armes, peut signifier que le passage à la bataille politique devient incontournable. Les zapatistes sont conscients du double risque qu'ils prennent : laisser la voie libre aux assassinats des para-militaires pour tomber dans la politique électorale classique. Peuvent-ils faire la démonstration ratée en Bolivie et en Equateur par les partis indiens Pachacutik, que les stratégies électorales peuvent rester secondaires pour un parti politique de type nouveau ?

Les Amériques constituent un monde d'innovation fabuleux aussi j'ajoute qu'au Panama la victoire d'une grève générale d'un mois est à prendre en compte : les grévistes viennent d'obliger le président de gauche à annuler son infâme loi néolibérale sur les retraites. Belle démonstration que le vent de la révolte n'est pas à la baisse. A nous de saisir les enjeux de cette tendance pour sortir la gauche européenne des consensus truqués dans lesquels il faudrait se noyer.

3 juillet 2005 Jean-Paul Damaggio

## **septembre Chronique des Amériques et lettre à Alain Gresh**

Faute de pouvoir reprendre la chronique de l'an dernier j'attire seulement votre attention sur 5 éléments :

- En Bolivie, comment les élections générales de décembre vont-elles s'articuler avec les révoltes populaires ? Evo Morales du MAS pense l'emporter contre le pouvoir US.
- Au Brésil voisin Lula ne tombe même pas dans la démarche social-démocrate mais dans la corruption qui aura réussi ce qu'aucun pouvoir de droite n'avait réussi : désespérer le peuple de gauche. Les élections de 2006 risquent de se changer en atroce farce.
- Elections 2006 au Mexique où les Zapatistes ont décidé de s'inviter en proposant de créer un mouvement à la base ... qui va tourner en ridicule le moment électoral où la gauche est favori.
- Encore élections en 2006 au Nicaragua où Daniel Ortega du FSLN pense enfin revenir au pouvoir pour s'y remplir les poches. Les USA n'aiment cependant pas les dites poches. Une autre embrouille à venir ?
- Chavez devient plus que jamais le chef d'orchestre des Amériques. Il reste cependant en quête d'une partition. Par exemple : les revenus du pétrole lui permettent de faire du social, donc il faut augmenter les revenus du pétrole en développant la production (un plan pharaonique)... mais les écologistes crient au scandale ! (en 1998 Chavez s'est fait élire contre ce même plan, sauf qu'alors les revenus servaient à l'oligarchie et qu'à présent ils servent au peuple).

Je vais tenter de concentrer mon attention sur le Mexique avec une publication mensuelle papier de 34 pages (format A5) au prix de 2 euros (+ 1 si frais de port nécessaire). Celle d'août 2005 est prête et s'intitule : « Un pingouin dans la forêt Lacandona ». Celle de septembre s'appellera : « Une autre campagne au Mexique ».

Et voici en complément d'information une lettre à Alain Gresh. Amitiés. Jean-Paul Damaggio

### Lettre à Alain Gresh

Peu au fait des réalités mondiales, j'ai lu avec admiration le dernier édito du Monde Diplomatique dont le succès sur Internet est mérité : d'un regard, Alain Gresh réussi à embrasser toute la planète ! Je crois savoir que pour Bush, tous ceux qui ne sont pas avec lui sont contre lui ; avec Alain Gresh c'est la contre-offensive, tous ceux qui sont contre l'impérialisme US (1) appartiennent à la grande famille de l'INSOUMISSION, c'est-à-dire « ceux qui refusent de se soumettre à l'ordre mondial ». J'y découvre donc les autorités russes, chinoises, indiennes, iraniennes, ou celles de Corée du Sud. L'insoumission en question serait « un patriotisme économique et politique, une détermination à défendre son indépendance » qui englobe les autorités du Brésil et d'Afrique du Sud, et en France « l'opposition à une éventuelle reprise de Danone ». Que les 20 pays unis à Cancun en septembre 2003 ne le soient plus en décembre 2003 n'a aucune importance, l'impérialisme US « n'arrive pas à gagner le cœur et les esprits » ce que pourtant la Révolution française avait réussi ! Là, j'ai, seulement un instant, perdu les pédales. Je pensais que la Révolution française était du côté des insoumis et qu'en conséquence elle avait eu plus de capacités à « gagner les cœurs et les esprits » que l'impérialisme US ! Quand j'ai découvert que la grande famille des insoumis contenait aussi « une résistance de quelques milliers de combattants en Irak », le succès d'Al-Jazira et le lancement de Telesur, j'ai compris que le regard d'Alain Gresh était d'une profondeur totalement exceptionnelle d'autant qu'il n'oublie pas une mise en garde précieuse : « Quelquefois, ce refus [il parle de l'insoumission] peut prendre les formes dévoyées de l'extrémisme religieux ou national, et alimenter l'idée de « choc des civilisations » ». Mais oui, il faut toujours se méfier des formes dévoyées (surtout si elles viennent du Monde Diplomatique ?)... Puis l'article se termine par une belle évidence : les insoumis gagnent

parfois « puisque les empires coloniaux [européens] ont finalement disparu ». Il a écrit disparu ?

En tant qu'étranger, j'ai besoin d'apprendre le français et un ami m'avait conseillé la lecture du Monde Diplomatique pour découvrir les finesses de cette langue. Je reconnais qu'à présent je suis à la page : non, l'insoumission ne rassemble pas des paysans du Chiapas, des Sans-terres brésiliens, des femmes du monde entier en lutte contre le patriarcat, des démocrates algériens ou des indiens boliviens, mais tous les khalifes qui veulent la place du khalife. Parfois, je ne sais plus si c'est le courageux Hugo Chavez qui déteint sur le Monde Diplomatique ou si c'est une part du Monde Diplomatique qui déteint sur Chavez quand il déclare aux insoumis réunis au FSM de Porto Alegre en 2005, qu'il est l'ami de Poutine et du président algérien Bouteflika, tout comme de l'ex-président de l'Iran Jatami (Alain Gresh ne lui a pas encore dit que penser du nouveau président « conservateur » de ce pays), trois hommes à l'insoumission légendaire ( Bouteflika vient en effet d'accorder à l'impérialisme US le droit de construire une base militaire dans son pays !). J'attends donc avec impatience le prochain numéro de ce journal qui m'offrira sans doute un mot adéquat pour désigner les « révoltés » de la planète qui refusent l'impérialisme sous TOUTES ses formes, US ou chinoise, française ou religieuse. Vu le livre paru chez Michalon « les nouveaux mondes rebelles » j'ai la sensation que le mot « rebelle » est lui aussi inadapté, alors je penche pour « la piétaille » ou « les inutiles » (« révoltés », un mot à garder pour E. Leclerc et sa lutte en faveur du pouvoir d'achat). Au plaisir des prochaines lectures. Jean-Paul Damaggio

(1). Je reconnais que j'appelle sans doute à tort « impérialisme US » ce que dans l'article A.G. appelle plutôt : « administration Bush », « les positions de Washington », « l'Amérique », « la mondialisation », « le modèle libéral incarné par les Etats Unis », « l'image de Washington », « les Etats Unis », « la prétention des Etats Unis et parfois de l'Europe (ce duo que l'on appelle l'Occident) ». Il évoque impérialisme dans cette phrase : « On ne voit pas émerger de « supra-impérialisme » qui mettrait fin aux rivalités ». Parce que la fonction des impérialismes (avec guillemets) c'est de mettre fin aux rivalités ? Encore un mot que j'ai besoin d'étudier !

## 26 juillet 2005 Le bonjour du sub

**Le subcommandante Marcos** vient de nous informer d'un fait totalement extraordinaire : ils ont trouvé dans leur forêt mexicaine un pingouin ! Je me fais un devoir de relayer l'info que je pourrai traduire pour votre plaisir mais ça supposerait un travail trop grand pour moi. J'élimine donc les considérations savantes qui accompagnent son message pour aller à l'essentiel : l'histoire du pingouin.

Le fait se produisit quand, au moment de l'alerte rouge, les campements de lezetaelene (l'EZLN en français) furent abandonnés car tout un chacun devait rejoindre le grand quartier général où des décisions importantes allaient être prises. Quitter un campement ne pose pas de problème pour les légumes (la récolte est transportable) mais que dire des volailles ? Après réflexion, un à un les animaux furent tués et mangés sur place. Comme il y avait peu d'animaux cette manœuvre ne prit pas des années si bien qu'au bout d'un moment il resta seulement trois volatiles, puis un, et arriva ce qui arriva ...

Le dernier poulet se mit à marcher en se tenant droit comme s'il voulait copier les hommes pour ainsi passer inaperçu, afin de sauver sa vie. La constitution des poulets n'étant pas faite pour une telle démarche, il se mit à se dandiner à chaque pas, et c'est alors que quelqu'un observa « il ressemble à un pingouin ». Tout le monde se mit à rire parmi les jeunes zapatistes présents (une majorité d'hommes et de femmes de moins de 20 ans) et ce rire se transforma en sympathie envers l'animal qui, sans le savoir, venait de gagner la partie. Il fut décidé d'emporter le poulet qu'il n'était plus normal d'appeler poulet. Et parce qu'avec le sub les histoires ne s'achèvent pas aussi vite, je vous résume la suite.

L'insurgée Tonita se chargea de prendre le pingouin. En arrivant au quartier général de l'EZLN il s'inséra facilement au groupe réuni. Alors que insurgés discutaient des 13 demandes zapatistes visant à éclaircir le pourquoi de leur lutte, vous n'allez pas le croire mais le pingouin était le plus attentif aux débats. Pire, il allait des uns aux autres piquer les fesses de ceux qui avaient tendance à s'endormir (oubliant ainsi un instant sa condition de pingouin) !

Au quartier général, le pingouin était le seul animal, une fois décomptés les couleuvres, les tarentules, les rats, les grillons, les fourmis et le nombre indéterminé mais très grand de zancudos (les échassiers en français, mais ces longues jambes ou zanga, mot venant peut-être du persan, ne sont-elles pas autre choses que des échassiers, au Chiapas ?). Etant le seul animal, il est naturel que petit à petit, le pingouin ait pris les hommes pour ses congénères. Les insurgés s'en rendirent compte quand il manifesta le désir de manger à table. Ne pouvant user de ses ailes (sous peine de trahir définitivement sa nouvelle identité) pour monter sur les bancs, la commandante Erika l'aida à prendre place autour de la table. Quant au capitaine insurgé, il comprit le premier que le pingouin ne voulait plus dormir seul la nuit craignant que les renards (traduction plus qu'approximative de tlacuaches, mot venant manifestement d'une langue indigène) ne le prennent pour un poulet ! En conséquence Erika et Tonita lui fabriquèrent en toile blanche un beau jabot afin de lever toute ambiguïté (le sub ayant quelques fonctions au quartier général, il dissuada les deux femmes de peindre en blanc la partie concernée de l'animal). Cependant, si quelqu'un vous dit qu'un pingouin est à présent membre de la commandancia general de lezetaelene (EZLN en français), ne pensez en aucun cas que le délire s'est emparé des êtres rassemblés au quartier général ! Sachez même que l'animal sera la mascotte de l'équipe de football zapatiste quand elle rencontrera celle de Milan (ce qui ne serait tarder). D'où les prochaines réflexions des enfants : « Maman, qui sont ceux qui jouent aux côtés du pingouin ? »

En fait, tous les zapatistes sont en train de devenir des pingouins, s'efforçant à marcher debout pour se faire une place au sein du Mexique, des Amériques et du Monde. Comme leur anatomie ne les a pas préparés à un tel défi, c'est sûr, nous les croiserons se dandinant et titubant difficilement sur les chemins, au milieu des rires et des moqueries. Mais peut-

être que, comme le pingouin, ils susciteront quelques sympathies capables de les aider à avancer et à faire ce que tout homme, toute femme et tout pingouin doit faire, c'est-à-dire, essayer sans cesse d'être meilleur de la seule façon possible, en luttant.

Cette fois, cric et crac le conte est achevé.

**P.S. Pour qui n'aurait pas suivi l'actualité**, ce conte est en lien direct avec les décisions prises par l'EZLN, et qui forment l'essentiel du message, à savoir, passer à une autre étape de la lutte pour tenter de regrouper, au Mexique surtout, mais ailleurs aussi, tous ceux qui ne veulent plus du système social actuel. Au mois d'août le sub redeviendra un brin médiatique avec la publication en feuilleton par Libération du polar que l'insurgé du Chiapas a écrit avec Paco Ignacio Taibo II. L'ayant lu en espagnol, je n'ai pas trouvé l'initiative réussie (beaucoup moins que le conte) mais elle devrait rapporter aux communautés des milliers de dollars.

bonjour : 15 secondes à la télé sur le sommet des amériques, 5 pour Bush, 5 pour Chavez et 5 pour 200 casseurs. 40 000 manifestants pacifiques n'existent pas. comme toujours. je ne supporte plus cette manipulation des médias qui emporte tout sur son passage, y compris le débat au sein des forces démocratiques. Voici une page du journal de l'envoyé spécial de Point Gauche ! à Mar del Plata. Il y aura la suite pour les conclusions de ce sommet essentiel pour saisir le rapport des forces sur la planète. amicalement j-p damaggio

## **20 Octobre Brésil : Encore la fin d'un rêve ?**

Exact la fin physique de Tarso à la tête du PT est une question de jour ... jusqu'au 18 septembre si je ne me trompe, rendez-vous que Raoul Pont donne à ses troupes pour gagner la présidence. L'échec de Tarso Genro peut-il donner plus de chances à Raoul Pont ? En principe oui, le centre pourrait laisser la majorité, mais en même temps si la dite majorité a pu se défaire de Tarso Genro c'est qu'elle doit avoir ses forces en place. De toute façon que dit Raoul Pont ?

Pour connaître la situation de la gauche du PT il vaut mieux se connecter sur le site de [raoulpont.org.br](http://raoulpont.org.br) que sur celui de la revue de la dite tendance Democrasia socialista. Voici son programme en 10 points :

- 1 – Défense de la plate-forme historique du PT.
- 2 – Garantie de l'indépendance et de l'autonomie.
- 3 – Un parti démocratique.
- 4 – La participation populaire comme principe.
- 5 – Mutations dans la politique économique par l'appui à l'économie solidaire.
- 6 – Réforme agraire et lutte contre les latifundistes.
- 7 – Lutte pour l'égalité raciale de genre et pour la liberté des choix sexuels.
- 8 – Contre la guerre, pour une Amérique latine plus forte et plus unie.
- 9 – Le FSM : un espace privilégié pour combattre le neo-libéralisme.
- 10 – Une sortie du neo-libéralisme et la construction du socialisme.

Un projet qui fait l'impasse sur l'analyse du gouvernement Lula et sur la crise propre du PT aujourd'hui : sa réalité, ses causes et ses conséquences. Un projet qui fait comme si depuis 2001 rien ne s'était passé, comme si lui Raoul Pont n'avait pas perdu Porto Alegre.

Alors Bon courage à Raoul Pont.

Depuis presque 10 ans, Brésil rimait avec Porto Alegre, budget participatif, Parti des Travailleurs (PT) et innovation politique. Lula, chef d'orchestre d'un nouveau rêve social, se trouva propulsé à la tête du gouvernement de ce pays dans un contexte pas facile puisqu'il n'avait pas la majorité au Parlement. Tous les militants savaient que la marge serait étroite mais aucun n'imaginait que des responsables du Parti des Travailleurs achèteraient des députés de droite ... pour leur faire voter des lois de droite ! Depuis quatre mois le mythique PT se débat dans une crise provoquée par la corruption qui le traverse et il est temps de faire le point.

Pour un observateur attentif de la vie brésilienne comme James Petras cette corruption était inscrite, dès le départ, dans les abandons politiques du PT, conformément à toutes les trahisons des gouvernements de gauche (James Petras découvrit le phénomène au contact du gouvernement de gauche de Grèce). En effet, comment Lula a-t-il pu décider de faire voter une loi contre les retraites des services publics que le PT avait refusée quand il était dans l'opposition ? Pour, disait-il, pouvoir ensuite faire passer des lois contre les puissants qui ne sont jamais venues !

Bien sûr, en politique internationale, le gouvernement de Lula tente quelques nouveautés déplaisantes pour les USA mais uniquement pour défendre les intérêts du capitalisme brésilien ! Si au départ, critiquer Lula pouvait s'apparenter à un coup de main donné à la droite, aujourd'hui c'est de toute la gauche du PT que vient le vent de révolte, comme du Mouvement des Sans Terre et de ce que l'Eglise catholique de gauche a encore de meilleur. Face aux dénonciations de corruption Lula commença par nier puis il fut contraint d'accepter la démission de son bras droit José Dirceu en promettant un renouveau du PT. Pour ce faire, un président temporaire du PT fut nommé, le célèbre et intègre Tarso Genro. Ce n'était qu'une stratégie pour préparer la contre-offensive des corrompus qui viennent de reprendre la présidence du PT même s'ils doivent concéder une plus grande place à

l'ultime tendance de gauche de ce parti, celle de Raoul Pont qui, comme Tarso Genro, vient de Porto Alegre où il perdit les dernières municipales.

Bilan : la dérive droitière a conduit la grande majorité des dirigeants du PT à une dégradation morale équivalente à celle de leurs adversaires (leur inexpérience a permis plus aisément d'en révéler les tares).

Oui, au Brésil c'est à nouveau la fin d'un rêve qu'il faut avoir le courage d'analyser, en cette glorieuse époque où les dirigeants des USA acceptent un membre du PS français à la tête de l'OMC et un membre du PS chilien à la tête de l'O.E.A (Organisation des Etats Américains). Les répercussions sont nombreuses et ne se limitent pas à l'abandon de Porto Alegre comme siège des Forums Sociaux Mondiaux.

### **1 ) Que va décider le gouvernement du Venezuela ?**

Pour le moment, Hugo Chavez continue de voler au secours de Lula en retenant sa politique internationale et en oubliant sa politique néolibérale dans le pays. A son tour, la révolution bolivarienne risque donc d'y perdre en crédibilité. S'agit-il de créer en Amérique latine une intégration néolibérale qui, comme en Europe, pourrait tenter de faire de l'ombre à la puissance US ? Nous sommes bien placés pour savoir que ce projet est vain. D'autant que, même en politique internationale, la stratégie brésilienne est souvent à la remorque des USA. Quand Bush « soustraite » l'occupation de Haïti à Lula, alors que Chavez marque son soutien à Aristide délogé du pouvoir par les USA, quels sont les résultats ? Aujourd'hui Haïti est le premier pays des Amériques sans Etat ! Des élections devraient y avoir lieu mais il faut réinscrire tous les citoyens sur les listes électorales, et grâce aux forces d'occupation des milliers de pauvres en sont exclus. La situation y est dramatique et les forces de gauche de Haïti sont sidérées par le comportement de l'armée brésilienne protégée par les médias internationaux qui se taisent sur le sujet.

L'homme de gauche Frei Betto, qui fut si longtemps un proche de Lula, a dû souffrir énormément quand, afin d'avertir les progressistes du monde il a écrit voici peu : « Pendant des décennies la droite brésilienne n'a pas réussi ce qu'un petit noyau de dirigeants du PT a réussi en quelques années : démoraliser la gauche... après avoir travaillé aux côtés des mouvements populaires pour construire une alternative ... ». Bernardo Boff ne dit pas le contraire et une personnalité de la défense des droits de l'homme comme Jair Krischle confirme. Au-delà des personnalités le cri d'alerte le plus émouvant est bien sûr venu du MST qui a repris une lutte frontale contre le gouvernement.

### **2 ) La révolution bolivarienne doit soutenir la nouvelle opposition de gauche**

La fin d'un rêve n'est pas la fin d'une lutte : il suffit de la reprendre sur de nouvelles bases. Avec l'expulsion des députés PT qui refusèrent dès le départ la dérive droitière et dont Luciana Genro (la fille de Tarso) est une des figures majeures, un nouveau parti naquit. Après une question posée à Montauban, à une militante de Porto-Alegre de passage en 2002, j'eus droit à cette réponse : « elle fait le jeu de la droite ». Depuis, son parti le PSOL, qui vient d'être reconnu officiellement, rassemble de plus en plus de monde, et pour la présidentielle de 2006 au cours de laquelle Lula hésite entre être le candidat du PT et celui d'une coalition plus large, le PSOL est déjà doté de 20% dans les sondages. Mais peut-on vraiment faire autrement ? Jusqu'à présent la révolution bolivarienne montre qu'une autre stratégie existe et Frei Betto y est allé voir de près. Seulement attention, si les intérêts de la diplomatie passent par-dessus les solidarités populaires, les acquis intérieurs au Venezuela risquent de se perdre sur la scène internationale. Dernièrement, contre l'avis des membres de la nouvelle centrale syndicale du Venezuela, Chavez a envoyé du pétrole en Equateur pour soutenir le gouvernement en lutte contre une grève du pétrole (c'était aussi un coup de pouce à l'entreprise brésilienne du pétrole). Une stratégie qui, sous prétexte de contrer les USA, risque de mettre à mal cet autre rêve, celui d'une révolution populaire et démocratique qui traverse le Venezuela. De même, un soutien à Daniel Ortega au Nicaragua qui a transformé le FSLN en une officine pire que le PT actuel serait dramatique. Jean-Paul Damaggio

Suite de la crise du PT brésilien :



Rappel des votes internes au PT Brésilien

La majorité 43%. Valter Tomar 17%. Plinio de Arruda Sampaio 13,4%. Raul Pont 12,7%.

La tendance de Plinio de Arruda Sampaio ne participera pas au second tour le 9 octobre... elle quitte le PT ! (décision de 400 dirigeants avant-hier).

Elle va sans doute rejoindre le PSOL.

### **3 novembre 2005, en direct du sommet des Amériques**

Je suis parmi les marplatenses. J'avance tranquillement Avenue Independencia en direction de la mer. Avenue du 11 septembre je vais prendre à droite pour atteindre le monument à la gloire de ceux qui sont morts pour l'Italie. La ville traverse un moment étrange : tout est fermé, les flics sont partout et on sent comme une agitation qui anime le regard des gens. Je suis déjà devant les trois colonnes du monument qui symbolisent la terre,

le ciel et la mer. Tout en haut, la louve romaine. Voici trente ans exactement j'apprenais avec douleur l'assassinat d'un Italien et c'est ce qui a guidé mes pas vers cet endroit de Mar del Plata. Ici, en Argentine, on n'oublie pas Pasolini et si j'avais été à Buenos Aires j'aurais pu aller voir une rétrospective de ses films. Mais bon, je suis à 500 kilomètres plus au Sud, à Mar del Plata et je sens l'Italie un peu partout. Le Palais municipal construit en 1938 par Luis Falcone (encore un nom qui fait penser à un mort pour l'Italie) reproduit une architecture de Florence.

Je ne suis pas ici en touriste ni en nostalgique de ma vie passée même si l'effort exceptionnel qui m'a incité à ce lointain voyage tient à quelques souvenirs. J'étais présent au Panama, en 1956, pour le premier sommet des présidents des Amériques : j'ai voulu retrouver cette ambiance dotée depuis, d'une autre sommet qui se tient en parallèle, le sommet des peuples des Amériques. C'est le troisième. Le présent, c'était dans les rues splendides de Québec !

Mar del Plata est coupée en deux comme le monde est coupé en deux. D'un côté la cité touristique, vue sur la mer, grands hôtels, luxe exagéré, un tout petit coin du monde où 7000 policiers protègent une trentaine de chefs d'Etat. Bush avait envisagé de séjourner dans un porte-avion mais finalement il put réquisitionner l'Hôtel Sheraton (pour l'écrire à la castillane). De l'autre côté, la cité où je marche, où des milliers de manifestants vont marcher demain pacifiquement, la cité populaire, celle qui souffre et va souffrir plus encore de la politique prévue par le sommet des chefs d'Etat, elle a pour symbole un musicien : Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix (j'ai noté avec grand plaisir la présence à ses côtés de l'Equatorienne Blanca Chancoso).

Un événement extraordinaire va se produire, un homme va participer aux deux sommets. Non, il ne s'agit pas de Lula, président du Brésil, qui, en son temps, participa au FSM de Porto-Alegre avant d'aller se vendre à Davos. Il s'agit, vous l'avez deviné, d'Hugo Chavez qui interviendra dans le stade où les opposants au sommet vont se réunir. Va-t-il réussir, dans le communiqué final des chefs d'Etat à faire enlever le mot « ALCA »(1) de la déclaration finale ? Lui, il défend le mot « ALBA »(2) et au stade, pour une aube toujours pleine d'espérances, il parlera après les chants de Silvio Rodriguez (il sera accompagné exceptionnellement par le groupe chilien Inti-Illimani). Emir Kusturica sera là et je ne sais si c'est pour la musique ou le cinéma : dans tous les cas c'est pour la poésie. Chavez et Bush le face à face permanent : Bush a réussi à faire signer un accord de libre-échange dans les Caraïbes (Cafta-DR). Chavez a réussi à faire signer aux mêmes un accord pour l'achat à bas prix de son pétrole ! Mais parleront-ils de la situation dramatique en Haïti ?

Ici, le maire s'appelle Daniel Katz et le journal s'appelle La Capital. Hier j'y ai lu avec délice le compte-rendu du dernier livre de Salman Rushdie qui vient de paraître en France Shalimar le clown. Rien à voir avec son

précédent roman qui dénotait une certaine fatigue. Il retrouve son univers, là où le Cachemire est en ébullition. En voilà un qui serait en bonne place pour la manif laïque du 10 décembre à Paris !

Voici à présent quelques revendications du peuple en lutte : pas de paiement de la dette, (oui mais même le Venezuela de Chavez la paie) ; pas de militarisation du continent (mais le Paraguay comme la Bolivie vient de décréter, avant toute bavure, l'immunité pour les militaires nord-américains qui vont s'installer massivement au Paraguay) ; plus de droit à la santé et à l'éducation (or la misère progresse partout) . Que peut-il se passer ?

J'écris aujourd'hui car demain vendredi et encore moins samedi, je n'aurai pas le temps. Demain, je serai au Théâtre Auditorium entre 16h30 et 17h15 pour l'inauguration officielle du sommet des chefs d'Etat (j'ai une entrée spéciale) avant d'aller au Stade retrouver le peuple. Les Huiles se réuniront à l'Hermitage Hôtel avec ensuite le repas au Casino Central. Les débats des géants porteront sur une grande politique de l'emploi (c'est un truc à la mode) capable de faire reculer la pauvreté et de consolider la démocratie. Une déclaration finale doit émerger mais à cette heure-ci les négociateurs n'ont pas encore trouvé un point d'accord total.

J'écris à 16 heures, après ma balade matinale vers le monument, tout en écoutant la fin d'un débat passionnant dans un atelier qui se tient dans une salle du Stade. L'organisateur est une revue du Venezuela America XXI et la discussion porte sur la réalité de l'ALBA qui se veut une alternative à Bush. Il y a dans la ville des milliers de débats qui se tiennent au Polideportive (toujours avenue Indépendance) et au Stade. Un des grands sujets est celui du rapport entre le nationalisme si fréquent aux Amériques et l'intégration bolivarienne. La pensée de Toni Negri (il est passé hier par l'Argentine en venant du Chili en route pour le Brésil) a été appelée au secours ! Encore un Italien, mais celui-là me met en colère. Il a découvert la fin de l'impérialisme des USA auquel se substitue un Empire sans frontière. Des Bolivariens le défendent car il prône l'intégration en Amérique latine pour accroître ce qu'il appelle un monde multi-polaire. D'autres rappellent qu'il a dit Oui à la Constitution européenne (avec la même idée, la constitution d'un autre pôle) et que sa pensée s'accorde tout à fait avec des éléments du néo-libéralisme. Franchement, le débat d'idée va à toute vitesse. Je sens que je fatigue et qu'à 17 heures, je vais rentrer me reposer plutôt que suivre les débats dans une salle à côté sur la marchandisation de l'éducation aux Amériques. Ce sont des chiliens qui doivent l'animer. En fait, il faut que je me prépare surtout à la grande journée de demain qui fera date. Franchement, je ne sais pas si je pourrais vous en rendre compte. Gianni Demai

## **Lettre du 8 novembre : sommet des Amériques (suite et fin)**

**Je viens de marcher quelques instants** dans l'avenue ***Independencia*** de Mar del Plata, c'est superbe de pouvoir retrouver une ville normale après deux journées historiques. Puis, je suis rentré à l'hôtel pour écrire ces quelques lignes joyeuses : Hugo Chavez a gagné sur toute la ligne ! Mon bonheur est cependant terni par les nouvelles qui me viennent de France. Dans ***Página 12***, **Eduardo Febbro** qui est à Paris, explique comment un jeune gamin de 11 ans, Mahmoud, a en charge de surveiller les camions de flics. Avec son téléphone portable, il informe par texto ses « frères » tout en rêvant de pouvoir participer à cette guerre. Le but de cette guerre ? La démission de Nicolas Sarkozy. Quelqu'un tire les ficelles ?

**Ici, au contraire tout fut très calme.** Un seul petit groupe d'une centaine de personnes a réussi à casser, mais il ne représente rien par rapport à l'immense manifestation (50 000 personnes), et au moment génial que nous avons connu au Stade. Une pluie torrentielle a perturbé cette journée magnifique de vendredi mais **Blanca Chancoso** a dit qu'il suffisait de souffler deux fois et l'eau cesserait de tomber. Elle cessa en effet mais pas aussi vite que prévu ce qui perturba les concerts et laissa plus de temps au clou du spectacle, le discours d'**Hugo Chavez**. Je ne veux pas minimiser les talents de chanteur de **Daniel Viglietti** ou de **Sergio Rodriguez** mais en ce jour particulier, Hugo était la vedette. Si j'avais des heures devant moi, que de choses à écrire sur ce discours sans faute, sur cette ambiance, sur ce moment unique, sur cette intense joie partagée par tant de couleurs ! Par ses propos, le président du Venezuela n'est pas sorti du cadre des Amériques (c'est plus prudent) et s'il a pour l'essentiel répété les mêmes choses (Bolivar, Bolivar, Bolivar), j'ai cependant noté quelques infos nouvelles sur le général **Miranda** ou le président **Kennedy**. Et bien sûr une référence à sa lecture actuelle (un rite dans toutes ses interventions) : Hégémonie et survivance de **Noam Chomsky**. Vous voulez son mot de la fin ? « ***Viva el che Guevara, carajo !*** ».

**Toutes ces paroles avaient un intérêt original** car nous allions pouvoir les confronter aux décisions du lendemain, c'est-à-dire aux décisions du sommet des présidents. Des mots, il fallait passer aux actes. Les actes furent à la hauteur des mots ! Dans le salon Versailles de l'hôtel Heritage, Bush a découvert enfin l'Amérique latine ! Tout le protocole par terre ! Plus d'heure pour les repas, la conférence de presse finale reportée de six heures, des discussions inouïes dans un sommet où généralement tous les détails sont réglés à l'avance. Les stratèges nord-américains avaient pourtant élaboré trois démarches qui toutes partirent au panier ! **Vicente Fox** pour le Chili fut le premier à monter au créneau : il demanda que la déclaration finale évoque l'ALCA (1). Refus de Nestor Kichner. Alors **Ricardo Lagos** le Chilien proposa un texte plus doux. Refus de Nestor Kichner. Pour emporter la décision, le représentant du Panama avança sa proposition dite consensuelle. Refus de Nestor Kichner : le président argentin suivit Chavez qui avait martelé pendant son discours qu' à Mar del Plata, l'ALCA serait enterrée (en jouant sur le mot - le mort - ALCA, al carajo ! pour dire ALCA à la merde ou au diable). Bush ne pouvait plus comprendre : 29 pays étaient pour l'ALCA, 5 étaient contre et pourtant les 5 ne voulaient pas céder ! Après le NON des Français à l'intégration néo-libérale du TCE, voici qu'aux Amériques, la pression des peuples met un coup d'arrêt à une autre intégration néo-libérale ! Cette pression fut relayée par « trois mousquetaires » dont **Kichner** fut, d'après Hugo, le **D'Artagnan** qui bénéficia de l'appui de Tabaré (2), Lula, Hugo avec un tout petit qui s'invita à cette fête, **Nicolas Duarte** (3). L'exploit de Hugo Chavez c'est d'avoir pu être l'idole d'une foule engagée très à gauche, tout en bénéficiant contre Bush de l'appui de chefs d'Etats peu aimés de la dite foule. Par exemple, au Stade, ce ne sont pas les couleurs du Parti des Travailleurs du Brésil qui pouvaient se distinguer dans les gradins mais davantage celles du MST ou du nouveau parti de gauche le PSOL.

D'ailleurs Lula était déjà parti au moment crucial : il se devait de préparer au Brésil, l'arrivée de ... Bush. Peu après ce sommet, le président des USA avait programmé un tête à tête de trois heures avec Lula (ne nous y trompons pas les rencontres bilatérales sont plus sérieuses que la frime des sommets).

**Avant de quitter l'Argentine** Bush salua Nestor en lui indiquant qu'il reviendrait sans doute dans son pays ... pour y faire de la bicyclette. Qu'a-t-il dit à Lula avant de quitter le Brésil ? La crise que traverse le Parti des Travailleurs ne fait que s'amplifier, les preuves de la corruption se font jour petit à petit, et le néo-libéralisme du gouvernement n'a plus à être démontré. Lula, à Mar del Plata, a-t-il signé son adieu à la politique ? Il ne peut jouer à l'équilibriste à la manière Chavez. Quant aux stratèges de la Maison Blanche, ils sont repartis avec des tâches toujours plus ardues à réaliser. Comment empêcher l'élection en Bolivie d'Evo Morales ? Reportée d'une semaine, l'ensemble des élections auront lieu le 11 décembre, un rendez-vous crucial. Evo Morales était dans le Stade et Hugo Chavez l'appela au micro pour lui manifester son soutien en invitant la foule à l'acclamer. En 2006, comment empêcher l'élection de Lopez Obrador au Mexique ? Comment empêcher l'élection de Daniel Ortega au Nicaragua ? Ces présidents en puissance, sans annoncer une politique de gauche, sont peu fiables pour Bush qui craint que dans leur sillage, les mouvements populaires ne se développent. Lopez Obrador a déjà, comme Lula, voté en faveur des OGM ; Daniel Ortega cherche seulement à aider la bourgeoisie sandiniste et Evo Morales même s'il arrive premier à l'élection présidentielle, faute des 50% (il aura environ 30%) sera obligé de se présenter ensuite devant les députés pour accéder au pouvoir suprême (telle est la Constitution bolivienne) avec qui les votes se négocieront.

**Mar del Plata fut** un moment génial parce que les chefs d'Etats eurent face à eux le sommet des peuples avec un seul qui accepta d'aller de l'un à l'autre. J'ai fait le voyage parce que je savais ce moment exceptionnel. Aussi unique que le 29 mai français et je m'étonne qu'ici personne n'ait fait le lien. Car, tout comme le 29 mai français, la question des suites reste floue. Avec Chavez il existe une perspective l'ALBA(4) qui repose surtout sur un accord entre Cuba et le Venezuela (Castro fut au cœur du discours d'Hugo pour rappeler par exemple que si, lui, Chavez, pensait que Jésus avait été le premier socialiste et Judas le premier capitaliste, Fidel restait un athée convaincu) et sur quelques autres accords plus modestes ; le chemin sera long pour que cette aube naisse vraiment. Si la zone de libre commerce chère à Bush a subi un échec, elle n'a pas perdu la guerre : après le Canada, l'Amérique centrale, les Caraïbes et le Chili, prochainement elle devrait s'étendre au Pérou, à l'Equateur, à la Colombie et à la Bolivie sauf si ...

Bien, il faut que je fasse mes valises pour reprendre l'avion et que je me calme un peu après tant d'émotions.

Salut et fraternité en direct de Mar del Plata, le 8 novembre 2005. **Gianni Demai**

1- Aire du Libre Commerce aux Amériques

2 - Tabaré Vasquez président de gauche de l'Uruguay

3 - Nicolas Duarte président du Paraguay que l'on peut s'étonner de trouver parmi les rebelles

4 Alliance Bolivarienne pour Les Amériques

### **15 novembre, pour en finir avec Fujimori !**

Ici, en guise de Magret diplomatique on parlerait du Cebiche diplomatique ! En ce 15 novembre, à l'approche de l'été, la dégustation de ce plat (à base de poisson mariné dans du jus de citron) c'est toujours un délice. Pourquoi suis-je donc à Piura, Pérou ? Le cas de Berlusconi a fait le tour du monde. Pas celui d'Alberto Fujimori. Ce Chino-péruvien, président du Pérou de 1990 à 2000, pays où, voici 5 ans, il préféra ne pas revenir (il était en voyage présidentiel), est un homme extraordinaire. Poursuivant sa vie rocambolesque, il loua pour 450 000 dollars un avion qui le conduisit du Japon au Mexique puis du Mexique au Chili. Qui était dans l'avion ? Avec Fujimori, il y avait un ami japonais (Arturo

Makino), son défenseur aux USA (Jorge Béjar) et surtout un journaliste (Nagatsu Kasutaka). Pour quatre, ça fait cher le voyage ! A l'arrivée au Chili, Fujimori pouvait enfin y retrouver un autre ami Santiago Eduardo Calmell del Solar. Encore un journaliste qui, à Lima, fut propriétaire de l'Expreso et de Cable Canal de Noticias (CCN) après une des multiples malversations de Montesinos, le bras droit de Fujimori. Bien que Fujimori n'ait jamais été un grand propriétaire de presse, il est un produit de la télévision (il anima une émission avant 1990). Partout le petit écran fabrique des présidents ! Pour avoir oublié cette réalité, péruvienne comme mondiale, Vargas Llosa perdit la présidentielle de 1990 mais son adversaire réalisa sa politique alors ...

Depuis l'an 2000 Interpol tente d'arrêter Fujimori car les Péruviens veulent le juger pour ses divers crimes (en écrire la liste m'attristerait trop). Il passa sans problème, avec son passeport officiel, la douane chilienne puis fut arrêté à son hôtel. Le Chili va-t-il l'extrader ?

Aujourd'hui 15 novembre, j'ai le plaisir de croiser à Piura une manifestation populaire qui demande l'extradition. Quand je ne vais pas vers les manifs, elles viennent vers moi ! (Je me prépare surtout pour la prochaine qui, toujours à Piura, verra défiler vendredi les profs de l'université en grève illimitée : sur le marché et à l'Ovale ils improviseront des cours en public !). Pour aujourd'hui, diverses organisations appuient la demande d'extradition, et autour de moi, les conversations vont bon train. « Afin de récupérer Pinochet bloqué à Londres en attendant d'être extradé vers Madrid, les Chiliens ont prétexté que chaque pays est assez grand pour juger ses criminels. Ils ont récupéré Pinochet et devraient donc nous rendre el Chino ». Ici, Fujimori c'est el Chino et le personnage lui-même jugea utile de s'écrier en 1995 : « Je suis el Chinochet ! » pour piéger ses adversaires qui lui avaient trouvé ce surnom. Une façon de faire rejaillir sur lui la grandeur de Pinochet !

J'aurai pu me retrouver à la manif de Lima, Place Dos de Mayo, en ce lieu frontière entre la vieille ville et les bidonvilles du Nord. Là où j'ai si souvent pris le Colectivo. Mais je préfère toujours les villes de « province » aux capitales, d'autant qu'avec le portable tout le monde suit en direct le défilé liménien : 12 000 personnes !

A Piura, mon premier plaisir c'est sa bibliothèque. Sa directrice Anahi Baylon m'indique qu'elle reçoit 25 000 visiteurs par mois et je la crois. Pour vérifier le chiffre, il suffit d'observer devant l'entrée, le défilé de moto-taxis amenant les jeunes, et la queue devant la dizaine d'ordinateurs (sans compter toutes les tables prises et les nouvelles salles pour les enfants). L'autre plaisir, c'est un arbre, l'algarrobo (le caroubier) et ses gousses remplies d'une pulpe sucrée, un arbre que j'apprécie dans le cadre de la Encantada. Le journal d'aujourd'hui indique que ce village, au nom enchanteur, pourrait devenir un élément majeur d'un circuit touristique où le contact avec la forêt de caroubiers s'allierait avec la rencontre de merveilleux potiers. Quel journal ? Je veux parler del Tiempo qui me ramène à Fujimori.

Ce quotidien local possède le talent d'un dessinateur qui avec son piajeno ne pouvait faire l'impasse sur l'ex-président. Luis Cordoba, le nom du dessinateur, nous propose trois fois son animal fétiche avec comme un effet de zoom. Il se joue des contradictions que suscitent le retour d'Alberto dans l'actualité. Fujimori remplaça le président Alan Garcia qui cherche à redevenir président. Le Pérou est défendu par un avocat chilien et Fujimori par un avocat péruvien. Les autorités japonaises n'avaient pas noté le départ d'Alberto mais veulent à présent qu'il soit bien traité.

Dans la manif, autour de moi, la question de la prochaine présidentielle alimente les conversations. Fujimori n'a pas le droit d'être candidat mais, ne doutant de rien, il a entrepris le voyage retour pour changer la donne (va-t-il regretter son exil doré ?). Dans les sondages, une femme est en tête et si en décembre Michelle Bachelet devient la première présidente du Chili, pourquoi Lourdes Flores ne le serait pas au Pérou ! (ce n'est pas l'Opus Dei qui s'en plaindrait).

La chaleur est intense (en cet instant, il me tarde de partir vers ma prochaine destination, la Bolivie) mais la foule ne s'épuise pas à chanter ses divers slogans. Le plus courant est le suivant : « Ni olvido ni perdon, nipon a la prision » (pas d'oubli pas de pardon, le japonais

en prison). La vie rocambolesque d'Alberto tient d'abord à son lieu de naissance. Il naquit sur le bateau qui conduisait ses parents au Pérou, en conséquence il joua sur deux nationalités. Il fallait qu'il soit Péruvien, condition pour être président, mais dans sa fuite, il se découvrit Japonais. Aujourd'hui, le gouvernement chilien répond à celui du Japon qu'Alberto s'étant présenté avec un passeport péruvien, il n'a aucun compte à lui rendre ! Pour la première fois, Alberto s'est-il piégé lui-même ? L'ami qui m'accompagne n'arrive pas à le croire et soutient son journal local qui se distingue, en indiquant qu'en fait Alberto voulait s'arrêter à Lima et qu'il s'est retrouvé à Santiago ! Or, la réservation dans le Marriott Hôtel chilien datait d'il y a un mois. Piura a son propre chauvinisme. Les notables n'en finissent jamais de se plaindre de Lima qui depuis 1968 lui vole ses richesses. La régionalisation actuelle serait une farce : « régionaliser n'est pas décentraliser » dit Luis Gulman Checa (il y a beaucoup de Checa à Piura). Cette ville est un peu comme une oasis doté d'une chance : elle s'appuie sur un littoral du pacifique riche en pétrole ... et en poissons. Je vais d'ailleurs vous laisser pour le plaisir d'un cebiche (en vous souhaitant celui d'un magret). Avant de m'endormir je me plongerai dans La Republica, le journal national de centre-gauche dont je découvre qu'il bénéficie du retour de Gustavo Gorriti (un homme sans doute lié à George Soros). J'avais croisé cet homme comme directeur de La Prensa au Panama, pays où il avait dû s'exiler vers 1994 après avoir révélé au Pérou que le clan Montesinos-Fujimori était lié à la CIA. Depuis, ce fait est devenu de notoriété publique, surtout depuis que la CIA a décidé de laisser tomber des alliés aussi encombrants. Bonsoir à tous et prochaine étape à El Alto Bolivie le 12 décembre. Gianni Demai

### **11 décembre 2005      Evo Morales président ?**

J'ai quitté El Tiempo, pour Los Tiempos ; la plaine pour la montagne ; les tamarins pour les palmiers et les soles (monnaie péruvienne) pour les bolivianos (bien sûr le dollar reste roi). J'ai quitté Piura (Pérou) pour Cochabamba (Bolivie). J'ai la sensation de débarquer sur un volcan alors que nous sommes seulement aux derniers jours d'une élection présidentielle. Evo contre Tuto ; l'Indien contre le Blanc ; le peuple contre l'oligarchie. Le dernier sondage donne 36% pour Evo Morales du MAS et 30% pour Jorge Quiroga, dit Tuto, de Podemos. Polarisation extrême. Des routes sont bloquées, des militants frappés, l'armée sous contrôle et l'entreprise brésilienne Petrobras annonce une diminution de ses investissements.

Pourtant, tout semble si beau ici, le climat si serein et la Place du 4 septembre si reposante. Voilà pourquoi j'ai fait comme de Gaulle en 64, j'ai limité mon altitude à 2500 mètres, dans la troisième ville du pays, avec le plaisir d'y arriver par train ! C'est si rare le train aux Amériques ! Certains y voient la preuve des retards du pays !

Pour vivre entre 3000 et 4000 m à La Paz, il faut déjà avoir appris à respirer ou à mâcher la feuille de coca.

Bolivie, un nom paradoxal quand on sait que Bolivar en était si loin, et y passa si peu, avec son lieutenant Sucre. Sucre, une capitale politique paradoxale quand on sait que les lieux du pouvoir sont à La Paz. La Paz, encore un mot paradoxal pour représenter un pays aux 200 coups d'Etat. Avec un des coups d'Etats les plus paradoxaux de l'histoire, puisqu'il décida d'en finir avec l'existence de l'armée ! C'était en 1952 et la date hante les esprits aujourd'hui. Le candidat le plus radical, l'Aymara Felipe Quispe est marginalisé ; la révolution qui gronde, ne sera pas celle dont il rêve, le retour à une Bolivie des Incas.

A Cochabamba, je suis à la limite de tout. Entre la Bolivie des Aymaras et celle des autres, entre la haute montagne et la plaine, entre l'explosion et le repos. Cochabamba va être favorable à Evo Morales mais tout l'Ouest va voter Tuto. Le pays peut-il se fracturer en deux ? On y songe sérieusement à l'Ambassade US (tout l'Ouest, lieu des richesses fabuleuses en gaz). Des outils sont déjà en place à cet effet. La présidentielle n'est pas la seule élection puisque toutes les autorités sont renouvelées (les Parlementaires choisiront le président s'il n'a pas 50%), et les préfets des régions vont se retrouver avec plus de pouvoir. En principe, cette élection en appelle une autre : l'Assemblée constituante. Pour

trouver le chemin d'une nouvelle constitution qui, depuis 5 ans, est le rêve d'un peuple en quête de dignité.

Je parlais de volcan parce que cette élection a été imposée par deux révoltes populaires et qu'après le 18 décembre, le nouveau président, quel qu'il soit, devra compter avec les mineurs, les cocaleros, le peuple d'El Alto, les Indiens ... et l'Ambassade des USA alliée aux Puissants du pays. Elle ne peut prendre le risque d'un nouveau Chavez aux Amériques d'autant que, je ne l'ai pas écrit du Pérou, mais là-bas aussi, une bombe se prépare. Il s'appelle Ollanta Humala, il est sur les positions de Moralès et pour la présidentielle les sondages lui donnent déjà 13%. Sans compter le problème de l'Equateur où la CONAIE vient de reprendre enfin l'offensive en obligeant le président à refuser toute signature d'un accord avec les USA. Elle a mobilisé 15 000 indigènes à Quito !

Une des justes décisions stratégiques de Chavez a été de prendre en compte les droits des Indiens, ce qui lui vaut une nouvelle polémique avec les USA. Le Venezuela a acheté des bateaux de guerre à l'Espagne ce que Bush veut empêcher : ces bateaux sont prévus pour venir en aide sérieusement à des tribus indiennes. Les Indiens encore ? Pour vous, qui êtes en France, en matière artistique, ne ratez pas le groupe étrange Luis Rigo qui allie l'Argentine et la Norvège et termine ses tours de chant par un morceau en Aymara (cette culture recouvrait une zone allant du Nord de l'Argentine jusqu'au Sud du Pérou en traversant la moitié est de la Bolivie). (A parler de chanson je dois reconnaître un erreur dans une lettre précédente où je parlais de Sergio au lieu de Silvio Rodriguez ! Aujourd'hui je rêve en pensant à la merveilleuse Mercedes Sosa et la zamba). En France, profitez aussi du très bon article de Maurice Lemoine dans Le Monde Diplomatique de Novembre.

Mais passons aux choses sérieuses : le boire et le manger. Dois-je sacrifier au rite de la chicha, une boisson traditionnelle que j'ai déjà évité au Pérou ? Le chiffon blanc qui annonce les chicherias (lieu de vente) n'arrive pas à me convaincre. Je préfère les jus de fruits. Et quant aux restaurants, plus question de profiter de la cuisine chinoise. Je me reporte sur le poulet, qui, comme tout ici, est avec du piquante, du piment, sous le nom de staja de pollo. Et pour les inévitables papas (patates) à Cochabamba c'est el aji de Papalisa. Voyez, la vie est belle et les confettis envahissent les places car en Bolivie, pas d'élection sans confettis.

Pour ma prochaine lettre, au lendemain des élections, je vous écrirai des hauteurs de cette immense statue qui domine la ville et qui fait penser à celle de Quito. Il s'agit d'un Christ, le Christ de la Concorde. Va-t-il veiller à l'avenir du pays et à ses habitants ? En 1936, glorieuse année des grands Front populaires, la Bolivie a connu son premier Congrès féministe. L'Eglise catholique est intervenue pour en briser le dynamisme. Ce Congrès s'est achevé dans le désordre. Quand on est un militant laïque, on ne voyage pas aux Amériques sans s'attrister du poids colossal qu'y occupe la religion. Hasta luego. Gianni Demai.

## **Lettre du 18 décembre 2005 : La Bolivie retient son souffle ?**

Comme dans tous les pays du monde, les soirs d'élections comme aujourd'hui, des millions de gens sont collés à l'écran télé. Ici, l'écran est collectif, la passion est publique et en ce qui me concerne je pense à Oscar Olivera, celui qui à Cochabamba est le leader de la bataille de l'eau. Il n'a pas voulu soutenir son ami Evo Morales. Il est allé demandé conseil à Frei Betto au Brésil qui lui a dit : « Laisse les politiques au pouvoir, et reste avec les mouvements sociaux ». Que pense-t-il exactement devant l'écran télé ? Pour Evo c'est la victoire. Ecrasante ! 10% de plus que son concurrent : 45% à 35% disent les sondages sortis des urnes. Du jamais vu ! Toute l'Amérique latine sent monter le raz-de-marée de la révolution. Parce qu'il faut être clair comme Oscar que j'ai croisé hier : « Pas question de laisser une minute au gouvernement de Morales. Les revendications populaires n'ont pas le droit d'attendre ». C'est vrai, au Sénat, il semble qu'on en soit à 13 à 13. La bataille va faire rage. Oscar Olivera le sait parfaitement. Il reçoit déjà des coups de ses frères de lutte de El Alto. Face à la rage de la droite qui ne peut être moindre que celle du peuple – un indien au pouvoir c'est une honte nationale – comment ne pas se diviser ? Oscar Olivera craint le pire. Un gouvernement qui ne veut pas comprendre le sens du vote et qui se décide à tenter un équilibre impossible entre les maîtres et les esclaves, et alors rien n'arrêtera l'explosion. 75% des indiens sont sous le seuil de pauvreté. Aujourd'hui c'est le premier jour des vacances d'été, le premier jour d'une nouvelle révolution. Mais permettez moi un petit retour en arrière dans cette longue lettre enthousiaste pour un moment fabuleusement fabuleux.

Ici à Cochabamba, la clôture de la campagne électorale du natif de la ville, Tuto Quiroga, le 17 décembre, m'aura marqué à jamais et qu'il soit le perdant et mon adversaire ne change rien à l'affaire. Pas le discours, qui ressemble à ceux de Sarkosy. Les deux hommes habillent leur passions circonstancielles, de phrases toutes faites, sorties des bureaux de consultants de Washington, et on se demande même comment ils peuvent avoir un visage si proche. Non, je ne suis pas idiot au point de mépriser les consultants qui, dans leurs bureaux, fonctionnent beaucoup à partir de réalités précises ! Ils partent d'un mot et bâtissent un programme. Sur fond rouge, Tuto reprend un terme classique des adeptes du « développement personnel » PODEMOS (nous pouvons) que les consultants transforment en POrder DEMOcratico y Social (pouvoir démocratique et social), une alliance devant permettre au candidat de redevenir président (il occupa ce poste entre 2001 et 2002 après Banzer dont il était le vice-président). Au nombre de livres qu'on trouve ici, pour se changer soi-même, Tuto aurait dû gagner l'élection !

Gagner l'élection, ne signifie pas seulement gagner la présidentielle. Les électeurs votent en même temps pour les préfets (c'est la première fois) et tout le personnel politique qui choisira le président, si aucun des candidats n'a 50% au premier tour. Cette élection des préfets portent en elle le risque de démantèlement du pays dans l'attente d'une assemblée constituante toujours promise, toujours remise.

Ce qui m'a marqué nous impose un retour sur la Place Colón aux beaux arcades, qui vibra toute une journée au rythme de la fête électorale. J'ai éprouvé l'ivresse de la foule, comme celle d'aujourd'hui avec les résultats qui sans être officiels sont très parlants. A Cochabamba c'est 52% pour Morales ! Le Bleu couleur du MAS l'a emporté mais j'insiste encore sur la campagne, car, tout comme pour l'après campagne, l'essentiel, ce ne sont pas les résultats, mais les mouvements sociaux. La foule du meeting final de Tuto n'est pas la foule manifestante, elle est plus conventionnelle mais c'est la foule tout de même. Même en me plongeant au cœur de ce peuple, je devine que les Soviets ne sont pas loin ! L'élection seule n'est rien ; le mouvement social seul est un manchot puisqu'à vouloir asseoir le pouvoir du peuple, il faut en passer par la loi. La liberté sans la loi c'est la jungle ; la liberté par la loi la démocratie. Je veux donc parler des deux : la bataille et les résultats, la bataille



d'abord et encore. Un Front populaire va débiter ici au moment où à Hong Kong les manifs se font très dures.

Musiques infinies, musiques du peuple en fête dans les rues. Ici, comme dans tant d'autres endroits, la rue est vivante, active, surprenante. Quand il m'arrivera de passer par les USA, je vous dirais comme j'y ai appris la disparition des piétons. Non, je ne suis pas tout à fait idiot : les rues vivantes portent aussi la mort et l'exploitation. Pas question que je me fasse peser, pour trois sous, sur une balance de la rue. Pas question que je me fasse cirer les pompes. Mais, quand l'enfant, qui veut me vendre une cigarette, comprend qu'il n'arrivera à rien, alors, quel plaisir que de pouvoir parler avec lui des choses de la vie !

La campagne électorale, c'est tout le spectacle la rue, et pourquoi s'en plaindre, sauf à cracher sur le peuple. Le drame survient quand, la dite campagne, se limite au spectacle qui, chez nous, se limite à la télévisé avec quelques meetings ridicules pour enfants sages. Non, je ne suis pas tout à fait idiot : même ici le résultat électoral se joue à la télé, à coup de spots qui, à la dernière minute tentent l'arme ultime, l'arme fatale. Cette fois, l'Ambassadeur US n'a pas promis, comme en 2002, des sanctions, en cas de victoire de Morales. L'effet fut contre-productif : Morales augmenta son score ! Aujourd'hui, les consultants préfèrent accuser d'homosexualité le candidat à la vice-présidence de Morales. Le conformisme social peut toujours servir de base d'appui. Même si je n'aime pas cet intellectuel, roi de la frime, je prétends que les attaques personnelles ne mènent à rien.

Vous le devinez peut-être, j'écris, le cœur euphorique. Devant l'écran de l'ordinateur du cyber-café. Après trois nuits sans sommeil, je tente de me reposer en tapant ces quelques lignes, car depuis longtemps, seule l'écriture me repose, et aujourd'hui, ce repos n'est pas un luxe. Oui, Evo Morales l'emporte, oui la révolution est en marche, oui je vais rester un mois ici. Pour parler encore et encore de la nationalisation des hydrocarbures car, loin des brouilles, n'oublions pas l'essentiel. Le peuple ne veut plus se faire voler ! La Bolivie a toujours eu des richesses pour le bonheur des autres, ce qu'on pourrait appeler de la générosité, sauf que les autres sont des multinationales spoliatrices. Et celles du Brésil, même quand elles sont nationalisées, ne sont pas les dernières à se servir. Sauf que le mot nationalisation est utilisé par tous : Tuto parle de nationalisation des revenus du gaz sans que personne comprenne vraiment de quoi il s'agit.

Oui, Tuto je l'ai vu aux côtés de sa candidate à la vice-présidence, María René Duchén. Un couple idéal pour élections idéales ! La jeunesse, la beauté, l'élégance, l'intelligence, l'évidence, la prudence et l'excellence, n'oublions pas l'excellence, dans cette danse aux rythmes fou de Walliki et PK'2, deux groupes qui firent entendre leur musique électronique quatre rues à la ronde. Si Tuto passa par IBM, Maria René passa par une « institution internationale » plus connue encore, la Coca Cola Company ! Qui plus est, Maria René apportait à ce couple irrésistible sa connaissance des médias ! Ils ne pouvaient pas perdre !

Parfois j'entends dire du mal de l'OMC, du FMI ou de la Banque mondiale. J'approuve des deux mains mais attention, ces organismes, pour contrôler la planète, ne se contentent pas de mettre au point des politiques, ils forment des hommes pour les appliquer. Je ne compte plus les présidents qui firent leur apprentissage à la Banque Mondiale, et quant aux ministres de l'économie, c'est pire encore. Tuto vient du FMI et de la Banque mondiale. Il tente une course électorale mais elle est secondaire par rapport à sa fonction : à quelque poste qu'il soit, il appliquera les règles du néo-libéralisme qui dépassent toutes les règles électorales. L'alternative au système capitaliste d'aujourd'hui ne surgira pas du vote des Boliviens de 2005. Cette étape d'une grande lutte que j'ai voulu vivre directement est importante à condition de rester lucide. Comme nous allons le vérifier avec le couple

suisant, elle ouvre une porte qu'il faudrait être des milliers dans le monde à maintenir ouverte. Voilà le sens de mes lettres.

Il est temps donc que je parle de l'autre couple : Evo Morales, Alvaro Garcia Linera. Comme Tuto, Alvaro est un natif de Cochabamba (en 62 au lieu de 60) et il est donc facile d'en parler dans la rue. On m'a montré l'école Don Bosco (l'inévitable Don Bosco) où il fit ses premiers pas, qui le conduisirent jusqu'à la UNAM, l'Université publique de Mexico, car un Bolivien a deux horizons immenses les USA, ou le Mexique. Vous le devinez, Alvaro Garcia est un intellectuel, connaisseur de Marx. Guérillero, il fut arrêté en 1992, puis cinq ans de prison le ramenèrent à la raison démocratique. D'autant qu'il put accéder très vite aux premières places médiatiques : télé, livres, conférences ; il n'a pas arrêté une minute de diffuser ses recherches, tout en gardant un lien étroit avec le mouvement social. C'est au sein des organisations syndicales qu'il fit admettre sa décision de devenir le numéro deux d'Evo Morales, et quand on sait que, depuis Tuto, les vice-présidents sont conduits à assumer la présidence, ce n'était pas une mince décision. Comme José Bové s'alliant avec Pierre Bourdieu ? La comparaison Morales-Bové est assez logique tout comme Garcia-Bourdieu. Mais Bourdieu est mort et aux Amériques ils lui donnent un peu un air d'Alain Touraine !. Bref l'alliance Morales-Garcia s'avéra très productive électoralement puisque dans les sondages elle passa de 25 à 40%. Pour comprendre, sachons le discours adopté : « le capitalisme n'est pas à changer mais à adapter ». Bien sûr, une adaptation peut devenir ... une révolution. Comme pour les voisins, Lula au Brésil et Tabaré Vasquez en Uruguay, il faudra juger sur pièce (pour Lula c'est pas brillant et pour Tabaré Vasquez les syndicalistes s'inquiètent) avec l'idée que de telles expériences positives ou négatives ne se fassent pas en vain. L'histoire de Lula est aussi significative que celle de Chavez ! Chacune a sa musique.; celle des bleus de Morales, plus folklorique, est jouée par un groupe argentin Piero ! Quand je parle d'Alvaro Garcia comme roi de la frime, ce n'est pas parce qu'il n'a jamais été traduit en français alors qu'il est venu dans notre pays faire des conférences. J'espère tout au contraire, comme lui, que son accession à la vice-présidence nous permettra de lire au moins son « Etat multinational » qu'il vient de publier. Je parle de roi de la frime comme je le dis de Toni Negri et de tous les adeptes de la « multitude », le concept le plus creux de tous les temps, que par un miracle bolivien Alvaro Garcia réussit à allier avec le micro-nationalisme. Car Alvaro Garcia veut rester fidèle à la nation aymara qu'il met parfois au-dessus de la nation bolivienne, et il parle même de la multitude quand il juge utile d'analyser la révolte au Chiapas ! Mais laissons l'intellectuel pour la vedette, le paysan Evo, le fils de la plèbe et du syndicalisme, l'homme qui se bat avec rien, qui a traversé mille pièges, qui se redresse quand on ne l'attend pas. Il vit seul et pense sa bataille au moment des rêves tandis que Tuto la construit au cours de son inévitable footing matinal. Sa tête d'indien dérange tous les clichés. Un ami m'a montré le dessin des candidats à l'élection, du quotidien espagnol El País du 17 décembre : Tuto est grandiose mais Evo à peine humain. Tuto c'est le modèle chilien. Evo le modèle vénézuélien. Quand on sait que les socialistes du Chili sont arrivés à tendre la main à Chavez, on devine dans l'article que c'est ... Alvaro Garcia qui serait bien placé pour construire des ponts. Evo et le peuple de l'Est contre Tuto et l'oligarchie de l'Ouest ? Quispe répond : Evo ne connaît même pas la langue Aymara.

Face à une situation institutionnelle complexe, ne m'en veuillez pas si j'ai négligé, à droite, Samuel Doria Medina de l'UN, et surtout le descendant de japonais Michiaki Nagatani qui était le représentant du parti du président sortant MNR. Quant à la gauche, el Mallku, la figure indienne Felipe Quispe va devoir laisser les élections pour se concentrer sur l'action sociale. L'échec de son parti, le MIP, qui a la même référence que le parti indien de l'Equateur, Pachacuti, est une donnée historique importante. Fait plus grave, mon silence sur la question de l'armée. Nous la retrouverons quand elle fera parler d'elle. Salut et fraternité. Gianni Demai

## Paysans boliviens

Pour une fois je me livre à une lecture minutieuse de Libération, à la manière de Robert Pollard. Le 21 décembre une magnifique Une : « Les Indiens reconquièrent l'Amérique » annonce un dossier sur la Bolivie. Trois pages dans le journal infirment totalement ce titre de Une avec cet autre titre de page 4 : « Morales veut dépasser le clivage ethno-culturel ». Ce décalage entre le titre et le réel n'a rien d'innocent : les imageries Indiennes font vendre, pas les réalités paysannes. Or l'essentiel c'est bien les paysans pour qui sait lire ... la Une, mais gardons le meilleur pour la fin quand on tente d'écrire (et quand on est paysan le meilleur c'est pour la faim).

En trois pages, le mot paysan apparaît deux fois : « Les Indiens, parce qu'ils sont paysans ... » puis dans une parenthèse sur les victimes du néolibéralisme : « (paysans, ouvriers, employés, chômeurs) ». Or l'identité majeure, en Bolivie aussi, c'est l'identité sociale. La victoire de Morales est une victoire paysanne et un élément du résultat le confirme clairement. L'article mentionne à juste titre l'importance de Felipe Quispe, el Mallku qui, en 2002, avait obtenu six sièges. Aujourd'hui, son parti construit autour de l'identité indienne est éliminé de la scène politique pour une raison simple : le radicalisme de Quispe le conduisit à abandonner son poste d' élu pour revenir à la base. Le titre de Libé aurait dû être : « Les paysans prennent le pouvoir » mais c'est commercialement lamentable et politiquement inutile. En effet, politiquement, partout dans le monde, l'heure est à nier l'identité sociale des personnes au profit d'identités communautaires. Inutile de revenir sur cet enjeu majeur de la pensée unique, simplement il est frappant de constater comment tout est bon pour en arriver là. L'entretien avec David Recondo est assez juste mais il fait erreur sur un point : « En choisissant un intellectuel métis et citoyen, Alvaro Garcia Linera, comme vice-président, Morales exprime la volonté de dépasser le clivage ethno-culturel, voire même de classe ». S'il fut intellectuel, Alvaro, ce fut au contraire pour défendre aux côtés de Quispe, un autre intellectuel, la primauté de la référence indienne ! Au début de la campagne électorale beaucoup pensèrent qu'il était là pour ça, pour en appeler à l'histoire indienne et à Tupac Katari. Or, cette référence c'est transformé en une étrange revendication : créer enfin un capitalisme andin !

En conséquence, aujourd'hui beaucoup espèrent que l'intellectuel ne prendra pas le pas sur le paysan au sein du gouvernement sinon, la dérive Lula sera au rendez-vous.

Sauf que, quand Quispe revient à la base, il se trompe politiquement mais pas socialement. Ce sont les mouvements de base qui depuis l'an 2000 font l'histoire de la Bolivie et ce sont eux qui firent l'élection de Morales. Son parti, le MAS, n'est rien sans les relais syndicaux, en conséquence les élus du MAS craignent autant que les autres, les révoltes de la base (mobilisée d'abord sur le thème de la défense de l'eau puis des hydrocarbures). Depuis l'an 2000, les élus du MAS attendent de voir comment évolue le rapport des forces sociales avant de se positionner. A partir du 22 janvier 2006 la question cruciale sera donc une nouvelle fois, celle de l'Armée. Si la Bolivie est le pays des 200 coups d'Etat ce n'est pas l'effet d'une armée golpiste mais le résultat d'un mouvement populaire toujours vigoureux d'où cette étrange décision de la révolution de 1952 : abolition de l'armée. Je ne néglige pas le pouvoir du MST face à Lula mais le Brésil est immense et la Bolivie petite (9 millions d'habitants) en conséquence tout le monde attend le troisième tour, un troisième tour qui fait penser au Front populaire de 1936.

Pour comprendre, j'en reviens à la première page de Libération : que lit-on sur les drapeaux un peu folkloriques ? « Sindicato agrario Tupac Katari ». Au meeting de Ayo Ayo, autour de Morales, ce n'est pas le beau drapeau du MAS (l'arc-en-ciel) ou la présence de son bleu officiel qui se manifeste, mais le drapeau du syndical paysan ! Or, quelle est la crise sociale majeure des temps actuels ? La crise agricole. Si les 60% de paysans de la planète deviennent 30%, que vont devenir les perdants ? En Europe, l'industrie put prendre la relève, non sans mal. Et aujourd'hui, dans le monde ? Les petits paysans sont pauvres mais s'auto-alimentent. D'où le combat pour la souveraineté alimentaire chère à Via Campesina, la seule internationale des luttes, celle dont les ouvriers n'ont pas

l'équivalent. D'où le nationalisme chez Chavez et Morales, le nationalisme qui devient pour David Recondo : « l'héritage du nationalisme populiste ». En France la réflexion sur le nationalisme n'a pas su s'appuyer sur des travaux comme ceux d'Henri Lefebvre, « la nation contre le nationalisme » en conséquence, un journal comme Libération peut, à travers une victoire populaire bolivienne passer son message perpétuel : le social n'existe plus. Une victoire acquise sans doute, comme pour le référendum du 29 mai en France, par refus d'une campagne médiatique anti-Morales odieuse. Pas de problème, Libé n'a rien à dire sur le sujet. Bref, si on dit à Serge July qu'un drapeau de syndicats paysans fut à la Une de son quotidien, il ne le croira pas ! Jean-Paul Damaggio

### **Lettre du 22 décembre : La leçon bolivienne**

Par ma précédente lettre j'ai voulu réagir à chaud car un score de 45% c'était déjà un événement. Puis, quand, à 10 heures du soir, alors que j'avais déjà envoyé ma lettre, Canal PAT annonça un résultat de 51%, ce fut du délire. Evo Morales, après avoir voté au cœur du Chaparre dans un *caserío* (pour dire village) au nom étrange (Villa 14 de septembre), s'installa ici même à Cochabamba pour y attendre le dépouillement, en jouant au tennis. Il ne commença à croire en sa victoire qu'à l'annonce de félicitations venant de son concurrent. Les chansons redoublèrent ! Le gardien de lamas devenait président directement. Il pensa aussitôt au peuple de son village natal, Orinoca. Sans le citer, il évoqua le sous-commandant Marcos à travers son principe de base : « commander en obéissant au peuple » (mandar obedeciendo). Il décida de conclure par sa phrase favorite : « **causachun coca, wanuchun yanquis** » qu'on peut traduire « vive la coca, les yankees dehors ». Une double provocation quand on sait l'attention que les yankees portent à la coca !

Aujourd'hui, les gens ne se regardent plus pareil. Dans leurs yeux, il est facile de lire : on a osé. Je revis les trois jours qui viennent de passer, devant un ordinateur de l'Alliance française. Si, à 20 ans, j'avais été moins bête, si j'avais su l'existence de cette institution, j'aurais fait des pieds et des mains pour y travailler. Dans celle de Piura au Pérou, celle Loja en Equateur ou celle de Cochabamba en Bolivie. Car, vu de loin, la France existe enfin ! Pour les quelques jeunes autochtones qui passent ici (la fonction première des Alliances c'est d'aider à l'apprentissage du français) la France peut permettre d'échapper à la gloire dominante du vieux Disney très présent même en Bolivie. Une illusion ?

Pour revenir à Evo. « **Cincuenta, por uno, Evo o ninguno** ». Evo ou personne avec 50% plus un ? Qui y croyait avant dimanche 10 heures du soir ? Et dire qu'à présent, il faut former un gouvernement !

Les premières déclarations du nouveau président furent surtout à l'attention des autorités d'Argentine où des milliers d'immigrés boliviens fêtèrent la victoire. « Rien ne changera » dit Evo pour indiquer que le gaz bolivien ira toujours jusqu'à Buenos Aires. Une question d'importance. Le projet de l'équipe à Morales n'est pas de nationaliser les multinationales du gaz, c'est d'en augmenter les impôts dus à l'Etat. Mais des économistes le mirent en garde. Supposons du gaz acheté 20 euros à la Bolivie ; avec 50% de taxes il doit laisser 10 euros au lieu de 3 aux Boliviens, c'est bien. Mais quand ce gaz est vendu par des multinationales à leurs sous-traitants argentins, qui l'envoient pour 40 euros au Chili, c'est triste. Car il n'y a pas de taxe sur les 20 euros volés ! Les capitalistes, quand ils sont les maîtres des lieux, trouvent toujours une astuce pour contourner la démocratie.

Pour rester en Argentine. Le journal **Página 12**, sut trouver le titre le plus génial pour fêter la victoire de Morale : **Evo fue millones**. Il s'agit d'une référence au grand ancêtre des lutteurs de Bolivie, le mémorable Tupac Katari (à chacun sa mémoire). Il fut écartelé

par les pouvoirs espagnols le 13 novembre 1781 après avoir conduit une révolte héroïque, en lien avec celle au Pérou de Tupac Amaru. Avant de mourir, il eut la formule qui court depuis, dans toutes les traditions indiennes : « A mon retour nous serons des millions ». Je n'ai qu'une confiance limitée dans la politique que va mettre en œuvre Evo Morales, mais aujourd'hui c'est sûr, le peuple de Bolivie vient de prendre une revanche sur les luttes perdues. Souhaitons qu'il ait encore assez de forces pour participer activement aux prochains événements.

Pour revenir à la France. Permettez-moi d'évoquer une question marquante de la campagne sur le référendum du 29 mai: les mensonges médiatiques. Quand vous tapez sur un moteur de recherche d'internet, « histoire du mensonge », une des premières références, c'est un article de Maurice Lemoine au sujet des médias du Venezuela. En Bolivie, pour Morales comme pour ses adversaires, c'est un nouveau Venezuela. Voilà pourquoi, juste après sa victoire, Evo décida de remercier, avec humour, la chaîne Unitel de télévision, qui appartient à un riche de Santa Cruz, Fernando Monasterios. Son émission du dimanche soir 9 heures était une pure infamie. Vous ne pouvez imaginer comment les médias entreprirent de salir le tandem Morales-Garcia. Résultat : comme pour le référendum en France, plus la date des résultats approchait, plus les médias se déchaînaient, plus leur effet était contre-productif. Il faudrait réfléchir globalement à la question sans la perdre de vue quand éclate une révolte des banlieues françaises, fortement appuyée par des images télés. Ici, un tournant de la campagne se produisit le 23 octobre quand Alvaro Garcia affronta María René Duchén dans le cadre de l'émission que je viens de mentionner. On demanda à Alvaro de venir sans documents alors que son adversaire avait tout sous la main. Si bien qu'à un moment Alvaro s'empara d'une page du programme adversaire pour en pointer les désaccords. Ensuite, il fut répété en boucle qu'Alvaro ne savait faire qu'une chose, montrer le programme de son adversaire ! Et cette turpitude n'est pas la plus ridicule. Simplement elle fut reprise par le bouche à oreille comme un emblème de la désinformation. Pour la presse écrite, le journal essentiel, **La Razón**, est propriété du journal espagnol **El País**. Bref, le pouvoir des médias est peut-être arrivé au point de non-retour.

Pour conclure sur le nationalisme. Les peuples furent toujours victimes de mille mépris. En France, quand j'étais jeune, au moment des années 60, le fin du fin dans les salons petits-bourgeois, c'était de parler de l'embourgeoisement de la classe ouvrière. Aujourd'hui, c'est le nationalisme qui est montré du doigt par un glissement rapide vers le populisme, et on ne retient des ouvriers qu'une chose : ils votent Le Pen. Au Venezuela comme en Bolivie, la reconstruction démocratique fit appel au nationalisme car le nationalisme ce n'est pas seulement se regarder le nombril. Pour le peuple, il n'est pas possible de s'ouvrir au monde sans s'appuyer sur sa dignité nationale. Ceux qui crachent sur la dignité nationale, ce sont les bourgeoisies, et c'était déjà vrai en France quand, en 1936, elles criaient « Plutôt Hitler que le Front populaire » et quand, en 1939, elles mirent le slogan en application. Le Bolivarisme cher à Chavez, c'est d'aller vers plus d'unité en Amérique du Sud mais sans proposer des abandons de souveraineté nationale. Qui veut le comprendre ? Je le sais très bien les nationalismes tombent très souvent dans le chauvinisme (les Boliviens contre les Chiliens, les Chiliens contre les Péruviens, les Péruviens contre les Equatoriens) mais combattre le chauvinisme ce n'est pas combattre le souci de la souveraineté nationale. Je ne suis pas surpris que ce soit du monde paysan que soit venue la revendication de « la souveraineté alimentaire » de chaque pays. Oui, la question est spécifique ; il ne s'agit pas d'en déduire une souveraineté industrielle etc. Comprenons seulement que la prise du pouvoir par le peuple se fera sur des réalités tangibles qui ne sont pas méprisables sauf à cracher sur la réalité. La nation est encore la première d'entre elles, à condition de combattre en son sein, les dérives nationalistes, au profit de la démocratie nationale. Bon, il est temps que cesse cette envolée politique pour

revenir aux réalités pratiques. Quelle sera ma prochaine destination ? Je pense beaucoup au Nicaragua. Nous nous retrouverons après les fêtes autour du 15 janvier. Gianni Demai.

## **Muy sentimental ...débat à Montauban**

Débat sur la Bolivie à Montauban. Pourquoi ? Quel rapport entre le local et le global ? Une soif d'exotisme ?

Un jour à Montauban les Machucambos sont venus pour un Festival latino avec cette chanson :

« Muy sentimental, la gente es, en general, en busca de un ideal, moral, sin nada de comercial ... ».

Dans Point Gauche ! nous avons annoncé aussitôt que ce festival, une idée généreuse mais trop personnelle du maire, serait sans suite. Ce fut le cas. Cette chanson, version française d'Alain Souchon, fut la conclusion de notre initiative sur la Bolivie, grâce à Alain Escudié (et la guitare de Germinal). Alain Souchon qui sera la vedette d'Alors Chante ! cette année. La boucle est bouclée ?

Le local et le global ?

Pour ceux qui ne sont pas du département je dois indiquer que localement nous avons lancé un appel pour fêter la victoire du peuple bolivien, par un débat et un repas. Cet appel fut un succès : par l'échange informel (comme nous le faisons souvent) et par les milles discussions autour. Il confirme notre démarche : le local ne peut pas être un repli dont on propose diverses justifications. La plus savante est la suivante : notre efficacité militante ne peut s'exercer que sur le local. Face aux machines globales, la perspective c'est de lutter pour son bureau de poste afin que cette lutte face des petits et change la France puis le monde. Qui veut oublier Porto Alegre ? Cette stratégie des petits pas a été mise en oeuvre de façon offensive à Porto Alegre (nous l'avons souvent évoqué) et on peut penser qu'elle donna des suites heureuses avec le succès global du PT qui emporta la présidence de la république. Depuis, à Porto Alegre la droite a gagné et plus personne ne parle de cette ville brésilienne et à Brasilia, Lula a cédé aux sirènes des USA afin de favoriser sa bourgeoisie nationale. Parce que nous faisons un journal local (sans le soutien d'organisations nationales) nous sommes engagés sur ces questions là, mais sans perdre de vue l'analyse globale.

Le national et l'international ?

Les victoires de la gauche en Amérique latine (au moment où la droite gagne au Canada) sont des victoires « nationalistes ». Chaque pays est un cas particulier et ceux qui réussissent à s'ancrer dans le peuple le font au nom de la souveraineté nationale contre les ingérences de l'impérialisme. En France, pour l'essentiel de la gauche, le nationalisme est dépassé et au nom de l'internationalisme il est considéré comme normal que chaque pays fasse des abandons de souveraineté pour s'insérer dans une structure plus grande comme l'Europe. Le nationalisme a suscité tant de guerres ... aux Amériques aussi. Mais pourquoi confondre le souci de l'indépendance nationale et le nationalisme ? La révolution bolivarienne est ce qu'il y a de plus nationaliste tout en cherchant à impulser une union des Amériques anti-libérale. Cette union n'appelle pas à des abandons de souveraineté mais devient la condition d'exercice des diverses souverainetés nationales face au pouvoir des USA. Quand en France, on va de la commune à l'Etat, où commence et où finit la souveraineté du peuple ? Aujourd'hui, le néo-libéralisme veut en finir avec les nations. En Bolivie, comme au Pérou et dans d'autres pays, la nation reste un projet d'avenir. De là-bas à ici les décalages ne manquent pas.

Les privatisations de là-bas annoncent-elles celles d'ici ?

Un moment du débat a tourné autour de cette question : est-ce que socialement, le laboratoire néo-libéral expérimenté aux Amériques préfigure-t-il celui que l'on veut imposer en Europe ? Il existait partout aux Amériques des statuts minoritaires, mais de référence socialement, qui donnaient quelques droits aux travailleurs. Ces statuts ont été balayés pour laisser place à l'informel. Une petite couche sociale (parfois des mineurs, des

ouvriers agricoles, des employés) avait obtenu des droits (souvent méconnus chez nous car on imagine que l'état-providence fut seulement un produit des pays riches). En 1936, combien sont de Français furent touchés par les congés payés, alors que le pays était encore essentiellement agricole ? Il n'empêche que ce modèle social eut tendance à se développer. Aujourd'hui la tendance est à développer le non-droit. Dans les cités françaises on expérimente la flexibilité, la violence sociale, le non-droit pour les femmes, qu'ensuite le système généralise. Autrefois les zones pauvres pensaient être aspirés vers le haut. Aujourd'hui les quelques secteurs « protégés » se savent tirés vers le bas. Autrefois l'Espagne entrant dans le marché commun pouvait espérer une amélioration de sa situation aujourd'hui la Pologne entrant dans l'Union européenne va tenter de s'enfoncer le moins possible dans la crise. Pour revenir à la Bolivie, comme dans toute l'Amérique latine la misère y a fait des bonds en avant (dans cette zone l'écart de salaire y est de 1 à 12 quand elle est de 1 à 6 dans les pays développés : un calcul officiel en prenant les 20% des salaires les plus élevés et les 20% des plus bas) qui se réalisent par des méthodes de plus en plus connues chez nous.

Et le modèle social ?

Evo Morales est un paysan membre de Via Campesina (ce que les médias mentionnent moins) qui a réussi des alliances sociales pour accéder au pouvoir. Il souhaite faire bénéficier des richesses naturelles (surtout le gaz) le peuple de son pays. Il se propose donc de faire une redistribution des richesses sur le modèle bolivarien (d'ailleurs Chavez a aussitôt envoyé ses experts pétroliers à La Paz). Mais cette redistribution va-t-elle accompagner la poursuite de l'exode rural ? va-t-elle créer une infrastructure industrielle ? va-t-elle permettre une prise de pouvoir économique des travailleurs sur leur outil de travail ? Si on se réfère au modèle bolivarien l'essentiel tourne autour de l'idée d'une articulation entre secteur privé et secteur public, dans laquelle le secteur privé serait sous contrôle de la société.

Et la coca ?

Question incontournable. La coca serait là-bas comme la vigne chez nous, à savoir une culture porteuse de toute une culture sociale. C'est vrai sauf que la feuille de coca qui s'exporte est transformée en cocaïne par des voyous. Moralès maintiendra les cultures utiles pour la consommation intérieure. Les USA utilisent-ils la lutte contre le narco-trafic pour mieux imposer son contrôle policier sur toute la société ? C'est vrai mais à mes yeux seulement en partie d'une part parce que la consommation de drogue est antérieure au capitalisme et d'autre part parce que chez le plus gros producteur de coca il n'a pu empêcher l'élection d'un adversaire politique majeur

Pour quel avenir ?

L'originalité de la Bolivie tient à la force de son mouvement social d'où le choix de Che Guevara d'y implanter une guérilla. Lula s'appuyait sur un parti mais, peut-être à cause de la taille du pays, il céda très vite face aux producteurs d'OGM par exemple. Le puissant mouvement social brésilien (les paysans sans terre) ne purent imposer leurs revendications. A côté Chavez procéda autrement. Il se donna de nouveaux outils institutionnels et à partir du pouvoir d'Etat il alimente un mouvement social qui reste faible. Une nouvelle centrale syndicale qui échappe au contrôle des patrons vient de tenir son premier congrès. Morales est dans un autre cas de figure puisque le mouvement social existe déjà (et pas seulement chez les paysans mais aussi chez les mineurs, chez les citoyens allergiques à la privatisation de l'eau ...), en conséquence comment ne pas trahir. Pour rassurer ses troupes Morales aime se référer au sous-commandant Marcos qui lui, pour ne pas trahir, refuse toute tentative d'accéder au pouvoir, du moins tant que les forces sociales capables de contrôler à la base, les élus, ne sont pas suffisamment organisées.

L'Amérique latine est en ébullition et qu'on le veuille ou non les expériences tentées là-bas sont pour nous un élément de notre actualité locale. Tirer les leçons de Porto-Alegre, ça ne veut pas dire jeter l'expérience au lendemain de son échec mais profiter de tout le phénomène pour construire nos alternatives. Si Chavez a réussi à se conforter au pouvoir c'est qu'il a su s'appuyer sur les expériences chiliennes (Allende), colombiennes (Gaitan),

péruviennes (Velasco), nicaraguayennes (Ortega), cubaines (Castro), argentine (Peron) et celles du Venezuela aussi, bien sûr.

Jean-Paul Damaggio

Mes écrits sur les Amériques :

Deux petits témoignages de voyage : Sept animaux au Nicaragua et Tant d'ailleurs et si peu de justice (2004)

Deux poches de Point Gauche ! : Nestor Cerpa (1997) et Antonio Vargas quita Quito (2000)

Deux petits récits de 2005 sur les zapatistes : Vive le Mexique qui revendique et Un pingouin dans la selva lacandona.

Deux petites nouvelles : Mario et tes chroniques ? Simon et tes sentences ? (c'est au sujet du Venezuela)

Chaque écrit est vendu un euro et peut m'être commandé.

Trois manuscrits finiront peut-être par devenir des livres plus consistants.

### **23 janvier : Le décès de Ramona**

Hier, le journal *La Prensa* a donné la parole à une Nicaraguayenne exemplaire, **Dora María Téllez**. Un entretien qui tombe à pic au moment où je rencontre les animatrices **du Collectif des femmes de Matalgapa**, la ville où je me repose tranquillement. Dora participa à l'opération la plus audacieuse des Sandinistes, au cœur même de la capitale Managua, à savoir la prise d'orages dans l'Assemblée nationale. Mais depuis longtemps elle a quitté le FSLN pour participer à la création du Mouvement de rénovation sandiniste (MRS). On lui a demandé de se positionner par rapport aux évolutions vers la gauche de l'électorat de l'Amérique latine. Comme les femmes du collectif (leur local se trouve un peu au-dessus de la cathédrale), elle note avec plaisir cette évolution en distinguant nettement les différences de situation. D'Europe, on peut parler d'un phénomène global. D'ici, il s'agit de bien autre chose. Par exemple elle dit : « Evo Morales correspond à la réalité de son pays où il y a eu un apartheid qui dura 500 ans ». Dans ce contexte, Dora considère que Daniel Ortega représente le passé (tout comme Castro).

Mais la discussion avec les femmes du collectif dévia très vite vers un autre sujet, le Chiapas, beaucoup plus prêt que la Bolivie. Attention n'y voyez pas un désintérêt pour la cause bolivienne présente elle aussi dans la presse par la photo d'une femme ... la sœur d'Evo. Le visage d'une indienne fatiguée par le travail, à l'ovale parfait, aux cheveux partagés d'un belle raie. Elle a eu la responsabilité de préparer les habits d'Evo pour la fête d'avant-hier et hier. Elle n'a pas eu de souci avec la cravate : toute la campagne électorale a tourné à un affrontement entre les ponchos et les cravates, et comme il n'est pas question qu'Evo trahisse les siens, il restera sans cravate. Son discours d'hier nous ramène aussi au Chiapas puisqu'il a encore cité le sous-commandant Marcos et son principe essentiel (commander en obéissant au peuple).

Mais ici, à Matalgalpa, au Collectif de femmes, comment est venue la discussion sur les zapatistes ?

J'ai eu le plaisir immense de rencontrer une femme, Carla, qui arrivait du Mexique. N'ayant pas voulu rater le début de la nouvelle campagne lancée par les organisations regroupées dans la Sexta et qui débutait le 1<sup>er</sup> janvier à San Cristobal de la Casas, Carla fit le voyage et se trouvait encore dans le secteur, à Palenque et dans les environs quand elle apprit la triste nouvelle, le décès d'une femme aussi « ordinaire » que Dora, la comandanta Ramona. Ici à Matalgapa, dès qu'on monte un peu dans la montagne on se croirait dans les paysages du Chiapas ce qui explique peut-être cette attention toute particulière aux luttes qui s'y déroulent. La mort de Ramona ne pouvait que susciter une intense émotion parmi ces militantes qui animent une radio, un centre de formation, un centre médical, une finca, afin de permettre à des femmes de gagner plus de droits et plus d'autonomie.

Que dire de Ramona ? Elle vient de mourir à 36 ans. Dans la forêt du Chiapas. Suite à une tuberculose ancienne qui fit souffrir ses reins. En 1996, une greffe lui accorda dix années de plus. Son frère put lui offrir son rein. Une greffe peu ordinaire pour une femme



ordinaire. Ordinaire ? Ses doigts en avaient fait une reine de la broderie. Dans la forêt du Chiapas.

En 1994, elle apparut sur la scène politique. Une zapatiste. Déjà très malade. Puis en 1996, à Mexico, se déroula le premier Congrès national indigène. Marcos voulut faire le voyage. Le président de la république exigea un échange : trois autres zapatistes à la place de Marcos. Les zapatistes proposèrent la comandanta Ramona à la place de Marcos. Elle prit l'avion pour la première et dernière fois. A Mexico, après un discours devant 50 000 personnes, elle disparut : direction une clinique privée. C'était le 12 octobre 1996. Pour une greffe peu ordinaire sur cette femme ordinaire. Dans une clinique privée ? Il y eut débat chez les zapatistes car le président de la république proposa les services gratuits d'une clinique publique. Pour des raisons de sécurité, les zapatistes payèrent une clinique privée (avec un soutien citoyen). Suite à quelques jours de convalescence, retour au Chiapas pour la jeune femme que les présents à la manifestation de Mexico découvrirent étrangement petite.

La comandanta Ramona, une Tzotzil qui, chez les Tzotzil n'avait pas le droit de s'adresser aux hommes. Trois fois invisible. Aux yeux des maîtres du monde, aux yeux des Mexicains, aux yeux des hommes de sa communauté. Qu'importe, elle osa tout ! Quand elle découvrit à quel point l'injustice était insupportable, elle osa tout ! Elle demanda à tous de prendre les armes. Beaucoup l'écoutèrent.

La comandanta Ramona, une brodeuse de profession, une paysanne en même temps. Toujours avec des fils entre ses doigts. Elle n'avait pas de temps à perdre, ses jours étaient comptés. Et ses chemises (huipiles) parfaites ! Aux couleurs splendides. Celles d'une femme splendide.

La comandanta Ramona, une analphabète qui ne vécut pas assez longtemps pour apprendre l'espagnol. Une voix d'oiseau. Incroyable n'est-ce pas ? Pour elle tout s'acheva le 6 janvier 2006. « Le monde a perdu une de ces femmes qui habillent les nouveaux mondes ». A ces mots, **le délégué zéro** retient quelques sanglots. **Le délégué zéro**, c'est **le sous-commandant Marcos**. Doté d'une moto, il a commencé à sillonner le pays. Il a peut-être pensé au commandant zéro quand il s'est donné ce nom. Ce commandant zéro était un sandiniste, Eden Pastora qui se bat aujourd'hui avec la droite. Ainsi va le monde. En ce 6 janvier **le délégué zéro** parle devant une foule rassemblée à **Tonala**. Peu de temps avant, il avait envahi, avec ses amis, les vestiges mayas de **Palenque** pour dire : **nous ne sommes pas des ruines**. Des centaines de touristes médusés : les indigènes sont vivants ! A Tonala, quelqu'un lui indique un appel urgent au téléphone. Il s'écarte puis revient devant ses amis. « Le monde a perdu une de ces femmes qui habillent les nouveaux mondes » (ceux chers aux militants sincères). « Elle va nous manquer ». Il annonce qu'il s'en va, oui il reviendra mais là, il ne peut plus rester, il s'en va.

Personne ne saura où eut lieu la cérémonie funèbre. Quelque part dans la municipalité rebelle **San Andrés Sakam'chem de los Pobres**. Dans la forêt du Chiapas.

**Le 8 janvier** les zapatistes indiquent : « La comandanta Ramona, en plus d'être une de nos dirigeantes, s'était transformée en un symbole de la lutte construite à partir de la base et à gauche. Sa perte a suscité chez nous une grande douleur dont il est difficile de parler ». La vie continue ; la moto du délégué zéro a repris la route. Le passe-montagne noir des zapatistes continue d'être leur visage. **Il reste une chanson** du groupe de musical **Quetzal : Nous sommes tous Ramona**. Et demain une œuvre littéraire surgira pour mettre en scène cette « femme magique » comme a fini par surgir à la lumière une autre semi - mexicaine **Tina Modotti**. Ce jour-là le combat zapatiste sera plus vivant que jamais. 23-01-2005 Gianni Demai

## **2 février 2006 : Le décès de Schafik Handal**

Je viens de voir Adan Chavez en chair et os. Il n'est autre que le frère du président Hugo Chavez, et fait fonction d'ambassadeur du Venezuela à Cuba. Comment, en séjournant paisiblement à Matagalpa, Nicaragua, ai-je pu faire cette découverte ? Le 26 janvier nous

avons appris le décès brutal du Che salvadorien, Schafik Handal, aussi, avec mes amis, nous avons décidé d'aller jusqu'à la capitale San Salvador pour participer à l'enterrement de ce héros de légende (encore un enterrement !). Il nous a suffi de partir vers Esteli par la panaméricaine, de passer par le Honduras et en moins d'une journée de bus on a débarqué à San Salvador. Aujourd'hui, au Nicaragua, quand un grand chantier commence, à chaque fois les gens disent, ce sont les Salvadoriens. Ce petit pays a une bourgeoisie qui se montre dynamique depuis la paix conclue en 1992, deux ans après la fin du pouvoir sandiniste à Managua. Schafik Jorge Handal commandant du FMLN fut un des artisans de cette paix. Le FMLN est né un peu sur le modèle sandiniste en se référant à un salvadorien de légende Fabundo Marti d'où le nom du mouvement Front Farabundo Marti de Libération Nationale.

J'en conviens le lieu historique en ce 26 janvier c'était plutôt le grand rassemblement de Caracas mais pourquoi faudrait-il oublier que la vie continue toujours là où les caméras sont absentes. En réalité, il s'agit ici d'un mort tel, que les dirigeants de son parti disent que le FMLN va être encore plus fort à présent, grâce à tous les enseignements que laisse ce fils de Palestinien égaré comme plusieurs autres, au San Salvador. En 2004 à l'élection présidentielle, deux candidats d'origines palestiniennes s'affrontèrent, et une fois encore Schafik perdit, un Schafik qui fait penser à Daniel Ortega quant à sa façon de rester à la direction de son parti. En beaucoup plus intelligent cependant.

Bref, pour l'enterrement diverses personnalités firent le déplacement dont ... Adan Chavez. Aucune n'évita la messe à la cathédrale légendaire de San Salvador, là où se fit assassiner Monseigneur Romero, l'évêque des pauvres. Mon dernier passage dans cette cathédrale c'était justement quand les foules se sont rassemblées, le 25 mars 2005, pour faire vivre la mémoire d'Oscar Arnulfo Romero abattu 25 ans auparavant, comme si c'était hier (24 mars 1980). J'ai toujours en tête, une salsa de Ruben Blades à propos de cet homme devenu un saint pour son peuple, sans autorisation du Vatican. J'avais alors écrit un petit texte : « Arnulfo Romero, je t'appelle Oscar. En la belle Italie, Morozzo della Rocca, publie ta biographie. Voici 25 ans, tu es mort au cœur de ton pays, tué par des sicaires, frères de militaires. 25 ans que tu vis, dans le cœur de ton peuple. Viva San Salvador.

Des milliers dans les rues, se chargent de tant de fleurs, qu'à Rome on se demande, le secret du labeur. Cher archevêque Oscar, combattre l'injustice, sa sainteté le Pape, ne l'admettra jamais. Salvador Juarez, écrivain de son état, nous répète à présent, que tu portas la voix de millions de sans-voix. Viva San Salvador.

Tout pour l'intégrité, tout pour l'humilité, telle était ton option pastorale et sociale. La curie complota, le Vatican s'énerma, donc saint, tu ne seras pas. C'est beaucoup mieux ainsi, car il est des honneurs qui tuent les bonnes mœurs. Viva San Salvador. Monseñor Romero, ton amour pour les pauvres illumina ta vie, voici pourquoi je t'offre quelques lignes perdues, d'un beau présent chargé de tant de libertés ».

Mais revenons à Schafik sans avoir une grande envie d'écrire à son sujet, même si je suis heureux de participer à cette immense ferveur populaire qui l'accompagne à sa dernière demeure. Ce n'est pas que je regrette le choix qu'il fit opérer à son parti, en faveur de l'Internationale socialiste dont je viens d'entendre l'hymne pour la première fois. Je ne cesserai de le répéter : aux Amériques le chemin le plus court entre deux points n'est jamais la ligne droite. Cet ami de Castro, qui vient de décéder d'une crise cardiaque dans un aéroport, en revenant de Bolivie où il fêta l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales, avait les raisons de sa propre politique. De partout viennent des discours pathétiques pour pleurer sur la fin brutale de cet homme qui a voué sa vie au bien du peuple. Il est né le 14 octobre 1930 (il avait donc 75 ans) et à vingt ans, il entra dans la lutte aux côtés des étudiants. Dès 1952, il doit s'exiler et choisit le Chili où il resta jusqu'en 1956. Les liens tissés dans ce pays le suivirent pour toujours car c'est là qu'il se lia d'amitié avec le mouvement communiste. Il reviendra au Salvador en 1959 doté de moyens lui permettant d'accéder aussitôt au Comité

Central du Parti communiste placé dans l'orbite soviétique. Il va se faire connaître dans le pays par une action parlementaire régulière et deux candidatures aux présidentielles en 1972 et 1977, placées sous le signe du parti d'union démocratique nationaliste, la couverture légale du Parti communiste. L'histoire du passage à la lutte armée le conduisit à la direction du FMLN. Il se retrouvera encore le candidat à la présidence de la République en 2004. J'ai la sensation que le parcours politique de cet homme lui permet de retomber toujours sur ses pattes afin de rester à la direction des affaires. C'est vrai, la longévité en politique est très fréquente car la longévité appelle la longévité. Au bout d'un moment, celui qui connaît tout le monde est le mieux placé pour continuer, jusqu'à mourir à son poste.

Bien que son parti soit minoritaire au parlement, trois jours de deuil national ont été décrétés. Mon propos critique serait-il déplacé face à tant de vénération ? Je le reconnais, j'ai eu ma période Schafik et vous l'avez deviné peut-être, c'était au début des années 80 quand je vivais au rythme des infos me parvenant du Salvador (un de mes plus grands amis s'appelait Salvador et il était carreleur). Je me souviens parfaitement d'un entretien qu'il avait eu avec Marta Hanecker. Peut-être est-ce cette philosophe chilienne qui l'obligeait à faire preuve d'intelligence mais le fait est là, il analysait le monde avec précision. Pour lui, si Allende est tombé c'est parce que les questions économiques primaient sur les questions de contrôle du pouvoir. Les démocrates chiliens auraient dû appuyer dès le début le militaire Prats. En fait, je comprends à présent qu'il ne parlait que de lui-même comme nous le faisons tous plus ou moins. Il parlait de sa passion pour le pouvoir. Ceci étant, j'admets en même temps qu'il fit beaucoup avancer les droits du peuple salvadorien.

Avec mes amis, sur le chemin de retour, nous avons beaucoup parlé de toute cette histoire passée et nous avons décidé qu'à faire les fous, nous pouvions laisser les enterrements pour le plaisir d'un dépouillement électoral, en allant dimanche prochain dans l'autre petite tranche de l'Amérique centrale, le Costa Rica (le nouveau président devrait surgir des urnes dès le premier tour). Dans le plus grand silence médiatique, ce pays sans histoire devrait nous confirmer que sans l'histoire il est impossible de comprendre l'actualité.

### **11 février : Elections au Costa Rica**

Aux Amériques, tout le monde à un peu de famille ici ou là, et s'en va donc souvent pour de brefs séjours (le voyage en bus peut se faire à moindre frais si pour la suite on est hébergé). En conséquence, partir de Matagalpa Nicaragua, vers le Costa Rica, semble un jeu d'enfant. Après l'étape obligée, Managua, la Panaméricaine est ensuite en perpétuel travaux jusqu'à Granada mais une journée suffit pour atteindre San José où mes amis ont un pied à terre (ils furent du voyage). Comment ne pas être surpris par les visages que l'on croise, tous aussi blancs les uns que les autres ? Cette « côté riche » (mais bien moins verte qu'au Salvador) n'a eu comme pétrole que sa stabilité politique issue d'une histoire étrange. Les premiers conquistadors trouvèrent peu d'indiens et s'installèrent comme paysans autonomes. L'appel aux esclaves rendu inutile, petit à petit est né un pays de « classe moyenne » sans les énormes écarts visibles ailleurs, entre les indiens moins considérés que les animaux domestiques, et les énormes propriétaires paysans. Mais, à l'aube du 20<sup>ème</sup> siècle, quand les grandes compagnies nord-américaines firent leur apparition, une bourgeoisie agricole nouvelle fit alliance avec « la frutera » cette compagnie productrice de bananes, présente au cœur d'un grand roman « Papa verde » de Miguel Angel Asturias. Vu les déboires de la United Fruit Compagnie au Guatemala, elle accepta au Costa Rica, en 1956, que les taxes représentent 45% de ses bénéfices.

Ce pays n'a pas besoin d'armée ! Cependant avec le Nicaragua, ce n'est pas la franche amitié. Toutes les raisons sont bonnes pour susciter quelques querelles entre les Ticos et les Nicas (actuellement il y a la concurrence touristique entre San José et Granada), querelles qui n'empêchent pas le gouvernement des Ticos (le nom des Costa-Ricains) de

donner le droit de vote aux 15 000 Nicas qui vivent sur son territoire. Le 5 janvier, avec le président, les électeurs choisirent les 59 députés et les 81 municipalités. Cette élection minuscule (moins de 3 millions d'électeurs) n'étant pas de nature à bousculer la vie du monde, elle risquait de passer inaperçu : le 6 février (lendemain du vote) le journal espagnol El Pais annonçait sans broncher que les sondages donnaient son favori gagnant : 42% pour Arias (PLN) et 31% pour Solis (PAC). Déjà une anomalie, le parti du président actuel, pilier du bi-partisme ordinaire du pays, était remplacé par un nouveau parti né en l'an 2000.

Cette petite échelle permet de revoir en famille les questions clefs du monde actuel au vu des débats au cœur de la campagne : faut-il privatiser la sécurité sociale, l'électricité et les télécommunications ? Toujours les mêmes enjeux ! Avec, en plus, la bataille contre la corruption qui n'est pas une bataille contre des crapules, mais contre un système qui fabrique les crapules : deux ex-présidents furent emprisonnés tout comme l'ex-président du Nicaragua !

L'envie d'assister à cette élection, de la part de mes amis Nicas, tenait à une raison précise : l'ex-président du Costa Rica, celui qui permit la conclusion de la paix au Nicaragua en 1988, (il y gagna le prix Nobel), est à nouveau candidat (après avoir fait modifier la Constitution). Oscar Arias va-t-il remonter sur le fauteuil de président ? Président de 1986 à 1990, il bénéficie depuis d'une notoriété internationale exceptionnelle. Sa dernière initiative, en 2002, fut d'appeler à la création avec Desmond Tutu et Gorbachev d'une Banque du sang pour aider les enfants pauvres d'Afrique, victimes du Sida. Son immense fortune lui permet de mener une campagne électorale phénoménale avec son frère comme bras droit. Il possède l'essentiel des médias (le journal la Nacion et onze stations radios), car il contrôle les forces économiques majeures (liées à la production de sucre). Vous avez deviné deux choses : c'est lui qui est pour les privatisations et qui est membre de l'Internationale socialiste. Son adversaire du PAC, sans appartenir à la gauche classique, se place du côté de l'altermondialisme. Il s'appelle Oton Solis du Parti d'Action Citoyenne (PAC). Si Oscar Arias soutient l'accord avec les USA pour leur fameux traité de libre commerce (il a été signé mais pas ratifié par le Parlement), ce n'est pas le cas d'Oton Solis, un économiste qui, jusqu'en 1990, fut membre du parti et du gouvernement d'Oscar Arias, date à laquelle il s'opposa à la mise en place des premières mesures néo-libérales (on les appelle des plans d'ajustement). En l'an 2000, il créa son parti, soutenu par une Eglise très active et anti-libérale, ce qui ne veut pas dire de gauche. Il arriva aussitôt à 27% des voix en 2002.

Les rues de San José, avec leur apparence européenne, me firent imaginer un dépouillement à la mode française. Or, il a suscité une animation imprévue, pas parce que les marchands ambulants le perturbèrent, comme annoncé (des droits à défendre), mais parce que le résultat révélait une surprise : Oton Solis pouvait être élu ! Dans ce duel (voici quatre ans il opposa comme toujours un social-démocrate du PLN au social-chrétien élu, Abel Pacheco) le PAC d'Oton est un intrus. Premièrement, il a permis une forte remobilisation électorale : l'abstention électorale qui fut très faible jusqu'aux années 90 (18,9% en 1994), se mit à voisiner avec 40% en 2002, faisant craindre un 50% en 2006. Elle fut seulement de 25% ! Deuxièmement, il a permis l'apparition d'hommes politiques nouveaux.

Bref, quel est donc le résultat ? IL NE SERA CONNU QUE DEBUT MARS dans un pays pourtant si petit ! Il faut tout recompter manuellement car l'écart est minime ! Pour être élu au premier tour, il faut passer la barre des 40% et les derniers résultats donnaient 40,1% contre 40.8% pour 75% du dépouillement. Depuis, aucun résultat public ne peut être donné et Oscar Arias perd les pédales. Après trois jours à San José, j'ai vérifié que l'attente est pesante. D'autant que pour le Parlement tout est clair (mais pas simple). Le

parti d'Oscar Arias a 25 députés et celui d'Oton Solis seulement 18. Le parti au pouvoir (PSUC) est tombé à 4. Le Mouvement libertaire 8 (comprendre libertaire comme libéral) et 4 sont ceux de partis indépendants. L'heure de l'instabilité fait suite à celle de la grande stabilité. Les mouvements sociaux sont sur le qui-vive.

Dans ce petit pays j'ai eu la confirmation que le « bordel » qui règne en Haïti (une intervention des USA et de la France arrêta un processus électoral) risquait de s'étendre, d'autant que quand j'ai voulu revenir à Matagalpa je me suis retrouvé, à Managua, au cœur d'une grève des bus (les enseignants nicas ont fait eux une rentrée normale). Pour qui connaît l'étendue de la ville, inutile d'expliquer le bazar que ça représente. De San José, je suis arrivé à un terminal près de l'Université. De là, je devais traverser toute la ville pour aller à celui de Matagalpa. J'ai beaucoup marché avant de l'atteindre, puis j'ai fini par revenir au cœur de la verdure nordique du pays, pour y attendre les élections législatives de Mars au Nicaragua. Je projette un retour vers le Pérou où je peux confirmer que les tensions montent fortement entre la classe politique et un nouveau venu Ollanta Humala (un intrus) qui risque, au second tour, d'affronter la candidate de l'OPUS DEI ! (oui une femme peut devenir là-bas aussi présidente, et après Violetta Chamorro, une pionnière en la matière, cette féminisation reste loin de la gauche). Gianni Demai 10-02-2006 Matagalpa.

### **10 mars 2006 Ollanta Humala, le Péruvien**

29 octobre 2000, au Pérou tout devient possible. Cinquante soldats tentent une folle rébellion dans le sud. Ailleurs, le bras droit du président Fujimori, Vladimiro Montesinos, qui avait fui le pays le 17 septembre, est revenu secrètement personne ne sait pourquoi. L'armée reste fidèle au président et les deux opérations échouent. Montesinos quitte le pays le 29 au soir par les moyens les plus rocambolesques, au moment même où commence la débandade des 50 soldats et de leur colonel, Ollanta Humala. Pourtant le frère d'Ollanta, Antauro était à Lima pour lui servir de relais dans la presse. Ce dernier annonçait ses références : *La République de Platon*. Loin de la philosophie, les soldats perdus dans les campagnes découvrent un peuple qui les acclame quand ils demandent un peu de nourriture et un guide, afin d'échapper aux poursuivants. « Humala, amigo, el pueblo esta contigo » (Humala, cher ami, le peuple est avec toi) voilà le cri que le colonel retient de cette aventure d'où il craint de ne jamais revenir.

Ce coup d'Etat d'un colonel contre un régime pourri a tout à voir avec celui de Chavez en 1992. L'histoire va faire se croiser les deux démarches, par exemple à Paris. En effet, dès le coup d'Etat raté, six partis politiques sur sept demandent la vie sauve pour le colonel si bien qu'il sera capturé, puis libéré et envoyé à Paris, une mission pour l'écartier de la vie locale. Ollanta Humala y méditera sur l'expérience que général Velasco Alvarado a acquise dans cette ville. De retour dans son pays, Velasco conduira un coup d'Etat militaire de gauche en 1968 ! Ce général, le jeune Chavez le rencontrera avant qu'il ne soit renversé en 1975, et il en fera un de ses modèles. En fait, les trois militaires, Velasco, Chavez et Humala s'appuient sur une référence que nous connaissons bien : le général de Gaulle et son nationalisme passablement anti US.

Voilà comment en 2006, des Péruviens découvrent, parfois avec effarement, d'immenses panneaux 4x3 ou Humala, devenu candidat à la présidence de la république, pose devant l'immense portrait de Velasco Alvarado.

Comment a-t-il pu devenir un des favoris de l'élection présidentielle ?

Comme partout, les médias jouent un rôle décisif en matière d'élection présidentielle (avec effets productifs et contre-productifs). Plus les médias ont dénoncé Evo Morales et plus il est monté dans les sondages. Au Venezuela, on ne peut pas dire que les médias fassent le bonheur de Chavez pourtant, ils jouèrent un grand rôle en 1992 quand ils le firent connaître comme celui qui déclara : « Nous avons perdu, pour le moment ! ». La lecture du

livre fabuleux de Maurice Lemoine, *Chavez presidente !*, montre très bien comment, au départ, le prince des médias, Gustavo Cisneros, pensa manipuler le colonel.

Au Pérou, les journaux et les télé permettent de découvrir deux choses : des journalistes à l'immense talent et au courage à toute épreuve, avec au-dessus d'eux des patrons fabriquant de présidents. Fujimori poussa l'obsession du contrôle des médias jusqu'à la manœuvre suivante digne d'un roman policier : il fit voter une loi décrétant que seuls des Péruviens pouvaient être propriétaires de télé, il annonça que Baruch Ivcher, personnage central dans les médias, était Israélien, et il lui confisqua *Frecuencia latina* ! Baruch Ivcher avait décidé de laisser tomber Fujimori (ou l'inverse) et fut donc chassé d'un pays où il est revenu depuis (avec une forte indemnité).

En l'an 2000, les médias décidèrent, comme toujours, de promouvoir un adversaire « minable » de Fujimori qui craignait Alberto Andrade, le populaire maire de Lima. Résultat, les médias fabriquèrent Alejandro Toledo qui ne l'emporta pas en 2000 mais après la chute du président ... intervenu 3 mois après sa nouvelle prise de fonction ! En 2006, le candidat de l'Oligarchie, c'est une femme, Lourdes Flores, qui peut craindre un seul adversaire Alan Garcia ancien président de 1985 à 1990. Les médias, par sondages interposés, appuyèrent Humala Ollanta qui, pour être candidat, a signé une alliance avec l'UPP, parti traditionnel de centre-droit. Ils avaient l'assurance de pouvoir ensuite le descendre avec des histoires du temps où le colonel combattait le *Sentier lumineux*. Voilà comment, en France, Ollanta arriva dans nos journaux : par la campagne de diffamation qui a toujours deux avantages. Les maîtres du monde avancent toujours deux fers au feu. Par exemple, dénigrer un homme de gauche, puis faire porter le débat sur la question de la diffamation, deux façons d'éviter les vrais enjeux. Toute discussion sur Lourdes Flores, candidate de l'Opus Dei (au Pérou cette organisation est très puissante et s'affiche souvent en tant que telle) devient marginale. Toute discussion sur la réalité de la situation péruvienne devient négligeable. Pendant que vous vous demandez, Ollanta Humala a-t-il oui ou non participé à des crimes dans le cadre des opérations militaires de 1992 ? Baruch Ivcher vire un journaliste extraordinaire par sa pugnacité qui s'appelle César Hidelbrandt, afin de mieux assurer la victoire de sa favorite. Cette victoire devient stratégique pour toute la démocratie chrétienne : après l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel et de Michelle Bachelet (bien que PS elle est porteuse du projet d'une coalition où la démocratie chrétienne prétend jouer un rôle essentiel), ce succès péruvien signerait un renouveau prometteur. N'oublions pas qu'au Pérou, 15% de la population est à présent évangéliste, que Fujimori fut élu avec l'appui total de cette religion (qu'il cessa de soutenir au lendemain de son élection d'où le choix en 2006, d'un candidat strictement évangéliste, Humberto Lay), et qu'en conséquence les catholiques souhaitent un retour aux premières places.

Bref, afin d'éviter les pièges des rois des médias posons quelques questions cruciales dans la foulée de la campagne d'Ollanta Humala.

1 ) Quelle est la fonction du nationalisme aujourd'hui, aux Amériques, tout comme chez nous ? Le Pérou est un pays nationaliste qui est doté d'un soda patriotique l'Inka Cola. Pour Ollanta le nationalisme c'est la capacité à faire travailler ensemble des forces de droite et des forces de gauche car le néo-libéralisme qu'il combat féroce porte préjudice à toute la structure sociale du pays. Son parti est le parti nationaliste péruvien.

2 ) Quelle est la place de la revendication identitaire ? Par son nom plus que par son apparence, Ollanta Humala prouve les traces indigènes qui lui viennent de son père (une mère blanche). En quechua Humala signifie : quelle tête !. Dans sa stratégie ethnocacériste, l'identité indigène ne s'oppose pas au nationalisme mais l'alimente et le nationalisme ainsi vécu en appelle à une union avec la Bolivie. Cependant la référence à Andrés Bello n'a pas la même cohérence que la référence à Sandino, Bolivar, Tupac Katari, Tupac Amaru ou Zapata. Bello n'a pas voulu que sa lutte contre l'envahisseur chilien se poursuive contre l'oligarchie péruvienne.

3 ) Comment en revenir aux nationalisations ? Le projet économique industriel est celui de Velasco Alvarado qui osa nationaliser une compagnie US du pétrole. Cependant, tout comme Morales ou Chavez, pas question d'expropriation.

4 ) Où placer la question religieuse ? Au Pérou, la place des israélo-péruviens a été importante aussi bien autour de Fujimori que de Toledo (citons pour ce dernier dont l'épouse est juive : David Waisman, Jacques Rodrich et surtout Yosef Maimann). Peut-être, pour se démarquer, Ollanta Humala s'est fait photographe aux côtés des dignitaires du Hamas, photo qui a été publiée dans La Republica, journal de centre-gauche qui comme toute la presse, fait campagne contre lui. Le positionnement anti-impérialiste en Amérique latine conduit à des alliances avec l'Iran. Chavez, que le nationalisme a conduit vers des stratégies profondément de gauche, juge utile de considérer d'un bon œil la « révolution » iranienne. Les liens économiques ne devraient pas entraîner de confusions politiques (aux USA des entreprises font des affaires avec Chavez pendant que le président Bush voudrait se tirer d'affaire sans Chavez) pourtant on est loin du compte. Pour Ollanta Humala, le succès électoral de la révolte armée du Hamas pourrait annoncer son propre succès. Or, les derniers sondages le placent à nouveau en troisième position, Alan Garcia pouvant redevenir le candidat du second tour (il perdit en 2001 contre Toledo). Pour toutes les Oligarchies, ce Alan Garcia devient un opposant plus fragile de Lourdes Flores à cause des déceptions de l'électorat de Ollanta Humala s'il n'est pas second. Dans tous les cas de figure Lourdes Flores est donnée largement gagnante au second tour.

Conclusion :

Le Pérou, quatrième pays d'Amérique latine par sa superficie est un enjeu important. Après Fujimori et Toledo qui servirent parfaitement les intérêts des multinationales, suscitant un développement important de la misère, quelle direction peut prendre le pays ? Le faible mouvement syndical ne soutient pas Humala. Les forces politiques clairement à gauche furent puissantes mais laminées par le néo-libéralisme et les tentatives permanentes d'unification donnent peu de résultats. Comme au Venezuela, elles refusent de soutenir Humala qui la désigne comme la gauche « caviar » (terme également en espagnol). Cependant, les questions nées au Pérou, avec leur spécificité, sont celles de partout. Après le Pérou, l'Equateur voisin sera aussi face à des choix aussi graves mais là-bas, la force des mouvements sociaux fait craindre l'émergence d'un chaos imposé par les multinationales pour mieux bloquer les FARC de Colombie. Le 9 avril nous en saurons un peu plus sur l'état réel de l'opinion aux Amériques. 10-03-2006 Jean-Paul Damaggio

Elections au Pérou

1 ) Depuis 1990 les partis traditionnels ont volé en éclats. Fujimori a été élu sans avoir un parti puis imposa une dictature (avec l'appui de la CIA). Ensuite il fut remplacé par Toledo qui n'avait pas plus de parti que son prédécesseur (un ancien de la banque mondiale). Ce phénomène a gagné beaucoup des partis des Amériques : les partis traditionnels ont été balayés en Uruguay, Venezuela, Mexique, Costa Rica, Bolivie. Alors qui décide des présidents ?

2 ) La télévision remplace les partis (en France ça commence quand la télé décide du candidat des Verts en 2002 en imposant Noël Mamère ancien journaliste contre Alain Lipiezt qui avait pourtant été choisi par les militants et aujourd'hui les médias ont décidé d'imposer Ségolène Royal au PS). Fujimori avait été animateur télé et les amis dans les médias de Vargas Llosa candidat contre Fujimori en 1990 crurent utile de promouvoir un « imbécile » pour aider leur poulain ! Total l'imbécile gagna.

3 ) En 2006 la candidate destinée à gagner suivant les médias s'appelle Lourdes Flores. Ses amis dans les médias ont assuré la promotion d'un « imbécile » sans parti réel (il a été obligé pour obtenir le droit d'être candidat d'obtenir le soutien d'un petit parti l'UPP de centre-droit) : Ollanta Humala. Il semble en route pour gagner sur des positions très nationalistes de gauche ! Mais qui commandera le Congrès vu qu'il espère avoir peu de députés ?

4 ) Bref la presse joue un rôle clef ... de manière productive ou improductive pour ceux qui sont ses amis. La télé est plus que jamais sous contrôle et il reste des miettes d'espace politique plus libre dans la presse écrite.

5 ) Rosendo a envoyé un texte d'un journaliste iconoclaste : César Hildebrandt. Je pensais que son journal Liberacion avait disparu mais il semble que ce ne soit pas le cas. Quelle est la position du journal dans l'élection ? Je ne sais. Comment peut se situer le directeur vedette ? Il ne peut soutenir la candidate de l'oligarchie, il se répand en provocations contre le troisième prétendant à un moment où celui-ci pense pouvoir arriver au second tour. Il s'agit d'Alan Garcia président de 1985 à 1990 et soutenu par le parti politique historique du Pérou, l'APRA. Il ne peut soutenir davantage Ollanta Humala. D'un côté la presse a le pouvoir de faire un président, et de l'autre le pouvoir reste ailleurs, dans les cercles des forces économiques. Hildebrandt me fait penser à Jean-François Khan. Un homme qui se met en dehors du système alors qu'il veut peser sur le système. Résultat, et c'est le problème de toute la presse écrite : en dehors d'un alignement sur les puissants il ne reste qu'une marge de manœuvre, l'agitation gratuite. A part Chavez qui a un pouvoir économique énorme, non seulement avec le pétrole, mais par le fait que son pétrole alimente stratégiquement les USA, les autres présidents des Amériques ont de toute façon les mains liées. Le seul intérêt des élections ne réside pas dans la capacité qu'elles auraient à changer le cours des choses, mais dans l'expression d'un état de l'opinion qui annonce pour le futur, des radicalisations. La bataille autour des médias devient alors décisive : au Chili les télé privées sont entre les mains de l'Opus Dei qui a déjà prévu que c'est là que va se jouer l'avenir. Pour une presse aux côtés des luttes populaires, il y a du travail à faire. Au Pérou un journaliste comme Angel Paez est un homme de poids et sérieux, César Hildebrandt joue le rôle du fou du roi. Il veut rendre le pouvoir ridicule sans craindre de se rendre ridicule. Le roi étant nu, la révolution n'est pas là pour autant. A suivre le 9 avril avec les résultats de l'élection. amicalement jean-paul

### **20 mars 2006 Nouveau soulèvement populaire en Equateur**

20 Avril 2005, le président de l'Equateur, Lucio Gutiérrez, est emprisonné dans son propre palais car la foule le cerne sur la place centrale de Quito. Au petit matin, il va réussir à fuir par une porte dérobée, en sortant masqué dans une voiture, pour se réfugier à l'Ambassade du Brésil. Après les classiques tractations diplomatiques, le nouveau président, son suppléant Alfredo Palacios, le laisse partir pour Brasilia. Etrange révolte que celle qui chasse une fois de plus, dans ce pays, un président démocratiquement élu. Il n'y a pas si longtemps, c'était des militaires qui conduisaient de telles opérations. Cette fois, c'est justement un militaire élu depuis trois ans, et par les forces de gauche, qui doit conclure si piètrement son mandat. Plus étrange encore : la modeste station de radio, **Radio Luna** (soutenue semble-t-il par le maire de Quito Paco Moncayo) fut l'organisatrice de la chute du président ! On ne dira jamais assez l'importance des radios communautaires en Amérique latine. Précédemment, le mouvement indigène était à la base de tels bouleversements mais, en 2005, **Radio Luna** mobilisa la population de Quito, car le président avait perdu sur deux fronts : il avait déçu les couches populaires, et les classes moyennes ne lui pardonnaient toujours pas son engagement antérieur à gauche. L'évocation de la corruption de la famille présidentielle fut le détonateur.

Avril 2006, une nouvelle révolte va-t-elle chasser Alfredo Palacios ? D'énormes mouvements (blocage de routes) viennent de se produire et les Indigènes de la CONAIE, qui semblent avoir retrouvés les forces perdues, ont décidés de lancer, le mardi 21 mars, le début d'un soulèvement exceptionnel, si le président persiste dans sa volonté de signer le traité de libre-échange avec les USA. C'est dans ce contexte, que Lucio Gutiérrez revient à la Une des médias, tout comme un de ses prédécesseurs, Abdala Bucaram, le fit en avril 2005. Il rentra au pays en venant de Miami alors qu'il était lui aussi sous le coup d'accusations de corruption.



Un journaliste de **Hoy** vient de s'étonner que la télévision puisse dérouler le tapis rouge devant les pas d'un personnage aussi peu digne de respect que Lucio Gutiérrez. Celui-ci, après son séjour au Brésil, décida de rentrer au pays, en prévision des élections présidentielles, et fut donc arrêté. Le président Palacios vient de le libérer sans jugement, d'où ses multiples déclarations télévisées pour annoncer son retour sur la scène politique. Il considère que le peuple lui reste fidèle. Or l'Equateur, un des laboratoires politiques cher aux USA, traverse une grave tourmente. Il faut se souvenir de deux choses : le dollar est devenu monnaie nationale en 2001, et au même moment l'armée des USA faisait sienne une partie du territoire équatorien, l'île de Manta, pour y implanter une base militaire capable d'intervenir en Colombie. Lucio a été élu en promettant de rendre Manta à son pays, mais il a cédé aussitôt face à Washington. Palacios a annoncé dès sa prise de pouvoir qu'il rendrait Manta à son pays, mais il a cédé lui aussi. Le bras de fer porte également sur le pétrole. L'Equateur qui produit du brut mais importe des produits dérivés, est une victime de l'augmentation du prix du baril ! (1995 : 40% des recettes de l'Etat venaient du pétrole contre 21% aujourd'hui). En 1989 est né Petroecuador qui importe le galon de diesel 2,13 dollars mais ne peut le vendre que 0,90 dollar (elle utilise les bénéfices de la vente du brut pour maintenir le prix du gas oil à un tarif correspondant au niveau de vie équatorien). Cette entreprise nationalisée est aujourd'hui coincé entre les ordres des multinationales et les nécessités du pays. Dans le même temps, les promesses des multinationales en matière d'environnement ne sont pas tenues, et des affrontements viennent de se produire entre l'armée et les manifestants qui demandent l'expulsion du pays de la Compagnie nord-américaine Occidental.

Le retour sur la scène médiatique de Lucio Gutiérrez vise donc à masquer les luttes sociales cruciales qui se déroulent. Cet homme permet de troubler le jeu politique : tout en ayant gardé des amitiés à gauche (y compris avec Chavez, par l'intermédiaire de l'ambassadeur du Venezuela à Quito), il est devenu l'homme de Bush. En soutenant un ancien responsable de la CONAIE, Antonio Vargas, Gutiérrez avait réussi à diviser cette puissante et originale organisation indigène, par l'intermédiaire des évangélistes. Aujourd'hui, tout est mis en place pour discréditer son leader actuel Luis Macas. En conséquence, que se passera-t-il dans les prochains jours ? Les USA semblent prêts à laisser pourrir la situation jusqu'à faire de l'Equateur un nouveau Haïti.

**Hoy** et **La Hora**, les deux quotidiens de centre-gauche sont prudents (**Hoy** dénonce le manque de démocratie des indigènes alors qu'ils luttent pour la tenue d'un référendum sur le TLC ! ) mais **Radio Luna** garde son franc parler, donne la parole aux leaders syndicaux et tout se prépare pour l'épreuve de force (qui n'aura pas lieu seulement à Quito mais dans tout le pays). Kintto Lucas est également un journaliste exceptionnel qui se bat avec son journal **Quintaji**. Les luttes des peuples des Amériques contre les traités bilatéraux (que les dirigeants des USA préfèrent aujourd'hui aux grandes messes des sommets de l'OMC) sont gigantesques, et cependant, jamais évoqués en France. Au Costa Rica, au Salvador, au Pérou, au Guatemala et ici en Equateur l'affrontement entre les hommes du pouvoir et les mouvements sociaux sont constants. Ces luttes entraînent un virage à gauche de l'électorat (la Colombie étant un cas à part). Au cours des prochains jours, à Quito, nous devrions découvrir si Gutiérrez tire les marrons du feu, en vue des élections d'octobre, ou si le mouvement social évite les embrouilles et va jusqu'à la victoire à savoir le renvoi aux calendes grecques de la signature du TCE. La signature d'un TCE Pérou-USA en décembre suscite de l'impatience du côté des forces économiques équatoriennes car si l'accord en discussion ne se conclut pas rapidement, la campagne électorale risque de compliquer la situation.

20-03-2006 Jean-Paul Damaggio

P.S. : Pour Ollanta Humala le Péruvien les derniers sondages, à quinze jours du scrutin, lui sont favorables : 28% pour Lourdes Flores, 27% pour lui et 20% pour Alan Garcia. Il reste

en course pour le second tour alors que sa concurrente perd des soutiens tous les jours. Mais les surprises électorales étant le propre des Péruviens, rendez-vous le 9 avril.

Avec Humala aujourd'hui comme avec Fujimori hier, on peut tout prévoir puisqu'il s'agit de candidats sans passé politique clair. En conséquence, je ne sous-estime pas les observations faites mais je tiens à indiquer deux choses : Ollanta Humala n'est pas toute la famille (la campagne électorale l'a fâché avec son père et il tient à se distinguer de ses frères) ; le projet politique affiché (voir le site <http://www.partidonacionalistaperuano.com/ideario.htm>)

n'est pas celui indiqué. On peut prendre une partie des discours de membres de la « famille » Humala mais sa victoire qui semble de plus en plus probable ne conduira en rien au tableau présenté. Si les nouvelles qui viennent du Pérou disent à la fois les inquiétudes et les espoirs populaires, n'oublions pas que le Pérou actuel a signé le TLC avec les USA, un TLC qui, comme d'autres réalités, est plus fort que les mauvais rêves incaïques ! Il y a un constat clair : comme souvent aux Amériques les partis traditionnels ne donnent plus satisfaction, en conséquence l'électeur (le vote est obligatoire au Pérou) est poussé vers l'aventure. J'ai la sensation que l'aventure péruvienne qui s'annonce risque de bousculer encore les schémas établis en Europe. J'avais souhaité rétablir l'équilibre face à ceux qui disent (Humala est anti-impérialiste donc il faut le défendre) je ne souhaite pas tomber dans l'excès inverse : il a un entourage peu présentable donc c'est un abruti. Car de toute façon pour gouverner le Pérou, il y a aussi le Congrès où ses appuis seront rares. C'est vrai, il peut alors comme Fujimori tenter un auto-coup d'état. 25-3-2006 Jean-Paul Damaggio

## **10 avril made in USA**

Le 10 avril, dans 10 villes du pays, des millions de travailleurs vont manifester dans le cadre du plus grand mouvement social que les USA aient connu. De quoi s'agit-il ? Depuis la mi-mars le pays est traversé par des manifestations monstres de sans-papiers (indocumentados) qui s'opposent à une loi votée à la Chambre, et en discussion au Sénat. La droite républicaine veut frapper l'immigration en rendant criminelle toute aide ou hébergement d'un illégal et poursuivre la construction du mur actuel sur des centaines de kilomètres.

Cette loi dite HR 4437 est en discussion au Sénat où les démocrates, sensibles aux révoltes, proposent, avec l'appui de quelques républicains, un adoucissement de la loi. Les sans-papiers seraient entre 12 et 20 millions et le Sénat proposerait d'en légaliser 7 millions sur 5 ans.

Cet événement mérite toute notre attention : son ampleur exceptionnelle (même si nos médias le négligent) remet en cause les fondements même des USA !

Pour une part, il continue les luttes des noirs pour les droits civiques. On y retrouve l'influence des églises (cette fois c'est l'église catholique), le principe de la manif monstre, de la désobéissance civile et d'un combat sur la durée (l'action du premier mai est déjà prévue : une journée sans immigrés !).

Pour l'essentiel, il est d'une autre nature. La bataille des noirs était une bataille DANS le système pour permettre aux noirs d'accéder aux mêmes droits que les blancs. Je dis dans le système car il admettait l'institutionnalisation du racisme. Même si le mouvement avait l'appui de blancs solidaires, la réforme devait toucher uniquement les noirs. Pour comprendre, il faut savoir qu'aux USA le système des races est clair : côté indien la race est fixée par la généalogie (si un couple est mixte, sa descendance n'est pas indienne pour l'institution) ; côté noirs la race est dans l'apparence (si un couple est mixte, les enfants sont noirs pour l'institution, car il suffit d'avoir un seul caractère négroïde pour être classé noir). Pour les indiens, il s'agissait d'arriver à leur disparition. Pour les noirs, il s'agissait de refuser le métissage. Ces questions furent concrètes jusqu'aux années 60 : comment

savoir si je dois aller à l'école des noirs ou à l'école des blancs, si je suis un blanc aux cheveux crépus ?).

La bataille pour les droits civiques a rendu les écoles ouvertes à tous, donc la question a disparu, mais les races sont restées sinon comment mettre en œuvre « la discrimination positive » ? Aux USA, la discrimination positive est progressiste pour qui souhaite le maintien du système des races (ce qui est un souhait assez majoritaire dans toutes les sphères).

Avec la lutte des sans-papiers, le social l'emporte définitivement sur le racial, puisqu'il s'agit surtout de latinos (d'où l'intervention de l'église catholique alors que pour les noirs ce furent les églises protestantes) qui peuvent être indiens (surtout s'ils sont Equatoriens), noirs, blancs et surtout métis. Côté Rio grande, c'est le refus du métissage. Côté Rio bravo, donc au Mexique, le métissage est la règle (ce qui ne signifie pas une diminution des discriminations y compris dans ce pays laïque).

Le social passe tellement au premier plan que la majorité des forces économiques s'oppose à cette criminalisation des immigrés (indispensables aux entreprises), contre les forces politiques de droite ! Ce phénomène rappelle le rapport entre Bush et Chavez : politiquement il existe une « guerre » entre les deux, mais économiquement Chavez s'entend bien avec les pétroliers US (chacun défendant ses intérêts bien sûr).

Voilà pourquoi, face de telles contradictions, ce mouvement de révolte a le vent en poupe. Son aspect social n'élimine pas l'aspect communautaire (l'action s'appuie sur des équipes de sport, des radios, et des réseaux, communautaires ou la langue espagnole joue le rôle dominant) mais j'en note le changement de nature, et quand on sait l'importance planétaire des luttes qui se déroulent aux USA (aux obsédés du génial mai 68 français, je rappelle qu'il faisait suite à d'importants mouvements nés aux USA contre la guerre du Vietnam) on peut éventuellement lire dans le phénomène une inversion de la tendance à la régression sociale, inversion qui rencontre les luttes en Amérique du sud, en France et dans bien d'autres pays, mais qui ne passent pas le mur des médias. Et qui dit inversion, dit solutions ! La seule est-elle la légalisation ? Non bien sûr : il y a l'aide aux pays d'origine et là, par contre, les forces économiques se retrouvent avec la droite. Par les accords bilatéraux du libre-échange, les pays latinos s'enfoncent dans la crise qui alimente l'immigration. Comment le système peut-il sortir de la contradiction ?

A suivre. Jean-Paul Damaggio

## **Jusqu'où Humala ?**

Au Pérou, l'heure des comptes réels a commencé après la tonne de sondages.

Tout le monde sait qu'il faudra un second tour, c'est-à-dire une nouvelle campagne électorale d'un mois, pour départager les deux premiers. Pour Humala la qualification est acquise avec 30%. Par contre, quel suspens entre Flores et Garcia pour le second tour ! Le peuple sera-t-il face à l'oligarchie ! Si Lourdes Flores est incontestablement la candidate de l'Opus Dei - ici comme au Chili l'Oeuvre de Dieu a ses entrées dans tous les cercles du pouvoir - que dire d'Ollanta Humala en ce petit matin du 12 avril ? Il a joué la carte populaire et rien de surprenant si à Cuba, Gramma, sous les auspices de Alonso del Prado vient d'en faire les éloges. Humala, s'il est élu, devrait compléter l'axe : Cuba-Venezuela-Bolivie ! Cependant il dit clairement : « je ne suis ni de gauche ni de droite, je suis nationaliste ». Entre les deux tours, on peut penser qu'il va insister sur l'élément « ni de gauche » pour attirer les électeurs de droite vu que la seconde place risque de revenir à l'autre candidat de la fausse gauche, Alan Garcia.

Pour surprendre le lecteur, j'indique qu'Humala précise : « Je pense qu'il faut appuyer fermement le Protocole de Kyoto ». En Europe on croit souvent que les préoccupations écologiques n'ont pas encore fait des émules dans des pays pauvres plus soucieux de combattre la faim que la pollution. Or, ces deux politiques se complètent quand on cherche à renforcer les droits des humains. Je ne néglige pas l'anti-américanisme de la proposition puisque c'est un texte que les USA refusent de signer.

Dans cette élection, l'ancien président Alan Garcia est le troisième larron qui, au cours de la campagne, a pu refaire son retard. Au pouvoir de 1985 à 1990 ce chef de l'antique parti l'APRA est d'une longévité exceptionnelle. Après la chute de Fujimori, il put revenir au Pérou (suite à un exil doré notamment en France, lieu où passa aussi Humala qui en 2002 étudia à la Sorbonne), se retrouva candidat battu au second tour par Toledo et le voici comme par miracle présent à nouveau au second tour ! (si on se fie à 85% des suffrages dépouillés). Tout dépend donc à présent de l'évolution du discours d'Humala. Pour les dernières présidentielles équatoriennes, Lucio Gutiérrez, un ancien militaire comme Ollanta, avait défendu un discours à gauche pour gagner une place au premier tour, puis il l'abandonna pour que les électeurs de droite l'élisent au second tour. Total, il fit une politique de gauche pendant trois mois puis s'aligna sur Bush !

Il serait injuste de s'en tenir à l'élection présidentielle car que peut faire un président s'il n'a pas la majorité au Congrès (en France nous dirions à l'Assemblée nationale). Or nous savons dès à présent qu'aucun président n'aura la majorité. Le Parti d'Humala, le Parti Nationaliste aura 40 députés, autant que l'APRA, et parmi eux au moins une représentante des mouvements sociaux, la cocalera Nancy Obregon.

Pour continuer de tordre le coup aux injustices évoquons aussi les « petits » candidats de la présidentielle et en particulier un frère de Ollanta. Il a été en dessous de 1% comme la gauche ordinaire (les petits partis atomisés ont des noms repérables : Parti socialiste, Force démocratique, ou Nouvelle Gauche) par contre le candidat évangéliste Humberto Lay a pris une bonne option pour le prochain scrutin. Cette religion avait soutenu en 1990 Fujimori qui refusa de renvoyer l'ascenseur une fois au pouvoir. A présent, comme souvent en Amérique latine, les Evangélistes se présentent en temps que tels, et Humberto Lay a pu capitaliser des soutiens jusqu'à frôler la barre des 5%.

Alors jusqu'où Humala ? Il n'avait rien, il fut dénoncé sévèrement par les médias (pas un ne l'a soutenu), il se retrouve d'un coup avec 30%. Il faut reconnaître l'importance de la surprise même si les sondages nous y avaient préparé. S'il est élu, comme première décision, il prendra le même chemin que Chavez et Morales : vers une assemblée constituante pour refonder le pays. Les tâches qui le marquent (des soutiens d'amis de Montesinos) vont-elles se dissiper ou s'incruster ?

## **12 avril 2006 Jean-Paul Damaggio**

Pouvais-je suivre la soirée électorale dans un hôtel péruvien plus minable ? C'est sûr le lieu eut son heure de gloire, sur la place centrale de Cajamarca, mais aujourd'hui il manque d'investissements. Au rez-de-chaussée cependant, une télé a permis aux quelques présents de suivre la semi-victoire d'Ollanta Humala.

Nous sommes en automne et la soirée est douce même au milieu des Andes. Un temps idéal pour les joies de la rue. Cependant, voici quelques jours nous avons connu les pluies diluviennes que j'avais cru éviter en n'allant pas à Piura. Une fois de plus Tumbes, ville de cette région, a été largement inondée, mais Cajamarca aussi ! Laissons cependant les problèmes du climat pour le climat électoral, après ma « dégustation » d'un piètre poulet frites précédé cependant d'une soupe aux herbes dont il faudra que je demande la recette. Bref, l'heure des comptes réels a commencé après la tonne de sondages.

Tout le monde sait qu'il faudra un second tour, c'est-à-dire une nouvelle campagne électorale d'un mois, pour départager les deux premiers. Pour Humala la qualification est acquise avec 30%. Par contre, quel suspens entre Flores et Garcia pour le second tour ! Le peuple sera-t-il face à l'oligarchie ! Si Lourdes Flores est incontestablement la candidate de l'Opus Dei - ici comme au Chili l'Oeuvre de Dieu a ses entrées dans tous les cercles du pouvoir - que dire d'Ollanta Humala en ce petit matin du 12 avril ? Il a joué la carte populaire et rien de surprenant si à Cuba, Gramma, sous les auspices de Alonso del Prado vient d'en faire les éloges. Humala, s'il est élu, devrait compléter l'axe : Cuba-Venezuela-

Bolivie ! Cependant il dit clairement : « je ne suis ni de gauche ni de droite, je suis nationaliste ». Entre les deux tours, on peut penser qu'il va insister sur l'élément « ni de gauche » pour attirer les électeurs de droite vu que la seconde place risque de revenir à l'autre candidat de la fausse gauche, Alan Garcia.

Ici, à Cajamarca, le discours d'Ollanta passe très bien. Ce fils d'agriculteur veut faire de l'agriculture paysanne sa priorité et ce n'est pas du luxe quand on sait la misère des campagnes. Mais la région n'est pas seulement agricole. Elle possède encore une mine d'or où j'avais espéré descendre, mais je n'ai plus, l'âge et de toute façon les dirigeants ne rigolent pas avec la sécurité. Le discours anti-américain d'Humala réconforte beaucoup de citoyens péruviens qui souffrent de voir le pillage du pays par les compagnies US, et ici le pillage de leur mine et leur pétrole est spectaculaire.

Pour surprendre le lecteur, j'indique que j'ai moi-même entendu Humala préciser : « Je pense qu'il faut appuyer fermement le Protocole de Kyoto ». En Europe on croit souvent que les préoccupations écologiques n'ont pas encore fait des émules dans des pays pauvres plus soucieux de combattre la faim que la pollution. Or, ces deux politiques se complètent quand on cherche à renforcer les droits des humains. Je ne néglige pas l'anti-américanisme de la proposition puisque c'est un texte que les USA ont refusé de signer.

Dans cette élection, l'ancien président Alan Garcia est le troisième larron qui, au cours de la campagne, a pu refaire son retard. Au pouvoir de 1985 à 1990 ce chef de l'ancien parti l'APRA est d'une longévité exceptionnelle. Après la chute de Fujimori, il put revenir au Pérou (suite à un exil doré notamment en France, lieu où passa aussi Humala qui en 2002 étudia à la Sorbonne), se retrouva candidat battu au second tour par Toledo et le voici comme par miracle présent à nouveau au second tour ! Tout dépend donc à présent de l'évolution du discours d'Humala. Pour les dernières présidentielles équatoriennes (ici ce pays n'est pas loin), Lucio Gutiérrez, un ancien militaire comme Ollanta, avait défendu un discours à gauche pour gagner une place au premier tour, puis il abandonna ce discours afin de gagner les électeurs de droite pour gagner le second tour. Total, il fit une politique de gauche pendant trois mois puis s'aligna sur Bush !

Il serait injuste de s'en tenir à l'élection présidentielle car que peut faire un président s'il n'a pas la majorité au Congrès (en France vous diriez à l'Assemblée nationale). Or nous savons dès à présent qu'aucun président n'aura la majorité. A Cajamarca l'APRA aura deux députés, Alejandro Rebaso Martell et Doris Cabanillas ; Humala seulement un élu et ici une précision, un élu du Parti Nationaliste qu'il dirige, mais à la présidentielle il était le candidat d'un autre parti, l'UPP, un vieux parti centriste de l'ancien responsable péruvien de l'ONU Perez de Cuellar. Le parti de Lourdes Flores (UP) aurait aussi un député bien que son résultat soit minable dans la région. Dans ce Congrès on note l'élimination d'un petit parti (FIM) qui s'était distingué au moment de la chute de Fujimori. Par un miracle encore inexplicable son dirigeant Fernando Olivera se trouva en possession d'une cassette vidéo explosive qu'il put faire diffuser sur une chaîne télé, ce qui entraîna la chute de Montesinos puis de Fujimori.

Pour continuer de tordre le coup aux injustices évoquons aussi les « petits » candidats de la présidentielle. La gauche ordinaire a été ridiculisée (moins de 1% pour les petits partis atomisés avec des noms connus : Parti socialiste, Force démocratique, ou Nouvelle Gauche) par contre le candidat évangéliste Humberto Lay a pris une bonne option pour le prochain scrutin. Cette religion avait soutenu en 1990 Fujimori qui refusa de renvoyer l'ascenseur une fois au pouvoir. A présent, comme souvent en Amérique latine, les Evangélistes se présentent en temps que tels et Humberto Lay a pu capitaliser des soutiens jusqu'à frôler la barre des 5%.

Pour l'anecdote finale, vu les difficultés en France avec les étudiants, voici une histoire liée à ceux de Cajamarca. En février, la police obtint l'autorisation de pénétrer dans l'Université nationale, située assez loin de la ville, sur la route de Célendin. Les bâtiments ressemblent

étrangement aux cités scolaires construites en France au cours des années 60. J'ai eu le plaisir de pénétrer dans l'un d'eux, dont le second étage rassemble une bibliothèque plutôt archaïque mais comme toute bibliothèque dotée de trésors inestimables. Telle n'était pas la destination de la police. Comme nous sommes en campagne, le lieu est spacieux, si spacieux qu'il y a des jardins et dans les jardins du bâtiment des ingénieurs... les flics détruisirent un grand parterre de plants de fleurs (500). C'était du pavot ! La direction de l'université fut outrée par cette destruction de plantes ornementales et précisa : « Le nombre élevé de plants rencontrés s'explique par la propagation naturelle de semences ». La culture de la dite plante avait commencé 8 ans avant. Ainsi va la vie. Gianni Demai

### **1 mai 2006 nationalisation en Bolivie**

Depuis une semaine les militaires boliviens étaient consignés dans leurs casernes. Une rumeur circulait : c'est l'heure de la nationalisation. Le gouvernement démentait puis aujourd'hui Premier mai à 12h 30 c'est sur la champ pétrolifère de San Alberto qu'Evo Morales a signé le décret n°28701 qui nationalise de manière définitive les ressources en gaz et pétrole du pays. Ce n'est pas une nationalisation complète de l'exploitation : les compagnies ont 180 jours pour signer de nouveaux contrats conformes aux intérêts de la Bolivie. Une entreprise pétrolière nationalisée existe déjà la YPFB (un sigle dont on va beaucoup parler) et c'est par elle que devra passer toute la production. Elle contrôlera la commercialisation en Bolivie et les compagnies signataires de conventions d'exportation (Repsol se vantait de gagner 10 dollars en Bolivie quand elle y en investissait un). Une bataille d'enfer est engagée qui n'est pas la seule dans le pays. On peut supposer que la réaction sera féroce du côté des forces réactionnaires puissantes dans la région de Santa Cruz. L'intervention surprise des militaires prenant possession des puits de pétrole au moment de la signature du décret est un acte audacieux du président qui reprend ainsi un exemple péruvien de 1968, seul moyen pour négocier en position de force.

Du côté des USA, la révolte des immigrés continue de susciter inquiétudes parmi les autorités et espérances parmi le peuple. Cette journée du premier mai aura été pour le pays la première grève nationale. En effet, jamais les USA n'avaient connu d'appel à une grève nationale (le premier mai qui est né là-bas voici exactement 120 ans n'a jamais été férié). Les organisations syndicales refusèrent de se mouiller mais les travailleurs se mobilisèrent par centaines de milliers. Sans entrer dans les questions électorales quand on considère qu'entre démocrates et républicains la différence est mince, il faut tout de même savoir qu'en Novembre il va y avoir des élections au Congrès et le parti républicain se prépare à une défaite historique. La victoire démocrate ne sera pas le signe d'une victoire pour la lutte en faveur des droits des immigrés mais le bras de fer deviendra plus tendu. La loi qui devait poursuivre la politique de répression a été votée à la Chambre sans problème, au mois de décembre. Personne dans la classe politique n'imaginait ce qui se passe dans le pays. Depuis, la loi est bloquée au Sénat et le mouvement de révolte fait tâche d'huile. Il surprend par les méthodes pacifiques utilisées, par le dynamisme de la base relayée par les radios communautaires. Le test du Premier mai est totalement réussi et son écho dans toute l'Amérique latine amplifie les luttes locales.

jean-paul damaggio

### **Bolivie : de la nationalisation aux négociations**

Le lieu est splendide. Au point de rencontre de trois pays. Puerto Iguazu côté Argentine. Ciudad del Este côté Paraguay et Foz do Iguazu au Brésil. Voici deux ans, j'ai eu le plaisir d'y croiser Pepe Carvalho en route pour son tour du monde. Je m'en souviens à cause du repas avec côtes de porcs à la braise, haricots frits, papaye et arrosé du jus de lime que je découvrais, le fruit du limettier à la pulpe verte qu'on appelle « lima », variante de « limon » qui donne limonade en passant par citron (limon vient de l'arabe laymûn mot pris au persan limun). Splendide le lieu, car les immenses chutes d'eau sont là agrémentées par la verdure tropicale. Le rio Parana est la légende qu'il mérite (l'Amazone n'est pas seule).

Aujourd'hui, 4 mai, la température est de saison : un 8° à l'entrée de l'hiver, quoi de plus normal. Une fraîcheur qui ne change cependant pas les classiques costars-cravates des quatre présidents (sauf un qui garde le col ouvert). De toute façon, ils ne sont sortis devant l'Iguazu Grand Hotel que pour une photo de presse où main sur la main ils signifièrent leur fraternité. Ce palace de 5 étoiles est le plus cher de la ville, avec Casino à la clé, mais Lula, Morales, Kichner (cravate bleue impeccable) et Chavez n'y sont pas pour le plaisir du tourisme. Réunion d'urgence a décrété Lula après l'annonce de la nationalisation bolivienne le premier mai (au moment où Alters Echos sortait des presses avec un bel article de G. Delbreil sur la Bolivie). L'endroit, qui avait déjà accueilli les présidents d'Argentine et du Brésil six mois auparavant, paraissait le meilleur terrain neutre.

Comment ne pas observer l'étonnement d'observateurs qui pensaient que la nationalisation bolivienne mettrait en grande colère les USA ? Depuis longtemps les entreprises US se tiennent loin de Bolivie (sauf un brin pour Enron) si bien que la nationalisation a surtout concerné le Brésil (Petrobras), la France (Total) et l'Espagne (Repsol YPF). Par contre, sur la question de la coca Bush fait la guerre à Morales avec nos médias en appui qui aiment parler encore et encore du trafiquant de drogue Evo ! Le président le plus inquiet s'appelle Lula car Petrobras est « son » entreprise nationalisée qui importe de Bolivie la moitié de la consommation du pays en gaz. L'Argentine en importe cinq fois moins. Historiquement, Brésil et Argentine, les deux riches du sous-continent, qui reçoivent beaucoup d'immigrés du Pérou, ont du mal à s'entendre, et les USA jouent la carte de la division. Cette fois pourtant, face à la petite Bolivie, il faut un front uni. La réunion confirmera l'entente entre les quatre présidents ... sans rien régler ! Le point crucial, c'est-à-dire la fixation du prix à payer pour le gaz bolivien, a été renvoyé à des réunions bilatérales ... L'Argentine annonce qu'elle est prête à accepter 5 dollars d'augmentation pour 1000 m<sup>3</sup> mais côté brésilien on refuse de donner un centime de plus.

Et les multinationales, que disent-elles ? Exactement comme à la réunion de Puerto Iguazu : en public, tout le monde accepte la négociation décrétée par le gouvernement bolivien (sur 180 jours), mais, en même temps, Repsol tout particulièrement (25% de la production du gaz du pays), se prépare à défendre ses intérêts devant les instances internationales pour dénoncer l'illégalité de la mesure. C'est quoi les instances internationales ? Au Nicaragua les fonctionnaires découvrirent qu'un accord signé avec le FMI empêchait le gouvernement d'augmenter ses employés de plus de 9%. Les accords internationaux sont des prisons politiques pour les peuples.

De son côté, Total indique que seulement 1% de sa production est bolivienne et qu'elle passe en plus par Petrobras en conséquence on dort tranquille à la multinationale. Pour BP et Shell deux seconds rôles, silence.

Ceci étant, pourquoi tant de discussions suite à une nationalisation ? S'agit-il d'évaluer le montant des dédommagements ? Pas du tout, puisqu'il n'y a pas d'expropriation. Il s'agit de renégocier des contrats suivant une loi (3058) votée avant l'élection de Morales (malgré l'opposition populaire y compris de Morales) et jamais appliquée. Le décret de nationalisation consiste à donner une ultime délai aux entreprises pour se mettre en conformité avec la décision des députés : 50% des bénéfices doivent revenir à l'Etat bolivien qui espère ainsi une entrée de 750 millions de dollars tout neufs (pour le moment le chiffre tourne autour de 15%). Il y a cependant une nouveauté dans le décret : « Sont nationalisées les actions nécessaires pour que YPFB, l'entreprise nationale bolivienne) contrôle au minimum 50% + 1 des actions » de quelques entreprises dont Petrobras mais pas Repsol ou Total. Par achat d'actions ? Mystère. Aujourd'hui, après la décision bolivienne du premier mai, la balle est dans le camp des compagnies ... qui continuent en conséquence de tenir entre leurs mains le destin du gaz bolivien. D'ici six mois, que se sera-t-il passé en Bolivie ? Il y aura eu l'élection à l'Assemblée constituante que Morales espère gagner en juillet, grâce à cette annonce, qui peut devenir, à la date du Premier novembre, l'annonce d'un effet certain sur les ressources de l'Etat bolivien, ressources sans lesquelles Morales ne peut développer les politiques sociales qu'il a promises. Une fois encore, l'histoire se fait en marchant, une marche pour laquelle Hugo Chavez devient de

plus en plus indispensable : il semblerait que la négociation entreprise à partir du cas bolivien puisse faire avancer son projet d'immense gazoduc (10 000 km et 1 000 000 d'emplois) allant de Caracas à Buenos Aires. Petrobras, qui menace déjà la Bolivie de partir acheter du gaz au Venezuela, attend de son côté l'hypothétique réélection de Lula en octobre, juste avant l'expiration du délai fixé par Morales. Faute de contrat signé que peut-il se passer ? Hasta luego, jean-paul damaggio

### **3 mai 2006 Au Mexique, ils cultivent des fleurs**

Un étudiante chilienne à Mexico, voilà une fait banal pour débiter cette histoire banale. En ce 3 mai 2006, quand Valentina Palma se décide à prendre le métro direction Texcoco, ça n'a rien d'original : elle connaît bien la ligne qui conduit à l'aéroport de la capitale qu'elle utilise pour ses liens avec son pays. En quittant son appartement, elle s'est munie de sa caméra, et a suivi la ligne jusqu'à Pantitlan en direction de San Salvador Atenco.

Atenco ?

Au Mexique, dire « Atenco » c'est comme dire « Larzac » en France sauf qu'à 20 km d'une capitale, on ne peut pas supposer que des paysans empêchèrent l'installation d'un camp militaire. La lutte débuta dès l'annonce des expropriations pour la construction du nouvel aéroport, c'est à dire le 1 décembre 2001, et ne s'arrêta même pas le jour de la victoire, le 11 juin 2002. Puisqu'en effet victoire il y eut : le président Vicente Fox opta pour l'abandon du projet. Autant dire que la réussite de ces quelques paysans, ayant pu faire céder les multinationales les plus imposantes, révèle une organisation en béton du FPDT.

FPDT ?

El Fente del pueblo en defensa de la tierra engagea une lutte sur tous les plans sans laisser à l'adversaire plus de trois de jours de repos. Actions en direction de la justice, des hommes politiques, blocage de rues, émeutes. A un moment 3000 policiers furent mobilisés pour déloger les paysans. Les dirigeants furent arrêtés. Les révoltés prirent des otages qu'ils ne relâchèrent que contre la libération de leurs amis. Vicente Fox, le renard suivant son nom, comprit que face aux militants de Ignacio del Valle il fallait user d'un stratagème que Peter Handke analysa dans un essai brillant : la fatigue.

Ignacio del Valle ?

Aussi connu que le sous-commandant Marcos, ce paysan a vécu en prison, a subi des menaces de mort et même le découragement, surtout aujourd'hui, 3 mai 2006 au moment précis où Valentina quitte le métro pour emprunter le métro-train jusqu'à La Paz et de là, avec l'aide de collectivos, rejoindre enfin San Salvador Atenco. Valentina est étudiante en vidéo-documentaire aussi, quand elle apprit qu'à Atenco les forces de l'ordre avaient tué un enfant de 14 ans, elle se décida à suivre sa tendance naturelle : partir sur les lieux du drame pour pouvoir témoigner. D'autant qu'elle venait de vivre un premier mai mobilisateur avec le délégué zéro à l'écoute des étudiants et au cour des manifestations.

Le délégué zéro ?

Le Mexique se prépare à élire son président, un acte qui se produit tous les 6 ans avec chaque fois un nouveau candidat car le président n'est pas rééligible. En l'an 2000 le PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) perdait enfin le pouvoir après 70 ans de règne de parti unique, un règne de plus en plus éloigné des intérêts du peuple. Pour ne pas être absent de ce grand moment électoral les zapatistes auraient pu proposer la candidature du sub, mais la démarche zapatiste est opposée à toute entrée dans la mascarade politicienne. Toute élection étant devenue une lutte de personnes sur le marché électoral, les zapatistes proposèrent au mouvement social de profiter de l'occasion pour lancer « l'autre campagne



», celle qui pouvait fédérer les luttes sociales. Après 3 mois de réunions d'organisation (de septembre à décembre 2005), le délégué zéro (le sous-commandant n'a pas fait que changer de nom comme on le verra plus loin) est parti à l'écoute du pays. Depuis, les médias disent que partout où Marcos passe, il sème la révolte.

Marcos

?

Marcos était à Atenco peu avant les événements dramatiques qui viennent de se produire mais il n'est le déclencheur de rien car à Atenco comme ailleurs, les mobilisations sont bien antérieures à son passage. Pourtant le 3 mai, en décidant la plus vaste opération policière engagée depuis des années (la précédente date de la prise de l'université occupée pendant 6 mois), la question de « l'autre campagne » n'était pas absente des préoccupations gouvernementales. En faisant d'Atenco un point de fixation, il s'agissait de faire payer aux paysans de ce village l'enterrement de « l'autre campagne ». L'enjeu dépasse à présent la construction d'un aéroport. Il s'agit de la construction d'une révolution ! Ou « l'autre campagne » réussit à faire libérer les 200 prisonniers emportés par la police et sa gloire est assurée (jusqu'à présent elle était traitée de manière folklorique), ou la guerre sociale engagée est perdue, et Marcos sera obligé de se replier une fois de plus dans la forêt Lacandona.

200

prisonniers

?

L'intervention de la police fut d'une férocité exceptionnelle et Valentina Palma en est la preuve, non par ses films qui lui firent confisqués mais par ses cris . qu'elle pousse de Santiago du Chili. Quand elle arriva à Atenco vers huit heures du soir, elle commença par filmer l'organisation des gardes populaires que le FPDT mettait en place en prévision des luttes à venir. Puis, peu de temps après, toutes les cloches de la ville se mirent à sonner pour annoncer l'entrée en action de la police. Elle continua de filmer ici ou là avant de se protéger en se réfugiant dans la bibliothèque située face à l'église. Valentina ne pouvait imaginer la suite. La police entra partout captura tout le monde et après des coups sur tout le corps, la confiscation de son matériel, elle fut conduite en prison, un temps immensément long car sur tout le trajet ce furent viols, attouchements et coups divers. Le transfert des personnes dura de huit heures du matin à quatre heures du soir ! Après un court passage en prison, elle fut conduite à l'aéroport, où elle retrouva son compagnon et avec lui, elle fut expédiée au Chili. L'horrible répression lui laissa le goût d'une immense colère.

Colère

?

Ignacio del Valle ne sait plus ce qu'est la colère. Il ne plonge pas pour autant dans la résignation. Il tient seulement à avouer son impuissance. Son mouvement est décapité. Soit la peur cloître les paysans chez eux, soit ses amis sont en prison. Le 6 mai une assemblée générale des révoltés a eu lieu au siège du FPDT, sous l'œil attentif d'un grand mural représentant l'inoubliable Zapata. Après d'infinies discussions, un plan de contre-attaque a été élaboré. Mais que va-t-il donner ? La solidarité va-t-elle fonctionner ? La présence de Marcos est-elle un atout ou un handicap ? Pour les uns, il s'agit d'un atout et Marcos a déjà indiqué qu'il ne quittera pas les lieux tant que les prisonniers ne seront pas libérés. Pour d'autres, il s'agit d'un handicap car le pouvoir pouvait céder localement face au FPDT, mais il ne le peut plus face à « l'autre campagne » sauf à donner à tous les révoltés un bol d'oxygène.

L'oxygène

?

Pour la première fois depuis 5 ans Marcos a accepté de répondre aux questions d'un journaliste de La Jornada, son ami, Hermann Bellinghausen. La médiatisation d'Atenco ne peut pas être plus grande (au Mexique, car les

lutton sociales sont indignes du moindre article sérieux de politique internationale). Que dit le délégué zéro ? Qu'Atenco confirme des observations déjà faites partout sur la planète : hier les pouvoirs publièrent des journaux à leur botte, puis les journaux devinrent un pouvoir à eux seuls (le quatrième disait-on parfois) et à présent, les médias commandent les pouvoirs politiques. Conséquence : les médias n'ont plus à parler du réel, ils parlent de ce dont parlent les médias. Ils y perdent alors toute crédibilité et risquent de ne plus rien pouvoir.

Mais le journaliste insiste : « Vous, Marcos, ne cherchez-vous pas en premier lieu à occuper les médias ? » « Mais, comment pourrais-je vouloir occuper des médias fondamentalement opposés au combat que nous menons ? ». Alors le journaliste insiste : « Atenco est devenu une grande affaire médiatique ! ». Marcos précise : « J'ai vu TV Azteca, j'ai écouté la radio. Comme partout les médias mettent en avant la violence des paysans à laquelle les policiers auraient répliqués. Peut-être, dans certains cas, va-t-on considérer que la police a exagéré mais sur le fond, on veut faire croire que les premiers responsables, ce sont les paysans. S'ils se soumettaient à l'ordre ambiant, l'ordre serait sans problème ».

L'ordre ambiant ? Depuis le grand texte « oxymoron » les zapatistes démontrent les transformations profondes du système : c'est au nom du droit à manifester, du droit de vote, au nom de la liberté d'expression, de l'écologie, au nom de la démocratie et des droits de l'homme qu'on assassine le droit à manifester, le droit de vote, la liberté d'expression, l'équilibre de la nature, la démocratie et les droits de l'homme. Ce faisant, on peut répondre que le système continue d'être ce qu'il a toujours été. Non, car, pendant longtemps, le système a considéré que la liberté d'expression était dangereuse, le droit de vote un pouvoir donné aux ignorants etc. puis il a été obligé de lâcher des droits sociaux qui deviennent le prétexte pour en finir avec les droits sociaux ! On comprend mieux le rôle des médias, car il faut de forts moyens d'intoxication pour faire avaler de tels oxymores. L'ordre ambiant est le désordre organisé !

Organisé ? « L'autre campagne » se veut une organisation révolutionnaire nouvelle. D'abord le mot organisation. Pour les zapatistes pas question de se battre sans organisation. Quand on construit une armée, l'EZLN, le bavardage est limité. Quand on sort d'une stratégie militaire, il en faut encore plus réfléchir à l'organisation. En conséquence, toutes les forces sociales se sont rencontrées, pour des réunions dont l'ordre a été fixé par l'EZLN afin d'élaborer un comité, avec des adhérents, des directives etc. Rien de militaire puisque l'autonomie de chacun est respectée mais au nom de ce respect pas question de défendre n'importe quoi, n'importe où et n'importe quand. Les bureaucrates syndicaux pourraient noyauter le mouvement. Et, à Atenco, la condamnation des violences policières ne dispense pas de toute analyse critique de l'organisation de l'action de lutte. Marcos ne dit pas que le FPDT n'a pas été à la hauteur de ses responsabilités mais que le contexte présent oblige à revoir les formes de lutte. Ce qui ne signifie pas qu'il ait la réponse aux questions posées.

La réponse ? Le dimanche 7 : actions d'information et de collecte de fonds pour le soutien aux victimes. Le lundi 8 : blocage d'une avenue essentielle de Mexico. Le mardi 9 : diffusion nationale d'un tract à 500 000 exemplaires pour informer. Le mercredi 10 : achat massif des produits des marchands de fleurs d'Atenco. Le jeudi 11 (aujourd'hui) : blocage national des routes là où les membres de l'autre campagne le peuvent. Le vendredi 12 : journée nationale en faveur de la libération des prisonniers politiques avec décompte des disparus avec le même jour une grande marche à Mexico.

Le samedi 13 : nouvelle réunion du collectif d'action pour fixer les dates et moyens de la grève générale.

Libérer les prisonniers ?

Les médias ont plusieurs objectifs. Raconter des salades est le plus basique mais il n'est pas très nourrissant. Pour l'essentiel, il faut appuyer les révoltes qui conduisent vers des impasses. Les médias savent glorifier des révolutions orange, rose, bleu, verte et j'en passe. Ici au Mexique, avec le cas des zapatistes, les médias jouèrent sur toutes les cordes. Médiatiser le sous-commandant pour faire oublier les sans commandant. Echec. Ignorer le Chiapas pour parler de femmes assassinées à Ciudad Juarez. Echec. Théoriser le combat zapatiste dont l'aspect glorieux serait qu'il ne vise pas la prise du pouvoir. Des Atenco, le Mexique en connaît des dizaines et si aujourd'hui celui des cultivateurs de fleurs est médiatique c'est parce qu'il peut influencer le résultat de l'élection. Valentina a été le témoin d'un piège à plusieurs entrées (la municipalité de gauche a collaboré avec la droite pour réprimer les paysans). Le délégué zéro ne veut pas entrer dans l'un d'eux : laisser entendre que la riposte à la violence peut se faire les armes à la main. Les zapatistes ont déposé les armes et le délégué zéro indique même que si une « autre campagne » avait eu lieu en 1993 jamais l'EZLN n'aurait surgi militairement de la forêt. Alors qu'il propose de rejeter les riches du pays, une violence extrême envers les puissants, il pense que c'est possible par l'effet du nombre. Libérer les prisonniers n'est qu'une facette du plan révolutionnaire général. Et quand le journaliste lui demande comment il peut penser possible de faire vivre un pays sans l'appui de la grande finance, il répond par l'exemple du Chiapas : dans les fermes, dans les usines (rares cependant) l'auto-organisation du peuple a donné des résultats économiquement plus rentables et socialement plus humains. Les gens vivent mieux à tout point de vue. Et si la ville de Mexico, même si c'est une jungle, est différente de la forêt Lacandona, encore une fois, un autre type d'organisation, fondé sur la satisfaction des besoins premiers des êtres humains, y est totalement possible. Pour le moment, « l'autre campagne » est organisée dans tous les états du Mexique. Il s'agit d'un mouvement national en cours de constitution. Le soutien à ceux d'Atenco est une belle occasion « offerte » par Vicente Fox, pour tester l'état du réseau. Les coups reçus ne représentent rien de plus que ceux déjà reçus depuis des décennies. La qualité de la riposte est par contre du jamais vu. Les prochains jours risquent de transformer l'élection présidentielle en camp retranché. La droite dure du PAN pense ainsi arrêter la possible victoire de la gauche institutionnelle (celle qui a voté pour Monsanto et contre des droits favorables aux indigènes). « L'autre campagne » suit sa propre logique, son propre calendrier. Aujourd'hui, ils auront été des milliers à acheter les fleurs de la victoire. Car de toute façon le peuple aura le dernier mot.

## **11 mai 2006 Jean-Paul Damaggio Lettre ouverte à Alberto Fujimori**

Cher Alberto,

Les autorités chiliens viennent de te libérer au moment où ton ancien bras droit s'immiscé, de sa prison, dans la campagne pestilentielle du Pérou. Quelle belle coordination ! Pour ma part je t'écris de cette admirable place aux cocotiers de Piura où, sur la table voisine, des amis jouent aux échecs.

J'ai croisé avant hier l'homme à abattre, Ollanta Humala, le nationaliste de gauche qui s'est promené d'abord sur l'avenue Sanchez Cero avec, en grosses lettres sur son polo, « Amor por el Peru ». J'avais suivi le premier tour à Cajamarca mais avec l'approche de l'hiver j'ai préféré revenir dans cette ville toute acquise à l'adversaire d'Humala, le « social-démocrate » Alan Garcia. Voilà pourquoi l'incursion d'Ollanta dans le secteur, en cette fin de campagne m'est apparue courageuse. Bien sûr en approchant du quartier Los Algarobos quelques heurts se produisirent avec des défenseurs de l'APRA, au sujet de vulgaires affiches. Mais je te rassure, cher Alberto, c'est bien toi et ton complice Vladimiro qui étaient au cœur de toutes les conversations. Tout en écoutant le candidat à l'élection de dimanche au cours de son discours à La Union (après un agréable passage à Catacaos,

village que j'ai retrouvé avec plaisir), au milieu d'un peuple d'un millier de personnes je me disais : « Aucun pays ne peut échapper à son histoire ». Une yendance au fatalisme qui n'est pas dans mes habitudes mais il faut parfois se rendre à l'évidence.

En annonçant indirectement qu'Ollanta avait été mêlé à ton passé, sacré Alberto, Vladimiro Montesinos lança un coup de poignard dans le dos d'un candidat ayant contre lui toute la société politique du pays. Même Vargas Llosa, un des plus géniaux défenseurs du néo-libéralisme, qui, en son temps, dénonça en des termes féroces Alan Garcia, il le soutient aujourd'hui ! Mais Humala, ici même à Piura a annoncé qu'il avait les preuves d'une collusion entre toi, Alberto et le Alan qui se voit à nouveau aux affaires de son pays, affaires qu'il quitta en 1990 en fuyant jusqu'en France.

Laissons cependant les sujets personnels pour en arriver aux questions sociales. Ici, à Piura nous sommes à deux pas du champs pétrolifère essentiel du pays, Talara, ville sans le moindre charme, à deux pas de la mer et au cœur de l'histoire nationale. J'y étais en 1968 quand le général Alvarado décida de nationaliser l'entreprise américaine exploitante qui n'avait jamais versé un seul « sol » d'impôt. Et aujourd'hui, après la signature par le président sortant de l'accord avec les USA (il attend la ratification du Parlement) des voix de plus en plus nombreuses demandent que PetroPeru devienne une société d'économie mixte. Humala a averti clairement : pas de signature possible du Traité de Libre Commerce sans référendum ! Alan Garcia joue double jeu comme il en a l'habitude. Et Chavez met de l'huile sur le feu. Le président du Venezuela et Humala ont la même référence : Charles De Gaulle. En conséquence, dans ce pays nationaliste au possible, l'intervention de Chavez est présentée par Alan Garcia comme une insulte envers les Péruviens. De quoi t'amuser, Alberto, toi qui sais, oh combien !, les USA sont maîtres du pays depuis longtemps. Vladimiro n'était-il pas un agent de la CIA jusqu'à ce que la CIA le lâche à cause d'une vente d'armes secrètes aux FARC de Colombie !

Revenons à l'actualité et à cette visite d'Humala à Piura. J'avoue qu'il m'a étonné par sa franchise. A des questions sur le développement de mines dans la région il a reconnu qu'il ne pouvait répondre faute de bien connaître le dossier. Il savait bien sûr que l'entreprise nord-américaine Yanacocha, qui exploite la mine d'or sur le secteur Jaen-Cajamarca ne verse pas un centime d'impôt à l'Etat (décidément une habitude), mais comment articuler le développement économique qu'il propose au profit de tous, et la défense de l'environnement et des intérêts paysans ? Il pense que la décision appartient aux personnes concernées qui doivent se mettre autour d'un table pour dialoguer. N'es-tu pas surpris Alberto ? Tu penses qu'il s'agit d'une parole de candidat et qu'ensuite, l'élection acquise, la musique change ? Tu viens de reconnaître quelques manquements aux droits de l'homme sous ta présidence mais admet plus simplement que tu as été un voyou et, comme me le disait un Péruvien : « Beaucoup sont prêts à te réélire car tu as tant puisé dans les caisses de l'Etat que tu ne peux faire pire ». Tu vises la mairie de Lima pour, de là, bien observer le palais présidentiel qui est si proche. Tu penses qu'Alan Garcia va t'amnistier et que les Chiliens pourront alors te renvoyer sur le terrain de tes exploits. Finalement l'élection pestilentielle passe au second plan. C'est vrai le suspens est mince : Alan Garcia, avec 53%, et c'est le rêve d'une Amérique du Sud à gauche qui va s'évanouir. Après l'élection d'Uribe en Colombie que Toledo (ton tombeur, pauvre Alfredo) vient de féliciter comme il se doit, il y aura bien une petite victoire de la gauche au Mexique mais qu'en sera-t-il du Brésil ensuite ? Castro-Chavez-Morales vont être enfermés dans une boîte cernée et si en Novembre Daniel Ortega du Nicaragua vient à leur secours ce ne sera que pour pervertir leur morale sociale.

Tout en t'écrivant, j'écoute chanter Susana Baca. D'un quelconque appareil électronique sort son interprétation de « Valentin » accompagnée par l'immanquable cajon péruvien, une douceur infinie. Le ballet des moto-taxis, qui ont un coin de place comme quartier général, ne peut briser le charme. Dimanche soir, je noyerai mon chagrin en ingurgitant une Inca Kola, comme pour me rassurer sur la grandeur de ce pays et la misère de son avenir. Le peuple aura su crier son désarroi en balayant au premier tour la candidate de l'Opus Dei mais il n'a pas encore le moyen de le changer en révolution. Alors, toi Alberto,

tu restes prêt à assurer la relève. L'histoire de l'infamie a encore de beaux jours devant elle. Salutations irrespectueuses. Jean-Paul Damaggio\*

## **Les Amériques en Coupe du Monde de la misère**

Au Pérou, l'ancien président (1985-1990) Alan Garcia vient d'être réélu. Il a demandé pardon pour les fautes commises sous son premier mandat et le tour fut joué. Au second tour il avait contre lui Ollanta Humala et les résultats électoraux sont parlant : l'homme qui représentait la misère (il a fait ses meilleurs scores dans les montagnes) n'a pu détrôner celui qui s'appuie depuis longtemps sur la bourgeoisie de la côte avec cette fois, en prime, l'aide de toute la droite, Vargas Llosa compris. Pas d'angélisme : s'appuyer sur le peuple ne donne pas obligatoirement un brevet de bonne conduite.

Au Mexique, le délégué zéro (plus connu sous le nom de sous-commandant Marcos) parcourt le pays pour fédérer toutes les luttes issues de la base afin de préparer un rapport de force favorable aux miséreux au lendemain de la prochaine présidentielle du mois de juillet. Quelque soit le gagnant (et un candidat de gauche a ses chances) pas question de se laisser mener en bateau. Le peuple peut se lever !

Il s'est souvent levé en Bolivie ce qui fait qu'aujourd'hui le président Morales, en prévision de l'élection en juillet d'une assemblée constituante, conduit une politique à gauche : nationalisation des hydrocarbures, réforme agraire ...

Les plus choqués par la nationalisation des hydrocarbures, ce ne sont pas les USA mais le Brésil de Lula, et qui plus une entreprise ... nationalisée ! Il s'agit de Petrobras qui ne veut pas payer le prix fixé pour leur gaz par les Boliviens. Réduire le conflit aux Amériques et dans le Monde à un bras de fer entre USA-Europe-Japon et le reste du monde, c'est très réducteur et mal venu.

Mais ce tour d'horizon ne peut s'arrêter là quand on sait que les étudiants chiliens viennent de conduire une lutte victorieuse des plus phénoménales. Dans ce pays-modèle, la privatisation de l'éducation est un fait établi depuis longtemps et conforté par plusieurs gouvernements socialistes. Les étudiants ont dit non et le gouvernement se propose d'entreprendre une marche arrière.

Quant au petit Equateur, qui se distingue souvent par la vitalité de son mouvement indigène, les événements n'y sont pas en reste. Le président a fini par refuser toute signature de traité de libre commerce avec les USA (au Pérou le président a signé mais le parlement va-t-il ratifier ?). Ce pas à gauche ne signifie pas pour autant un dynamisme clair de la gauche politique qui ne sait trop qui présenter aux prochaines présidentielles.

Au Brésil par contre, c'est en octobre que Lula espère retrouver un nouveau mandat. Au même moment Daniel Ortega, le sandiniste chassé du pouvoir en 1990 espère lui aussi y revenir. Dans les deux cas la bataille va faire rage au sein de la gauche. Au Brésil la gauche authentique sera représenté par un nouveau parti le PSOL qui espère récupérer l'héritage du Parti des Travailleurs qui a plus servi les intérêts des riches que des pauvres. Au Nicaragua c'est Lewites, un transfuge des sandinistes qui voudrait aussi donner à l'histoire passé un renouveau que le FSLN a enterré au nom de la défense d'intérêts personnels.

L'année se terminera par la réélection d'Hugo Chavez au Venezuela, l'élection la moins incertaine qu'on connaisse dans la région. L'opposition ne sait d'ailleurs pas qui présenter ! Derrière toute cette agitation politique (voire politicienne) certains vont retenir les exploits des joueurs latinos en Allemagne. Si le Brésil gagnait la Coupe du Monde, Lula penserait sa réélection acquise (il le crut au moment de la nomination du nouveau pape quand ses efforts avaient mis en avant un Brésilien). Et la misère dans tout ça ? La pollution qui se répand partout ? En Uruguay le président de gauche a fini par accepter la construction d'une immense papeterie pour donner du travail aux habitants en échange de pollutions pharamineuses qui font peur à tous les paysans des environs. Partout des paysans sont en pointe dans les luttes pour tenter de sauver quelques droits, c'est-à-dire quelques rations alimentaires. Le rêve des villes comme source de bonheur à trois sous s'est évaporé sous l'effet calorifique du néolibéralisme. Alors que reste-t-il ?

## 26 juin Peuple, foot et Equateur

Pedro Obando, l'institut de El Juncal situé dans la vallée du Chota s'arrache les cheveux. Comment apporter aux enfants du village le savoir qu'ils attendent quand l'école est presque ruine et que la vie est toujours misère ? Parce que les habitants sont des paysans, ils ont au moins la chance de pouvoir manger à leur faim, mais s'ils tombent malade en dehors des heures autorisées (8h – 16h) ils devront attendre le retour des infirmières (et faire la queue pour que vienne leur tour). Les nombreux enfants forment plus de 50% de la population : 121 ont moins de 6 ans, 202 ont entre 6 et 12 ans, et 124 ont entre 12 et 18 ans. A l'école, ils sont 157 à vivre dans des conditions inhumaines mais depuis quelques années, les garçons vivent avec un nouvel espoir : marquer un but pour l'Equateur.

Oui, nous sommes en Equateur, dans le nord du pays, vers la Colombie. Bien après Otovalo, chère aux touristes, là où la façade de l'église a trois clochers, les trottoirs attendent leur heure et où les murs des maisons sont rarement crépis. Bien sûr les volcans servent d'horizon. Jusqu'au dernier moment tous les villageois de la vallée attendirent un miracle le dimanche 25 juin entre 10h et midi (heure locale) : la qualification de leur équipe qui jouait contre l'Angleterre. Encore les ravages du sport-opium ? Elles sont terribles les conséquences de la folie foot : parfois jusqu'à la guerre. Mais toute pièce à son revers et de plus l'opium servi aux les foules de France diffère de celui des foules équatoriennes. D'où le revers de la pièce ! Là-bas, le foot c'est aussi l'expression d'une lutte populaire, l'expression d'une dignité en marche, d'une volonté, celle de s'en sortir. Pour tomber dans l'autre opium, le nationalisme ?

Les Equatoriens, divisés par les disparités régionales, s'unirent dans la lutte contre le Pérou (une guerre en 1995 contre ce qu'ils appellent les poules, les Péruviens les désignant du nom de singes) et des deux côtés de la frontière on compta les morts. Ils s'unissent aujourd'hui autour de leurs héros populaires des terrains de foot au nom du même drapeau. Les tricolores, ce sont eux aussi. Des couleurs peintes sur le visage des joueurs.

Faut-il ridiculiser le nationalisme, ou les manipulations possibles du nationalisme ? Toute la réponse réside dans l'opinion que l'on se fait du peuple : si l'on prend les gens pour des imbéciles alors le nationalisme est l'instrument que les maîtres du monde utilisent comme le torero brandit le tissu du rouge devant le taureau ; si on découvre que qu'une partie du peuple a conscience des dites manipulations possibles, alors le nationalisme devient instrument d'émancipation car le peuple ne peut s'émanciper que collectivement, sa force venant surtout du nombre et non de l'argent ou des places occupées. Et quel autre collectif plus démocratique que la nation ? La famille (elle est de naissance) ou la tribu (elle enferme dans les traditions) ?

Agustin Delgado, affectueusement appelé Tin, est un des grands joueurs né à El Juncal (cinq ans de plus qu'Edison Mendez qu'on appelle « La lumière »). Il a créé une fondation pour venir en aide aux jeunes de sa vallée, fondation dont sa sœur Diana assure la direction. Elle n'est pas dupe pour deux sous : « Les autorités pensent à nous seulement tous les quatre ans, pendant la coupe du Monde, ils imaginent que nous sommes seulement foot alors que nous sommes des êtres humains comme les autres ». Qu'un gamin de là-bas veuille devenir un grand joueur, c'est parce que la fierté nationale devient la fierté populaire. Quand le « minable » Equateur entend le sélectionneur argentin dire que son équipe nationale est composée de « nigériens nationalisés », la fierté foot devient un élément de la lutte des classes. Et si l'Equateur avait pu battre l'Angleterre, tous les habitants de El Juncal y auraient vu une revanche sociale. Il faut savoir que cette zone est splendide ce qui veut dire propice à de riches cultures qui entraînent la présence de nombreux esclaves. Depuis leur libération et l'évolution de l'agriculture, ils délaissèrent la canne à sucre pour des cultures alimentaires : les merveilleux pépinos, les tomates, le piment, l'ail, et l'oignon indispensable au riz quotidien. Par contre, ils conservèrent leur musique dite : musique bomba. Elle n'est pas en vedette dans la discothèque « Zone

Zéro », l'unique du village, où un écran géant constitua l'un des lieux de rassemblement pour profiter collectivement du mondial.

Quand on voit la France vendue sur tous les marchés possibles, quand « ses » joueurs sont des mercenaires, la fierté nationale devient seulement l'audimat de TF1. Et le peuple del Juncal est loin !

Que la défaite soit intervenue en ce 25 juin, date de naissance de don Eloy Alfaro, ça redouble la tristesse des habitants ! Car le 25 juin, c'est la fête nationale de la laïcité en souvenir de ce président qui, en 1905, imposa l'école laïque pour tous les habitants du pays (après la création des Ecoles normales en 1901). Depuis 1989, le concept de laïcité est inscrit dans la Constitution comme une doctrine capable de fortifier la solidarité, la justice sociale et tout le système démocratique. En foot, c'est la mise en place d'une équipe capable de s'appuyer sur la diversité du pays alors qu'auparavant chaque clan régional voulait l'équipe « nationale » à sa botte. Seuls des entraîneurs étrangers, résistants aux pressions, peuvent encore aujourd'hui maintenir cette pluralité de joueurs. C'est dire que le pays est encore une nation en construction et qu'à ce titre, le nationalisme n'a rien à voir avec celui de la vieille Europe. Il en a tous les défauts mais en conserve une dimension démocratique.

La future élection présidentielle va pouvoir revenir à la Une de l'actualité. Chacun se souvenant que depuis longtemps aucun président élu n'arriva à finir son mandat. Alors l'élection reste une chose, la révolte une autre. Et l'immigration une dure réalité. Pour devenir grand joueur de foot au Mexique ? El Juncal attend encore son vrai terrain de foot. Certains ont les terrains et pas de champions. Là-bas ils ont les champions sans avoir de terrain. Ainsi va le monde. 26 juin 2006 Jean-Paul Damaggio

## **6-6-06 Pour Humala Ollanta : l'action concrète commence**

A Piura, dans le nord du Pérou, en ce 6-06-1006, les discussions dans la rue tournent autour d'une grève annoncée des élus du secteur de Huancabamba, la partie montagneuse de la région. Les travaux devant goudronner le tronçon de route entre Canchaque et Buenos Aires (pas celui d'Argentine) sont pour la cinquième fois reportés. La décision, tombée juste après le vote, ne fera pas les titres de la presse, une presse qui dans l'ensemble préfère se réjouir de la victoire de leur candidat Alan Garcia.

Le candidat largement en tête au premier tour, Ollanta Humala, est largement battu au second en faisant cependant des résultats spectaculaires dans 14 régions sur 24. Il est battu par l'électorat de Lima, Trujillo et Piura qui représente 47% de l'électorat total du pays. Il est battu par une union sans faille entre la droite et les bastions classiques de l'APRA, le vieux parti d'Alan Garcia qui a obtenu le soutien d'un de ses adversaires les plus durs, Mario Vargas Llosa. Cependant, avec 45 élus au Congrès, Ollanta Humala va pouvoir s'activer concrètement et se préparer de manière plus solide et plus claire pour les futures échéances.

Le second tour a été transformé par la presse en vote contre Chavez. La moindre déclaration du président vénézuélien a été martelée comme atteinte à la souveraineté nationale et, Ollanta Humala avait beau rappeler que la colonisation actuelle du pays était plus le fruit des politiques néo-libérales chères à Alan Garcia, qu'aux déclarations sans doute trop tapageuses de son soutien numéro 1, il eut du mal à contourner cet ultime piège des médias. D'autant que Montesinos, de sa prison, a volé au secours du même Alan Garcia, au moment où les autorités chiliennes libéraient Fujimori !

Dans un second tour qui aurait opposé Lourdes Flores, la candidate affichée de l'oligarchie, et Ollanta Humala, ce dernier aurait gagné. Mais, Alan Garcia ayant supplanté Lourdes Flores d'un cheveu, il a pu rogner sur une partie du vote de gauche et reprendre donc la direction de son pays, un pays plus divisé que jamais entre la montagne et la côte.

La leçon servira-t-elle la gauche latino-américaine ? Humala, par la nouveauté de sa présence, par les inquiétudes que soulevaient son parcours, laissait planer un doute sur la nature vraiment de gauche de son nationalisme. Des années dans l'opposition lui seront peut-être plus bénéfiques qu'une élection surprise qu'il risquait de mal gérer. Pour les leçons à tirer de l'épreuve, Hugo Chavez serait peut-être le plus concerné. Même si le scrutin ne s'est pas joué sur ses interventions (« si Alan Garcia est élu, le Venezuela rompra ses relations avec le Pérou »), elles contribuèrent à brouiller les cartes et à détourner l'attention des situations concrètes.

Pour comprendre l'importance de la question péruvienne aux yeux de Chavez, il faut se souvenir qu'en 1974, à Lima, le jeune militaire vénézuélien tomba en admiration devant le président d'alors, Velasco Alvarado qui lui confia une de ses erreurs : ne pas avoir su susciter, autour de son gouvernement, l'enthousiasme populaire, leçon qui marqua définitivement le jeune Hugo. En 1968, au moment où les militaires latino-américains tiraient sur leurs peuples, ceux du Pérou prenaient le pouvoir par un coup d'Etat, pour nationaliser le pétrole, et développer un nationalisme de gauche !

Malheureusement Chavez n'a pas lu les livres d'écoles qui forment les enfants péruviens depuis des lustres. Il aurait été surpris d'apprendre comment on y présente son autre référence : Simon Bolivar. Dans un tableau en 14 points qui compare San Martin et Bolivar, San Martin est le héros parfait et Bolivar le héros douteux. Simple exemple : « San Martin est simple, sincère, discipliné en tout. Bolivar est arrogant, vaniteux, exhibitionniste et aime le faste ».

Je m'éloigne, sans doute à tort, des problèmes de la route Canchaque Buenos-Aires, cette route où les habitants voudraient pouvoir faire circuler aisément leurs riches productions : le riz, la canne à sucre, le café, le maïs, les moutons, les citrons. Une route merveilleuse où, pour le moment, les camions circulent à 10 km à l'heure pour arriver à Huancabamba où les attendent les chamans et leurs lagunes miraculeuses. Pour aujourd'hui, ce sont plus exactement des gens en colère qui occupent les rues car l'eau, en guise de miracle, n'arrive plus dans la ville. Des tuyaux ont été détruits et pendant 5 jours l'eau se fit rare !

Certains penseront que pour préserver ce paradis, il faudrait lui éviter le goudron, or, pour le moment, à cause en partie du manque de communications, l'exil conduit les habitants de cette infinie verdure, vers le désert de Piura ! Des ONG allemandes ont installé des panneaux solaires pour faire fonctionner le téléphone mais tout ça ne suffit pas pour assurer une vie digne des temps présents.

Alan Garcia va-t-il concevoir enfin un projet de développement qui réussissent à inverser la tendance lourde qui porte les habitants vers la côte où des tonnes de problèmes se concentrent ? C'est impossible car les critères de rentabilité qui fonctionnent sur les bases du FMI et qui sont les siens, ont, des territoires, une vision sommaire : « Vive les plaines et mort aux montagnes ». Le mouvement social, les forces d'Humala qui viennent des montagnes devront sans doute approfondir leurs objectifs pour imposer un Pérou plus humain, plus juste et donc débarrassé des autorités qui le conduisent à l'asphyxie. Le résultat électoral indique que ce projet peut susciter beaucoup d'adhésions. Ne pouvant sortir des urnes, il a de l'avenir dans des luttes que parfois les Péruviens conduisirent à la victoire. Des luttes qui devraient se pencher sur l'état de leur télévision et de leur presse. La Republica est un quotidien de centre-gauche face au Comercio qui appuie les pouvoirs en place. Va-t-il saisir l'occasion pour s'ancrer davantage à gauche ? A suivre.

6 juin 2006 Jean-Paul Damaggio

## **Luttes sociales et électorales au Mexique : le tournant de juillet 2006**

Le 6 juillet, une date que des journalistes mexicains décidèrent de retenir comme nom de leur organisation : *canalseisdejulio*. Ce groupe vient d'ailleurs de diffuser un DVD sur les



événements d'Atenco, *Romper con el cerco*. Le 6 juillet 2006 va-t-il répéter le 6 juillet 1988 ?

Dans les rues d'Oaxaca les enseignants en lutte ont décidé d'une trêve jusqu'à la publication finale des résultats de l'élection présidentielle. Cependant les rythmes d'une chanson d'Uriel Montiel résonnent toujours dans les rues : **Oaxaca pour la liberté**. Elle est à la gloire de l'incroyable lutte engagée dans la région. Pour la quatrième mégamarche du 27 juin, 20 000 participants défendirent l'école en demandant la démission du gouverneur. Voici quelques paroles de la chanson : « Je suis écoeuré par la façon dont ils abusent de moi / dont ils maltraitent mon peuple et le font souffrir / je suis écoeuré par la disparition des enfants et des maîtres. ». Le « ils » c'est le pouvoir politique qui écrase l'école, celui régional du PRI et celui national du PAN. Des forces politiques qui prétendent qu'en période électorale, il est impossible de satisfaire des revendications sociales. Conséquence : à Oaxaca le syndicat sans donner des consignes électorales, a décidé d'appeler à sanctionner PRI et PAN.

Au soir des résultats Enrique Rueda Pacheco, le leader syndical, était satisfait : le PRI et le PAN n'avaient que 2 députés sur 11 ! La victoire du PRD (les 9 autres députés), obtenue par défaut, n'entraîna cependant aucunes félicitations envers ce parti dont des dirigeants combattent clairement le mouvement de lutte.

Le PRD était donné pour mort en 2000 quand le PAN réussissait pour la première fois à écarter le PRI de la présidence de la république. Pendant 70 ans, le Mexique fut le pays du parti unique, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), issu plus ou moins des révolutions qui traversèrent le pays de 1910 à 1920. Au début des années 70, après la considérable révolte de 1968, deux autres partis firent timidement leur apparition : le PAN (Parti d'Action Nationale) pour la droite, et sur la gauche le PRD (Parti de la Révolution Démocratique) qui sut rassembler divers petits groupes dont le PCM (le Parti communiste mexicain fut le premier PC à se créer dans le monde, et le premier à se dissoudre dans une organisation social-démocrate). Petit à petit le PAN récupéra l'appui des forces économiques et le PRD celui des dissidents du PRI.

Pour la présidentielle de l'an 2000 une partie de la gauche pensa : « plutôt le PAN que le maintien du PRI au pouvoir ». Le mode de scrutin (le candidat en tête au premier tour l'emporte), conçu pour un parti unique, provoqua le séisme. Vicente Fox, l'homme des USA, s'installa au pouvoir et les Mexicains découvrirent alors, d'une part qu'il pouvait y avoir pire que le PRI, et d'autre part que pour la ville de Mexico, l'élu PRD pouvait panser quelques plaies. Lopez Obrador, le maire en question, devint le « sauveur » du PRD.

Dans le cadre de l'élection de 2006 les deux favoris furent le PRD et PAN, les sondages étant régulièrement favorables à AMLO (initiales d'Andres Manuel Lopez Obrador). Dans cette élection terriblement disputée, les Mexicains découvrirent d'un côté les pressions phénoménales d'une droite radicalisée allant jusqu'à employer des méthodes passablement fascistes (le modèle Berlusconi n'est pas loin) et de l'autre, les pressions du courant radical en construction avec « l'autre campagne » qui rappela sans cesse le virage social-libéral du PRD. Ce parti s'est en effet distingué par un soutien aux OGM, un alignement sur les valeurs du FMI, un mépris envers les mouvements sociaux « archaïques » (même si AMLO a bénéficié du soutien de la manif la plus phénoménale du Mexique – 1 million de personnes - quand le pouvoir tenta de l'écarter de la course à la présidence à partir d'accusations mensongères). L'expérience des gouverneurs PRD n'est pas de nature à rassurer les gens de gauche (au Chiapas par exemple). Hugo Chavez se rangea du côté de AMLO contre le parti de Vicente Fox, le pilier de Bush aux Amériques ; un soutien beaucoup plus discret que dans l'élection péruvienne.

Que peut penser du résultat global Enrique Rueda Pacheco ? Si localement PRI et PAN furent sanctionnés, nationalement tout indique que l'éventuel succès du PRD va lui être confisqué. En 1988 la confiscation fut opérée par le PRI, aujourd'hui par son successeur. Si en l'an 2000, Vicente Fox gagna en sachant que la droite radicale avait été seulement un des atouts du succès. Aujourd'hui, face au candidat de gauche favori de l'élection, Felipe Calderon risque d'installer au pouvoir un clan qui va allier la mafia et le fascisme (le

groupe qui s'appelle *el Yunque* est le pivot de cette stratégie : il allie intégrisme religieux catholique et pratiques politiques anti-démocratiques). Mais comment expliquer qu'AMLO qui se présenta comme le candidat des pauvres et des humbles (80% de la population du pays) n'ait pas pu l'emporter largement ?

La classe moyenne s'est féroce­ment mobilisée tandis que les pauvres se sont largement abstenus pour diverses raisons. Certains ont même été sensibles à la peur suscitée par le PAN ( avec une aide sans faille des médias télé­ les plus diffusés) à partir de luttes comme celles des enseignants d'Oaxaca ou des paysans d'Atenco. Les animateurs de « l'autre campagne », conduite à travers le Mexique par le délégué Zéro (le sous commandant Marcos), devront s'interroger sur leurs capacités à résister face au nouveau rouleau compresseur. Marcos a déclaré, après les événements d'Atenco (le 3 et 4 mai dans la banlieue de Mexico), qu'il ne quitterait la capitale qu'avec la libération de tous les détenus politiques. Or, même si l'incarcération des dirigeants paysans est injuste, le puissance du mouvement de solidarité n'a pas pu les libérer et le nouveau pouvoir va sans doute maintenir dans les quartiers de haute sécurité, Ignacio del Valle, le leader paysan qui en 2001-2002 bloqua le projet de méga-aéroport à Mexico, et qui le 4 mai 2006 est tombé après une ignoble provocation médiatico-policière. Pour sept fleuristes interdits de marché, les militants du FPDT (Front du Peuple pour la défense de la Terre) sont intervenus en soutien, la police a riposté mais a été dépassée. Des caméras purent filmer des révoltés frappant un policier, images passées en boucle à la télé pour susciter la colère et ce résultat : 3500 policiers s'attaquèrent ensuite sauvagement à 300 civils (un enfant fut tué par balle). Il s'agissait de viser des soutiens de « l'autre campagne » pour radicaliser la situation. A présent, soit le gauche révolutionnaire gagne par la lutte et elle prouvera qu'elle est plus forte que les tenants de la démocratie électorale, soit elle échoue et alors la division risque de s'accroître au sein de la gauche mexicaine. Dans *La Jornada*, Elena Poniatowska, qui pendant longtemps a soutenu les zapatistes, montre déjà du doigt l'irresponsabilité de « l'autre campagne ». Comment le sous-commandant Marcos qui s'est « enfermé » lui-même dans une maison de Mexico va-t-il sortir de l'ornière ? Le tournant de juillet 2006 risque d'être crucial dans l'histoire de toute l'Amérique latine. Les prochains jours sont de la plus haute importance par rapport aux prochaines échéances électorales de la région dont la présidentielle brésilienne d'octobre. 6 juillet 2006  
Jean-Paul Damaggio

## **19 août 2006 De l'eau dans le gaz de Bolivie**

Ce paysan acharné, décidé et infatigable, fit la *Une* des gazettes du monde début décembre 2005. Il était devenu président de la République en sachant que l'heure du repos n'avait pas sonné, d'autant qu'il avait l'intention de réaliser son programme en trois points : une nouvelle assemblée constituante, une nationalisation du gaz et une réforme agraire (dans cet ordre car toute action a besoin d'ordre). L'Assemblée est en place depuis le 6 août, la réforme agraire suit son cours, mais la nationalisation des hydrocarbures... Par un texte très bref, j'avais, le premier mai 2006, annoncé la décision de nationaliser, mais de la décision à la réalisation ...

« Avec le pétrole en arrière-fond, comme grand protagoniste de la division internationale du travail, du monde du capital qui est celui qui détermine d'ailleurs cette crise, nos souffrances, nos immaturités, nos faiblesses, et en même temps les conditions d'assujettissement de notre bourgeoisie, de notre néo-capitalisme présomptueux ». C'est Pasolini parlant de la toile de fond de son dernier roman ... **Pétrole**. Déjà, en 1974 !

En nationalisant, Evo Morales et son gouvernement n'avait pas la sensation d'aller à l'aventure, d'abord parce que c'est la troisième nationalisation dans le pays, qu'il y avait déjà une petite entreprise publique à disposition, YPFB, que la privatisation précédente avait laissé 49% des actions à l'Etat bolivien (sans en lui laisser la gestion) et que les amis de la PDVSA vénézuélienne étaient aussitôt accourus en renfort. D'ailleurs, Hugo Chavez

en personne fit le voyage à Ciudad del Este pour arrondir les angles avec Lula et Kirchner. Quels angles ?

La nationalisation touchait surtout l'entreprise nationale brésilienne **Petrobras** et l'entreprise argentino-espagnole **Repsol** (à un petit degré **Total**, qui se pliera aux décisions de **Petrobras**). Le lecteur naïf peut penser qu'entre latinos tout allait couler de source d'autant que la Bolivie souhaitait seulement accéder à 51% du capital des entreprises, et augmenter le gaz à un tarif plus correct que le pillage organisé depuis des années. Or, c'est de l'eau qui coule dans le gaz : **Petrobras** ne veut rien entendre ! L'entreprise l'a annoncé dès le départ et confirme depuis : cette nationalisation est inacceptable ! Aujourd'hui, 18 août, les négociations sont rompues, et côté brésilien, le gouverneur de Mato Grosso craint des coupures en représailles.

La tension monte à La Paz où, qui plus est, les enseignants entame une grève dure pour demander des augmentations de salaire. **Andrés Solís** le courageux ministre des hydrocarbures va-t-il être censuré et obligé de démissionner par le Sénat ? L'acharné et infatigable Evo, depuis qu'il a mis un pied dans la lutte, n'a cessé de surprendre autour de lui. Dix fois, il a été considéré mort, dix fois il est revenu au premier plan, jusqu'à cette élection historique avec 55% des voix dès le premier tour. En recoupant les résultats de juillet de tous les instituts de sondages, il est sans contexte possible le président le plus aimé de toutes les Amériques (loin devant Bush bien sûr). Il a trouvé l'instrument de la contre-attaque hors des Amériques ... en Norvège !

C'est sûr les Brésiliens l'emporte pour le moment, ils retardent la nationalisation, interviennent comme chez eux dans les affaires intérieures du pays (mieux que ne pourrait le faire les USA) et réussissent même à passer pour des martyrs ! **Petrobras** a beaucoup investi en Bolivie, c'est vrai, mais sans retour en termes de bénéfices ? A qui peuvent-ils le faire croire quand tous les pays producteurs d'hydrocarbures ne savent plus combien de millions de dollars leur tombent sur la tête ? La Norvège est le troisième plus grand bénéficiaire de la montée du prix du baril, après l'Arabie Saoudite et la Russie et le gouvernement sait très exactement le chiffre des bénéfices de ses deux entreprises nationales **Statoil** et **Norsk Hydro**.

**Erik Solheim** le ministre norvégien en charge du dossier est actuellement en Bolivie pour fixer la forme de l'aide à apporter, une aide qui n'est pas que technique. Ce pays a mis en place une structure pour aider les petits pays qui veulent contrôler la corruption, et calculer les taxes pétrolières (la négociation avec **Petrobras** semble achopper sur les chiffres quand on compare le montant des bénéfices affiché l'an dernier et l'étrange baisse de cette année). Elle travaille déjà dans 16 pays d'Afrique et d'Asie et va pour la première fois mettre les pieds en Amérique latine. Son intervention est devenue urgente car contrairement à ce qu'espérait Morales, **Petrobras** a mis en œuvre un énorme plan de déstabilisation. Si Hugo Chavez se montre généreux en fourniture d'asphalte (1600 tonnes pour être précis), **PDVSA**, son entreprise pétrolière, a tendance à se faire oublier. Pour ne pas faire de l'ombre à l'ami Lula en instance de réélection ?

Quel plan de déstabilisation ? Les investissements de capitaux internationaux tombent de 600 à 100 millions de dollars or, dans le type de nationalisation choisi, les capitaux privés étaient toujours inclus comme partenaires (avec **Repsol** l'accord est en bonne voie !). Les petites entreprises sous-traitantes boliviennes qui travaillent donc avec **Petrobras**, sont invitées, par cette entreprise, à chercher du travail ailleurs. Or Evo, plus acharné que jamais, a démontré, preuve à l'appui, que **Petrobras** se propose de financer une campagne de presse pendant 75 jours à la gloire des transnationales (75 jours c'est le délai qu'il reste aux entreprises pour conclure les négociations ou partir de Bolivie). Alors, bouquet final, l'entreprise brésilienne dénonce la corruption qui domine dans l'entreprise

bolivienne (quand on sait les scandales de corruption qui ont été révélés au Brésil et qui doivent, comme partout, être la partie visible de l'iceberg !).

L'iceberg, les Norvégiens connaissent, mais, quand *le Wall Street Journal* rend compte des problèmes boliviens, avec une certaine courtoisie, le quotidien prend soin d'oublier les capacités nordiques (peu connues en Europe aussi, il est vrai). Pour mieux laisser entendre que la nationalisation à La Paz c'est fini ? Mais Evo continue sur le fil du rasoir, entre ceux qui veulent garder la privatisation, et ceux qui veulent une nationalisation plus radicale. Sa peau d'Indien en a vu d'autres et les neiges de l'Altiplano risquent de plaire aux Norvégiens... Jean-Paul Damaggio

**Sources** : Bolpress, La Razon, Econoticias, El Tiempo, Wall Street Journal

### **Oaxaca, Lula, Ortega et ... Bové**

Oui Oaxaca est tombé au moment où Lula gagnait ! Il me semble possible d'analyser d'abord, pour ce que j'en connais, les résultats des élections brésiliennes et surtout ceux du PSOL, le parti de l'alternative à la gauche de Lula.

Rémy a clairement pointé un problème crucial, le conservatisme religieux de sa candidate Helena Heloisa.

Il y a d'autres questions et aujourd'hui la plus naturelle est celle de la position pour le second tour.

Dès le soir du premier tour, la candidate du PSOL a annoncé que les deux candidats en lice, c'était blanc bonnet et bonnet blanc (même si en portugais la formule n'est pas la même). D'autres membres du PSOL (Plinio) furent scandalisés par cette prise de position. Le Franco-brésilien Michael Lowy qui a soutenu le PSOL a appelé à voter Lula au second tour. Cette division secoue un parti affaibli par les résultats et le succès de Lula au second tour ne fera que l'aggraver. Je maintiens qu'entre la position « Arlette Laguiller » et celle de « Marie-George Buffet » il est impératif d'inventer autre chose sous peine de perdre deux fois.

Si pour une première candidature 6% c'est pas mal, il faut se souvenir (voir le site internet de Heloisa) qu'elle se battait pour être au second tour avec ce slogan (Heloisa, la mieux placée pour battre Lula au second tour) et que les sondages lui donnaient tous entre 10 et 15%. Remy avait noté qu'après ses déclarations anti-IVG la baisse avait été sensible sans pouvoir établir un lien de cause à effet. Ce qui est sûr c'est que les résultats réels ramenèrent l'opération à de plus minimes ambitions.

Après la présidentielle que dire des législatives que les médias passent à la trappe dans leur perpétuelle campagne contre la démocratie ? Comme pour la présidentielle, le PSOL peut se réjouir, avec la réélection de trois de ses députés : Luciana Genro, Ivan Valiente, Chico Alentar, et peut s'inquiéter de la baisse d'influence que cela représente (perte de 4 députés). Pour le poste de gouverneur, là où le PSOL était présent il tourna autour de 2% (4% dans le district fédéral). Bref le PSOL ne dépassant pas le 5% en tant que parti, il n'aura pas accès à la télévision et au financement.

Ces résultats sont d'autant plus décevants, à mes yeux, que les candidats de la gauche du PT subirent une déroute et que Lula est devenu un candidat au-dessus des partis. Son succès attendu dans le Nordeste s'est vérifié : un succès fondé sur une aide financière de l'Etat aux plus pauvres (1 dollar par jour à des millions de familles) et non sur une conscience politique.

Le politologue Heinz Dieterich, penseur du socialisme du XXIème siècle cher à Chavez, et faisant un bilan récent de la gauche latino-américaine, ne parle plus de poussée à Gauche dans la région. Comme Chavez, il était favorable à Lula, et il s'inquiète du raté du premier tour au Brésil, de l'échec du Venezuela aux Nations Unies, de la vente finalement refusée d'avions espagnols à Caracas, de la situation bolivienne (le PSOL n'a pas osé prendre parti pour Evo Morales contre Lula dans l'affaire du pétrole, affaire que l'on prétend conclue aujourd'hui-j'y reviendrai), des fraudes en Equateur et au Pérou, de l'échec politique

considérable de la CONAIE en Equateur (2%), de l'absence de réflexion stratégique à Cuba pour remplacer Castro, du rapprochement entre l'Uruguay et le capitalisme nord-américain, de la persistante hégémonie des moyens de communication de masse malgré Telesur, de la pénétration militaire nord-américaine toujours plus importante en Amérique latine, bref autant de signes qui ne sont pas de nature à indiquer un affaiblissement des USA dans la région.

Il ne parle du cas d'Ortega au Nicaragua (soutenu lui aussi par Chavez et ses amis). La loi contre toute interruption de grossesse vient finalement d'être votée le 26 octobre avec l'appui de 28 députés FSLN sur 52. C'est une MONSTRUOSITE passée sous silence. On peut noter que 24 députés FSLN n'ont pas voulu se rallier à ce vote malgré les ordres donnés par Rosario Murillo chef de la campagne d'Ortega et qui n'est autre que son épouse, et le président du groupe FSLN à l'Assemblée René Nunez. Et ensuite on va continuer de nous expliquer qu'Ortega est de gauche (voir François Houtart sur la question).

Peut-on pour la France tirer quelques leçons ? N'est-il pas plus utile de se pencher sur les tristes suites de la victoire de la « gauche » en Italie ? La question de la lucidité me paraîtra toujours première dans la réflexion politique. Elle suppose parfois un peu de recul par rapport aux réalités françaises. Mais l'envoi, par Philippe Zarifian du petit mot du Monde sur Bové m'oblige à y revenir. Même s'il n'est pas signé, il est l'œuvre de Sylvia Zappi et de sa stratégie pour l'autre « gauche » que le PS (dans le journal c'est sa copine Isabelle en charge du dossier PS), que j'ai analysée depuis plusieurs mois. A ce jour, elle perd sur toutes les lignes : elle a tout fait pour que Bové soit le candidat des Verts, c'est perdu. Elle a tout fait pour que Christiane Taubira soit la candidate du PRG, c'est perdu. Elle a tout fait pour que Bové soit le candidat de l'alternative unitaire, c'est perdu (je ne crois pas m'avancer en disant cela). Faut-il après ça accorder une importance à ses informations ? Oui, en tant qu'instrument de désinformation. Pour des Alternatifs et des tas de gens, la question de la candidature Bové n'a jamais été celle de ses amis, qui en effet ne m'inspirent aucune confiance (on pouvait y ajouter M-G Buffet il y a encore quelques mois), mais celle du mouvement populaire que la candidature pouvait susciter jusqu'à balayer enfin des appareils en place ! Il est sûr que toute lecture de la réalité politique à travers le Monde, c'est oublier ou même tuer, la politique. Pour le dire autrement : ce n'est pas parce que le Monde fait la guerre au président du PRG que ce dernier me devient sympathique ; ce n'est pas parce que Le Monde se déclare l'ami de Bové, que ce dernier me devient antipathique. Le Monde peut en toute cohérence soutenir Sarkozy, Royal, Taubira et Bové. Il ne peut cependant en rien produire de l'information sérieuse sur de tels sujets ! Il s'agit uniquement d'infos insidieuses pour assurer son rôle : les abus de pouvoir (certains ont peut-être noté la péripétie sur le supposé virage anti-nucléaire du PCF dont le journal n'a jamais publié les démentis). Amicalement Jean-Paul Damaggio

Mes adieux aux fourbes et aux tueurs des Amériques

**Voici une tentative pour réfléchir aux problèmes soulevés par votre phrase. J'y fais un effort, souvent hésitant sur le fond, d'éclaircissement sur ce que je pourrais moi-même en penser après "toutes ces années" d'un militantisme plus ou moins actif...**

*"...quand les électeurs doivent répondre à des questions politiques et non au choix d'hommes politiques, ils votent beaucoup plus à gauche ! La démocratie représentative serait un leurre ?"*

C'est une question qui semble cacher un mystère, ou désigner un espace difficile à discerner. Une hirondelle ne faisant pas le printemps, un exemple ne fait pas

obligatoirement autorité. Quels exemples pourraient confirmer l'intuition, en France : sous De Gaulle, on pourrait croire en avoir trouvés avec le référendum à propos de l'indépendance de l'Algérie, mais il n'est pas probant. La grande majorité de la population en avait assez de cette guerre. Les raisons en étaient multiples, mais elles convergeaient toutes vers un sentiment unique : la guerre dérangeait. Elle dérangeait la conscience des uns et la quiétude des autres, ici les principes, là les peurs... mais je ne crois pas qu'on pourrait en tirer des conclusions politiques sur le niveau de conscience du prolétariat et encore moins des populations prises en général. Justement...à propos de général la majorité allait voter pour De Gaulle et même avait adopté le principe de l'élection du Président de la république au suffrage universel. 1968 va sans doute apporter un ton nouveau à ce qui va suivre, je ne vois pas qu'on puisse en dire beaucoup plus en ce qui concerne le jeu politique proprement dit.

En 1969 la majorité en votant non au référendum sur la réforme du Sénat, chasse le Général, en toute connaissance de cause. Ici la proposition serait renversée, ou semblerait l'être, quand, quelques mois plus tard, l'abstention massive laisse passer Pompidou dans l'élection blanc-bonnet-blanc contre Poher...aucune preuve tangible du leurre. Les candidats des gauches était inexistant, animateurs d'une campagne aberrante. À croire qu'ils l'avaient cherché ! Et, me semble-t-il, les exemples vont ainsi en s'égrenant cahin-caha, tantôt dans un sens tantôt dans l'autre. Mitterrand est élu par exemple, il était impossible, dans le cadre d'une présidentielle, d'élire plus à gauche. Et on s'apercevra, mais un peu tard, qu'on ne pouvait pas non plus voter plus à droite que ça (LePen excepté..et encore faudrait-il bien décortiquer sans trembler l'attitude du Président), une sorte de Doge radical-socialiste aux fréquentations troubles, qui enterra systématiquement son programme...je ne vais pas faire la liste douloureuse des reniements...

Chat échaudé donc... Maastricht ce fut juste, mais enfin c'était oui... (à 51% : tout à fait personnellement et sans l'ombre d'une preuve, je subodorerais une manipulation des votes...pure intuition, un peu comme l'assassinat fort à propos de Bousquet). Aujourd'hui nous avons l'échéance du 29 mai. Admettons que le NON soit majoritaire, largement, cela semblerait aller dans le sens que vous dites. Si c'est OUI, il sera difficile de se prononcer sur le sens à donner au oui, aux abstentions...

Ce que je crois discerner, mais je reste prudent, est que l'affaire dont vous parlez est en soi de nature très différente que toutes celles auxquelles nous sommes confrontés dans nos "démocraties". Il s'agirait, dans le cas de l'Uruguay, d'une question immédiatement vitale, il ne peut y avoir d'alternative pour un peuple qui verrait la source même de la vie menacée par des intérêts privés. La Bolivie confirmerait, et de quelle manière, que la riposte est non seulement possible, mais qu'elle puise dans les capacités d'un peuple de définir, dans la limite de sa force de frappe, une stratégie efficace. Mais Chavez semble apporter de l'eau à votre moulin, encore que dans son cas on ne pouvait pas voter plus à gauche non plus, c'est lui qui dérive, c'est lui qui s'éloigne : qui entraînera-t-il après avoir rompu les amarres ? Combien le suivront? Mais nous n'avons plus de preuves similaires en France depuis...la Commune. Ce qui me viendrait à l'esprit, dans cette déambulation historique plus ou moins hésitante, serait de vouloir creuser la définition du concept de *démocratie représentative*. La République est l'expression la plus achevée de la "*représentation*" électorale à l'échelle d'une Nation, à condition d'y ajouter le suffrage universel. Se faire représenter équivaut à déléguer ses pouvoirs, tout le monde en convient. Mais alors se pose très brutalement la question : QUELS POUVOIRS AVONS-NOUS ? De quelle nature sont-ils, quand exerce-t-on réellement ce qu'on peut appeler un "pouvoir" ? *Pouvoir de*. Pouvoir de rien ou presque ? C'est du *ressenti*, comme dirait le Baron. Quel est le sens de déléguer à la *représentation nationale* (je trouve tortueuse cette métaphore) un RIEN ? Concrètement il s'agit de laisser entre les mains de nos députés, représentants mandatés sur leur **propre**

**programme**, la liberté d'exercer ce qui est devenu **leur métier**, affaire de spécialistes, profession qui obéit à ses rites, ses règles, ses mouvements obscurs propulsés sur des lignes de force qu'on appelle "réseaux" ou "carnet d'adresse" ou "clubs" etc... Ils nous ont *exposé leur programme* entend-t-on dire, à vous d'en faire l'analyse, vous êtes assez mûrs pour en juger. Les moralistes préposés au nettoyage des écuries d'Augias sont bien payés, en général. Ils s'appellent BHL, Gluksmann, et même July ou Gisbert enfin que du beau monde qui dort dans de beaux draps. Mais la réalité de nos pouvoirs, où se situe-t-elle ? Nous aspirons à changer le monde ? Qu'est-ce à dire, et nous devinons le labyrinthe dans lequel nous entrons en posant cette question. Qui formulerait le plus clairement et au mieux des intérêts de l'humanité, les revendications qui nous diraient les moyens à employer, leur nature, leur puissance ? Je ne vois personne dans les partis constitués, qui ressembleraient plutôt à des momies. J'ai pu me rendre compte, dans ma vie militante, que dans tous les cas apparaissait la même dérive : fermeture sur les principes, myopie sur la réalité profonde de l'organisation. En l'occurrence les "principes" - qui demandent aussi qu'on puisse les reconsidérer avant qu'ils ne deviennent obsolètes - auraient d'avantage servi à dissimuler qu'à éclairer. Disant cela je ne crois pas avoir regardé encore d'assez près. J'abordais la question des délégations de pouvoir du point de vue du vote, d'un vote à bulletin secret, qui se trame dans un isolement, au milieu des âmes et consciences individuelles ; chacun d'entre nous, pris à part, écarté du groupe. Citoyen de la Nation, homme en général, et décideur particulier attaché à confier un mandat pour qu'il devienne un *représentant de...la Nation*, Nous sommes censés être la Nation, je suis porteur d'une fraction nationale . Moi le voteur. Lui le porteur, le décideur, l'homme de métier. Lui, après la magie électorale, concentre désormais dans sa personne, une fraction importante de la Nation. Nous, sommes renvoyés à notre condition de particule nationale. Nous avons délégué, nous devrions surveiller, mais nous n'en n'avons ni le temps ni vraiment les moyens... qui supposent d'avoir du temps. Concrètement le porteur de la représentation nationale avait donc un programme qu'il a lui-même exposé, plus ou moins détaillé, il a été plus ou moins compris sur ce sujet - question de temps toujours - mais il a surtout des SLOGANS. Une représentation qui s'appuie sur des slogans est comparable, dans son essence, à un produit vendu sous pression publicitaire. Un électeur qui vote pour élire *son député* est un "votant", comme acheteur ; non qu'il le soit par vocation, mais par la force de la chose politique professionnalisée.

Et c'est probablement là qu'il réagit, enfin c'est ce que je crois deviner. Nous n'acceptons pas cette condition de voteur (le néologisme est aussi laid que la fonction) et nous n'avons désormais plus que deux ou trois solutions à notre disposition :

- voter *contre* ce système en brouillant le jeu du mieux possible - là je ne veux pas parler du vote d'extrême droite qui, à quelques exceptions près, rassemble tout ce qui est profondément pourri dans le royaume républicain - j'explique ainsi les fluctuations des voix apportées à *l'extrême* gauche, par exemple, dans les élections législatives. Autre exemple, un Non au référendum en dirait plus long qu'il n'y paraît : rejet qui dépasserait les *représentants* du système pour repousser le système lui-même. Mais dans la confusion... dans le brouillard de ses propres intentions malgré tout, toujours le temps qui manque.

- Voter *selon ses convictions* en suivant la trace. Tenter de rappeler à l'ordre le député défaillant, rassembler toute sa puissance imprécatoire, militer "au-sein-même" : épuisant, sans grand rapport effort-résultats. Usant par conséquent dans la plupart des cas...

- *S'abstenir* ! s'absenter légalement parlant. Boudier, ronchonner, s'en foutre, en rire, punir, se désintéresser, oublier, de tout un peu... à moins d'en profiter pour préparer "autre chose", mais qui sait ce que sera autre chose demain ?

Mais il nous reste l'exemple bolivien, l'espoir et la preuve, que rien n'est jamais perdu. Enfoui seulement, difficile à déterrer, mais le sens commun est là qui peut apporter des

réponses pratiques et réveiller l'esprit critique. Dans nos *démocraties*, ce sont les jeunes qui accèdent le plus rapidement à l'essentiel. Jeunesse, flamme de la révolution prolétarienne, métaphore toujours vivante. Nous ne sommes des *voteurs* qu'accidentellement, selon un rite bien établi. Mais nous sommes les dépossédés de la terre permanents, c'est ce qui nous uni, qu'on le sache ou pas, qu'on l'accepte ou non, c'est sur nous, en tant que classe, que retomberont les effets d'une exploitation de plus en plus avide et agressive de la force de travail. Sous cet angle nous sommes forcément solidaires ! Dès lors la seule vraie représentation élective est de la nature des *Conseils ouvriers* - ici, loin de moi l'idée d'appliquer un "modèle" normatif - alors que l'élu reste en permanence sous le contrôle de ses mandants, sachant qu'il peut être révoqué à tout instant, pour reprendre la formule consacrée. Mais sans en consacrer le sens au premier degré, "*à tout instant*" ne voulant pas dire n'importe comment, c'est facile à dire, je le pressens... Mais, quand même, mieux vaut le dire. Comme il faudrait revenir avec la même obstination sur cette vérité fondamentale : rien ne peut plus se comprendre aujourd'hui si nous ne réfléchissons pas sur la question primordiale de *l'appropriation privée des moyens de production*. Elle est le point d'ancrage de l'unité des exploités, quelque soit le degré de l'exploitation subit par les uns et les autres. Encore que ce terme, "degré d'exploitation", soit très ambigu ici, puisqu'un "système d'exploitation" vise par définition au rendement maximum de toutes les forces qu'il exploite, sinon ce ne serait plus un "système" mais tout au plus un malheureux accident.

Donc je pense en effet que la *démocratie représentative* ne représente que la forme achevée du capitalisme à un moment précis de son évolution. Elle n'est pas faite, au contraire, pour bouleverser l'organisation de la société libérale, elle demeure la meilleure façon de la pérenniser au moindre coût. L'histoire nous renseigne sur la nature des réponses qu'ont apporté les régimes démocratiques lorsqu'ils se sont sentis profondément menacés : ils ont recouru à la dictature sous toutes ses formes. Il n'en reste pas moins vrai qu'il est plus "confortable" pour nous de vivre et lutter au coeur de ces régimes de représentation plutôt qu'écrasés sous le joug des autres.

Tout ceci est écrit, pour ainsi dire, au fil de la réflexion dans le prolongement de votre question, "***La démocratie représentative serait un leurre ?***", réponse qui à son tour soulève des questions auxquelles je n'ai moi-même pas de réponse... Au cas où vous trouveriez le temps de prolonger vous-même cette discussion, seriez-vous d'accord pour que nous transmettions ces échanges en direction des "honorables correspondants" qui continuent de nous lire ?

**22 mars - 2005 Cordialement, Robert Pollard**

Grâce au texte précédent de Robert Pollard je vous offre cette conclusion. J'adore son style qui ose suivre un fil qui se tricote devant nous : la vie n'est jamais autre chose.

Mon rêve c'est la création d'un dictionnaire dialectique de la langue française. Mon vieux frère Léon Cladel put profiter de ce même rêve en lisant toutes les semaines entre 1848 et 1850, le dictionnaire Lachâtre, un dictionnaire ouvertement démocratique.

Dans le mien, on y trouverait.

Le droit de vote : il se définit non par les résultats du vote mais par les conditions de son exercice.

L'exercice du droit de vote : il conditionne l'existence de ce droit.

Le référendum face au plébiscite : le plébiscite est un référendum sans droit de vote.

Le plébiscite face au référendum: le référendum est un plébiscite tué par l'exercice du droit de vote.

Pour sortir du vote, un courant démocratique prône depuis longtemps la recherche du consensus jusqu'à épuisement du vote. J'y puise la confirmation que le face à face vote ou pas vote tue le rapport droite-gauche qui peut servir le peuple comme le desservir.



Le vote contre le consensus : c'est une pratique chez les zapatistes par exemple. Il faut arriver à se mettre d'accord, sauf que l'accès des femmes au pouvoir conduit à un consensus stérile vu que l'évolution est minime.

Le consensus contre le vote : finir par se mettre d'accord c'est avoir peur des minoritaires qui ne peuvent exprimer leur point de vue, après la discussion, que par la vote. Même si 1 sur 100 n'est pas d'accord, il doit pouvoir exprimer clairement cette distinction.

### **Entrons à présent dans quelques situations.**

Pour moi la démocratie latino-américaine actuelle me fait penser, dans ses conditions d'existence, à celle de l'Italie entre 1960 et 1990. Les USA ne pouvant admettre l'éventuel succès du PCI, chaque camp tenta de jouer serré. Le cas du référendum de l'Uruguay du 31 octobre 2004 se définit comme référendum totalement anti-plébiscitaire puisque **il est demandé par le mouvement social en acte.**

Il correspond aux référendums italiens d'initiative populaire qui décrétèrent la fin des centrales nucléaires de ce pays ou le droit au divorce. Ces référendums s'épuisèrent par l'abstention des maîtres du pouvoir ! Totalement surréaliste ! Les maîtres en question, plutôt que d'entrer dans la bataille découvrirent qu'il fallait se placer dans le camp de l'abstention car, quand celle-ci dépassait le 50%, le référendum était invalidé. Dans l'Italie du tournant des années 1980 le référendum sur l'échelle mobile des salaires acheva l'expérience. S'il y avait en France aujourd'hui un référendum au sujet de la privatisation de la Poste, la Poste resterait un service public, j'en suis persuadé même si ensuite pour battre la droite, la gauche l'emporterait ou l'inverse.

Toute réflexion sur le vote est d'abord circonstancielle. Quand je pose la question de savoir si la démocratie représentative ne serait pas un leurre, ce n'est pas dans l'absolu mais aujourd'hui.

Le cas de De Gaulle viré en 1969 démontre qu'une quête plébiscitaire peut se transformer en référendum authentique. Mais l'élection d'avant, en 68, comme celle d'après le référendum, démontrèrent en effet que la conscience citoyenne n'avait pas bougé. Or, en quoi pouvait-on penser que la victoire du non en 69 pouvait entraîner une montée de la gauche ? C'est ce que crut bêtement Gaston Defferre qui se lança dans la bataille pour le PS sans comprendre la nouvelle réalité, alors que Mitterrand préféra se mettre en réserve de la république. Quand celui en 1981 décida d'abolir la peine de mort il refusa le référendum par contre quand il s'agit de donner le droit de vote aux immigrés il prétendit que la majorité n'était pas favorable. Je fais donc une différence radicale entre un référendum que les maîtres usent à leurs propres fins et un référendum que le mouvement social impose aux maîtres en question.

Pour le référendum à propos de l'indépendance de l'Algérie, il correspond exactement à celui que provoqua au mois d'Août 2004 Carlos Mesa en Bolivie. Pour le maître des lieux, il s'agit de le devenir davantage par la légitimité d'un référendum. De Gaulle voulait calmer ainsi sa droite, comme Mesa qui pensait ainsi obtenir quelques concessions de sa propre droite après avoir obtenu celles d'Evo Morales. La crise rebondira quand la dite droite ne voulut rien lâcher tout en donnant l'impression de tout lâcher !

En 1960 le maire de Toulouse ébaucha un système où l'électeur voterait pour des idées dont des représentants n'auraient qu'une chose à faire, exécuter. Les représentants devenant le pouvoir exécutif, le peuple conservant le pouvoir législatif. Au Chiapas, ils ont une formule « commander en obéissant » : le responsable commande en obéissant aux ordres donnés par le peuple. Comme le dirait Petras, nous avons la preuve que le cas du Chiapas reste local car il est rare aujourd'hui de trouver des communautés d'intérêts aussi communs, que dans leur forêt.

Nous en revenons à la formule bien connue : ils ont voté et puis après ... D'où le besoin de sauter directement à l'autre question : qui aujourd'hui à le pouvoir sur le terrain politique ?

### **Quand le pouvoir se féodalise**

Pendant longtemps, la classe dominante fit de l'Etat l'instrument de son pouvoir (y compris avec l'Etat social). Avec le néolibéralisme la même classe sait faire de l'Etat, le complément de son pouvoir. Il ne s'agit pas d'une nuance mais d'une révolution. L'Etat comme instrument ou levier c'est celui qui installe partout les lignes téléphoniques. L'Etat comme complément laisse aux multinationales le soin d'installer l'essentiel des relais de téléphonie mobile, l'Etat se chargeant des zones dites non rentables. Ce passage d'un Etat instrument à un Etat complément permet la naissance du féodalisme capitaliste. Les conséquences sont multiples sur tout les terrains sociaux. Et en particulier il marginalise le pouvoir politique. A la question : les élus d'aujourd'hui sont-ils pires que ceux d'hier ? Je réponds : ceux d'aujourd'hui sont seulement des VRP comme Chirac partant avec sa valise à travers le monde pour vendre nos multinationales, ce que de rares élus auraient osé en faveur des entreprises nationalisées quand elles existaient (de toute façon elles étaient déficitaires !). Quand des élus sentent le pouvoir leur filer entre les doigts ils tentent alors de se donner de grands airs en inaugurant les chrysanthèmes.

### **Voyons quelques conséquences quant à la démocratie représentative.**

Toute analyse ou action politique doit articuler sens des nécessités et moyens de la volonté. D'où quatre types de comportements.

La révolution russe pensa que sa volonté était telle qu'elle pouvait inventer l'homme nouveau dont le prototype était souvent le membre du Parti communiste qui, à partir de 1935, prit la direction des camps quand la nécessité rappela son existence.

François Mitterrand en 1981 en appela à la nécessité pour justifier l'enterrement en grande pompe des combats de la gauche.

De Gaulle, le dernier à user de l'Etat comme instrument au service de sa classe articula mieux les moyens de la volonté (la grandeur de la France) et le sens des nécessités (en finir avec la guerre d'Algérie).

Pour expliquer de telles situations on utilisera souvent le discours religieux (l'erreur qui fit abandonner le bien pour le mal), le discours sentimental (la trahison) ou le discours technique (l'incompétence).

Nous retrouvons partout aux Amériques ces diverses cas de figure. Lula un traître ? Kirchner un incompetent ? Chavez l'homme de quelques erreurs ? J'aimerais écrire un roman sur ce moment fabuleux : l'installation de Lucio Gutierrez à Quito. A la même tribune : Castro, Chavez, Lula, Gutierrez. Quatre hommes présidents. Quatre géants qui se regardent dans le blanc des yeux. Le fourbe par excellence s'appelle Gutierrez. Il sait déjà qu'il va passer très rapidement dans le camp de Bush sans le dire. Je connais parfaitement la place où s'est tenu la fête. J'ai vu les premiers militants de Lucio y user des mêmes tables, que j'use dans la rue, pour appeler les citoyens à intervenir. Aujourd'hui Lucio fait des pieds et des mains avec Antonio Vargas, l'ex de la CONAIE passé aux évangélistes, pour casser la dite CONAIE, l'extraordinaire organisation indigène qui donne une force unique aux luttes du peuple équatorien. Le plus étonné malgré son grand âge s'appelle Castro. Etonné par cette rencontre qu'il n'attendait plus et étonné par son voisin Chavez. A l'applaudimètre Castro sera largement battu par Chavez sans lui en tenir rigueur. Au contraire, une alliance de fer va se développer. Quant à Lula il marche sur des œufs. A la tête du pays le plus puissant des quatre, il navigue à vue. Mais était-il à cette tribune quand on sait l'inimitié entre Brésil et Equateur ? Il me faudra vérifier. Dans les couloirs, je l'ai déjà écrit, Ignacio Ramonet s'activait.

Qu'ils le veulent ou non, ils sont tous des présidents entre les mains des multinationales ! La glorieuse résistance de Chavez (plutôt celle de son peuple) ne change en rien les bases du rapport entre le politique et l'économique. On pourra taire l'alliance de Chavez avec l'Iran des religieux, là aussi ça ne changera rien. Oui, les religieux de Téhéran nationalisèrent le pétrole au profit de leurs clans et leurs discours moralisateurs auraient dû faire reculer la misère. Il n'en est rien. Chavez de son côté renationalisa une entreprise nationalisée pour que les clans bureaucrates de son pays cessent de nuire. Il redistribue aux pauvres la rente pétrolière. Que le prix du pétrole retombe à 20 dollars le baril et son édifice va trembler. Qu'il soit assassiné et son édifice va s'effondrer.

Pour en revenir au rapport entre « sens des nécessités et moyens de la volonté » j'inclus l'alliance Venezuela-Iran dans le sens des nécessités, mais j'y ajoute la perte de volonté que fait naître le qualificatif de « révolution anti-impérialiste » par Chavez à propos des Ayatollah. On peut être anti-américain et pro-libéral surtout au moment où le mot libéral s'efface devant le mot féodal. Plus que féodal que Téhéran tu meurs !

D'où ma conclusion par le cas bolivien. Je reçois tous les communiqués du Congrès bolivarien des peuples et depuis presque deux mois les luttes boliviennes sont absentes. Triste preuve que ce mouvement s'applique à suivre les ordres du gouvernement bolivarien. Malgré le soutien, le plus franc de tous, de Evo Morales à la révolution bolivarienne, celle-ci a décidé de jouer la carte du président de Bolivie ! Or laissez-moi vous apporter les dernières informations. J'avais mal compris le débat entre impôts et « regalias » cher à Evo Morales soucieux de ne plus se faire rouler dans la farine. Prenons des chiffres. Quand le « baril » de gaz est vendu 1 dollar, Evo Morales veut que la moitié reste à l'Etat bolivien pour des politiques sociales. Mais ce « baril » des grandes compagnies est ensuite vendu 6 dollars aux Boliviens comme il est vendu 6 dollars aux Canadiens. La multinationale fait son beurre pendant que l'Etat bolivien discute des miettes de la redistribution.

Evo Morales vient de fêter les dix ans de son parti en présence de quatre ambassadeurs : Venezuela, Argentine, Cuba et ... France ! Le Brésil envoya une délégation du Parti des Travailleurs. Evo Morales sait très bien que s'il avait accepté un nouveau compromis sur la question, il gagnait son passeport de président, comme Lula gagna le sien après avoir donné plusieurs gages de soumission. Lula n'a jamais été un traître : c'est avant d'accéder au pouvoir qu'il accepta que le pouvoir soit celui du féodalisme.

Les maîtres du monde ne permettant plus à l'Etat d'être instrument du pouvoir, piègent ainsi deux fois leurs adversaires. Ceux qui, par tradition léniniste, voulaient prendre l'Etat pour instaurer le socialisme par la dictature du prolétariat. Ceux qui, par tradition libertaire, voulaient en finir avec l'Etat pour libérer l'individu porteur de la révolution. On pourra me répondre que le retour à la toute puissance d'un Etat démocratique est possible mais alors disons comment, plutôt que de se gargariser d'illusions qui tuent tous les moyens de la volonté et nous font perdre le sens des nécessités. Prétendre que dans le TCE il y faudrait la présence des services publics, c'est vouloir remplir d'eau une bouteille pleine de trous. Prétendre avec insistance qu'on est pour l'Europe, mais pas pour celle qui se met en place depuis 30 ans, c'est scier la branche sur laquelle on est assis. Europe ou pas, quel type de démocratie peut répondre aux nécessités de l'heure ? Je comprends les néo-libéraux qui veulent l'Europe pour faire contre-poids aux multinationales de l'Empire US. Je comprends qu'autrefois des alliances tactiques nationales aient pu profiter marginalement au peuple. Je comprends en même temps que l'Europe néo-libérale n'apportera rien de plus que le modèle US.

**Donc les combats qui me paraissent majeurs après cette étude d'un pan de réalité touchent cinq domaines :**

- **Celui de l'information** : sans une gigantesque bataille pour la liberté de la presse nous allons tomber dans un profond sommeil. J'ai vérifié mille fois que les multinationales sont très souvent épargnées et si j'adore le projet de Chavez d'anti-CNN (en union avec les autres pays du cône sud) comment ce projet peut-il être crédible si, au Brésil, Lula ne prend pas des mesures pour une télé publique chez lui ? En Uruguay un des premiers débats a été sur la question de la liberté de la presse et Tabaré Vazquez a cédé devant les multinationales. Côté internet je constate la montée de médias alternatifs ou indépendants mais je reste sceptique. Un ami attira mon attention sur Indymedia de Belgique qui fit un grand compte-rendu des manifs du 19 mars à Bruxelles. Des manifs qualifiées surtout d'anti-Bolkestein. Or les dites manifs furent lancées pas la Confédération Européenne des Syndicats bien avant la maudite circulaire : elles visaient à soutenir le TCE pour lequel la CES appelle à voter Oui depuis sa mise au point. Ensuite ATTAC voulut faire de cette date une manif pour le non au TCE et résultat tout le monde s'est retrouvé dans un défilé incompréhensible. Comme la CFDT participant aux dernières manifs du mouvement social tout en appelant à voter Oui au TCE qui ne peut qu'aggraver les maux dénoncées par les dites manifs ! La bataille de l'information est celle des mots, celle de la transparence et la première de toutes les transparences concerne la capacité des multinationales à détourner à son profit des sommes gigantesques.

- **Celui de la laïcité** : une des caractéristiques du féodalisme c'est de transvaser vers les Eglises les services de l'Etat. J'aurai aimé vous traduire la conversation entre Oscar Romera et Jean-Paul II et vous auriez retrouvé exactement, presque au mot près, la conversation entre Lammenais et son propre pape. Une télé laïque devrait par la loi permettre l'expression du mouvement social tout en excluant les tricheurs des multinationales.

- **Celui des droits des femmes** : après avoir mis dans sa poche les Eglises le féodalisme aime susciter la guerre entre les pauvres avec une guerre bien précise, la guerre contre les femmes.

- **Celui des droits politiques** : dans ce cadre militant la démocratie représentative devient un objectif limité. Si les autres objectif ne progressent pas alors la mise en avant de la démocratie représentative sert à amuser la galerie. Il faut et il faudra des représentants mais j'en reviens à l'invention de la Révolution française, des représentants contrôlés par des comités de surveillance. J'ai été étonné qu'à Porto Alegre la réflexion sur l'échec du budget participatif soit visible seulement à la fin, quand il fut décidé que le FSM quittait cette ville. Or l'échec du PT à Porto Alegre, en beaucoup moins sanglant il est vrai, c'est un peu comme l'échec d'Allende.

- **Celui de l'économie parallèle, solidaire, sociale** etc. En tirant les leçons de l'échec des coopératives.

Comme en 1789 nous sommes face à un système qui ne peut plus s'aménager au profit du peuple, alors qu'il s'aménage au profit des riches. Il ne s'agit plus de réorganiser l'équilibre entre Tiers Etats, Noblesse et Clergé. Il s'agit d'y voir plus clair ensemble pour construire tout autre chose. D'autres mondes sont possibles, c'est le sens des réalités (je les mets au pluriel). Comment les rendre possibles ? C'est enfin la recherche des moyens de nos volontés.

1-04-2005, Hasta la memoria siempre, manolo, jean-paul damaggio